

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ÉTUDE DE LA PRATIQUE JOURNALISTIQUE AU QUÉBEC :
LE NATIONALISME BASQUE ENTRE 1969 ET 1981

MÉMOIRE PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR
ELOÏSE CASSISTA

AVRIL 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

J'aimerais prendre quelques instants pour remercier ma directrice, madame Fernande Roy, sans qui ce mémoire n'aurait sans doute pu être complété. Sa grande patience m'a permis de persévérer à travers le long processus de recherche et d'écriture. Détentrice d'un baccalauréat en journalisme plutôt qu'en histoire, j'ai dû partir d'un peu plus loin. Madame Roy a toujours été très compréhensive à mon égard, tant avec mes nombreuses questions qu'avec ma situation familiale. Un travail à temps plein, ainsi qu'une grossesse et un congé de maternité ont ralenti mon rythme de travail. Néanmoins, j'ai toujours pu sentir son appui et son intérêt pour notre étude. Son avis m'a été très précieux. Nos discussions, toujours constructives et très intéressantes, me manqueront.

Un immense merci à mes employeurs qui m'ont accordé du temps pour me consacrer à mes recherches et à l'écriture du présent mémoire. Toute ma gratitude aussi à ma famille qui m'a supportée et encouragée ainsi qu'à mon fils qui a laissé sa maman travailler de nombreuses heures. À mon conjoint, je lui dis merci d'avoir supporté mes découragements, ainsi que mes nombreuses accumulations de papier dans la maison ! Un merci tout spécial au conjoint de ma mère qui m'a aidé à mettre sur pied ma base de données d'articles de journaux.

Finalement, merci aux employés des Archives nationales du Québec qui ont toujours répondu avec courtoisie à mes questions lors de l'étape du dépouillement des journaux.

Après plusieurs années, c'est avec un sentiment de fierté que je dépose enfin les résultats de mes recherches. Malgré toutes les embûches que j'ai dû affronter, votre soutien à tous m'a permis de continuer. Merci.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	iv
RÉSUMÉ	v
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
DÉMARCHE	4
1.1 Bilan historiographique	4
1.2 Sources et méthodologie	18
1.3 Qui sont les Basques ?.....	25
CHAPITRE II	
À LA DÉFENSE DES DROITS DES BASQUES (1970-75)	32
2.1 Burgos : un procès qui interpelle.....	34
2.2 L'ironie du cas Anoveros.....	50
2.3 La subtilité du cycle « action et répression »	55
2.4 L'injustice des procès de militants	66
CHAPITRE III	
SYMPATHIE MITIGÉE (1976-78).....	82
3.1 Franco n'est plus	83
3.2 Appui à la population réprimée.....	86
3.3 Une violence qui dérange.....	102
CHAPITRE IV	
SENSATIONALISME OCCASIONNEL ET JOURNALISME	
D'INFORMATION (1979-1981).....	116
4.1 Une neutralité qui s'installe.....	117
4.2 Malgré quelques timides interventions.....	123
4.3 Pour la démocratie et contre la rébellion militaire	138
CONCLUSION	144
BIBLIOGRAPHIE	151

LISTE DES TABLEAUX

Tableau		Page
1	Nombre de pages dans les trois quotidiens en 1975.....	20
2	Sujets abordés par les trois quotidiens en 1975, en pourcentage de la surface rédactionnelle.....	21
3	Aire géographique des nouvelles dans les trois quotidiens en 1975.....	21
4	Nombre et genre d'articles publiés par les trois quotidiens selon les périodes.....	25

RÉSUMÉ

Dans la presse québécoise comme ailleurs en Occident, le journalisme d'information valorise une pratique professionnelle recherchant l'impartialité, la recherche de la vérité, la rigueur et l'objectivité. Ce journalisme idéaliste n'est toutefois pas sans failles, les êtres humains à l'origine du journal d'information possédant leurs propres valeurs et intérêts. C'est pourquoi les fondements théoriques sont, dans la pratique, parfois transgressés. Le Québec des décennies 1960 à 1980 est secoué par une vague nationaliste importante. Cette idéologie atteint toutes les couches de la population, journalistes inclus. Le peuple québécois est aussi particulièrement attaché aux valeurs démocratiques qui fondent la nation. L'objectif de cette étude est donc de démontrer que la pratique journalistique témoigne de cette tension entre le désir d'objectivité et les valeurs personnelles du journaliste et que des différences sont perceptibles dans le comportement des trois grands journaux montréalais, soit *Le Devoir*, *Le Journal de Montréal* et la *Gazette*. Les articles choisis pour arriver à dégager cette tendance ont pour objet certains événements se déroulant au Pays basque espagnol.

Le mémoire est découpé en trois périodes. Dans la première, de 1969 à 1975, le sort infligé aux Basques par le régime franquiste touche particulièrement les journalistes québécois. Dans la majorité des dépêches choisies par les quotidiens montréalais, un sentiment de sympathie s'installe. Les auteurs des différents éditoriaux crient à l'injustice. En seconde partie, la mort de Franco et le début d'un système politique démocratique modèrent légèrement les points de vue. Toutefois, les articles et les éditoriaux restent critiques face à l'attitude des forces policières qui utilisent des moyens répressifs. Finalement, durant les années 1979 à 1981, les journalistes démontrent un certain détachement vis-à-vis les Basques, mais ils dénoncent occasionnellement les mauvais traitements que ces derniers subissent.

Mots clés : histoire, couverture journalistique, presse, Basques, nationalisme.

INTRODUCTION

Entre 1969 et 1981, dans une multitude de régions du monde comme le Québec et le Pays basque, le nationalisme est une question d'actualité. Qu'on en parle en bien ou en mal, les réalisations comme les excès des groupes nationalistes défraient souvent les manchettes des journaux. Au Québec et au Pays basque espagnol, le mouvement nationaliste, qui s'est politisé il y a de cela quelques années, se transforme. La défense d'une culture particulière revêt dorénavant plusieurs costumes, allant jusqu'à emprunter celui de la violence. De l'Amérique jusqu'en Asie, le nationalisme nous entoure, nous touche parfois comme il peut nous choquer. Chose certaine, il soulève, sur tous les continents, bien des interrogations. La question nationale fait partie intégrante de l'actualité, et ce, à l'échelle planétaire.

Le journaliste, à qui est confiée la tâche de rendre compte de l'actualité, est souvent décrit comme l'historien du quotidien. Il exerce son métier selon certaines conventions, qui peuvent varier au fil du temps. Ces hommes et ces femmes qui prennent quotidiennement leur plume afin d'informer leur lectorat le font en respectant le plus possible les normes journalistiques qui leur sont imposées, ainsi que dans le respect de certaines valeurs personnelles ou collectives. Si le nationalisme ou la question nationale est le prétexte ou le moyen, c'est sur la pratique journalistique que portera cette analyse.

Partant d'un grand nombre d'articles publiés dans divers journaux québécois entre 1969 et 1981, il sera question du comportement adopté par chacun des quotidiens vis-à-vis l'actualité basque espagnole. C'est simplement une question de disponibilité des sources qui a fixé le point de départ de cette analyse. Les articles des journaux étant indexés à partir de l'année 1966, il était plus facile de sélectionner les textes pertinents à l'analyse. Dans les journaux du Québec, l'actualité basque semble s'installer réellement vers les années 1969-1970. La fin de la période d'étude repose sur un objectif de comparaison, c'est-à-dire qu'il est apparu intéressant de pouvoir comparer le contenu et la forme des articles pré et post-

référendaires. Quelques mois après le référendum de mai 1980 sont donc nécessaires à l'étude afin de mesurer ses répercussions possibles sur le traitement des événements qui se déroulent au Pays basque. À travers l'actualité basque, les différentes couvertures journalistiques seront scrutées à la loupe afin de bien comprendre le comportement des grands quotidiens québécois. Le mémoire sera divisé en quatre chapitres.

La première partie fait état des connaissances historiques sur la pratique journalistique publiées à ce jour. Ce tour d'horizon permet de bien comprendre ce que l'on connaît de l'histoire de la presse et ce que l'on ne connaît pas. Nous tâcherons d'expliquer en quoi cette nouvelle étude peut apporter un éclairage nouveau. Après avoir décrit la méthodologie utilisée, il apparaît utile de dresser un bilan de la situation basque, puisque ce sont les événements qui se déroulent en Espagne qui servent de base à l'analyse de la pratique journalistique. Dans l'historiographie québécoise, la situation des deux pays a très peu été comparée. Pourtant, les aspirations de leurs militants indépendantistes se ressemblent étrangement, bien qu'évoluant dans deux contextes sociopolitiques distincts.

C'est dans le deuxième chapitre que s'amorce l'analyse de la première période étudiée, soit les années 1969 à 1975. Le défi est de percevoir les impressions qui se cachent derrière les textes publiés. Dans le cas d'éditoriaux, il est certain que les valeurs de la société québécoise sont plus aisément transmises. Mais dans le cas de textes de nouvelles, certains signes peuvent aussi véhiculer un message éditorial. Les journaux sont donc passés au peigne fin dans le but de dégager tous les détails qui nous permettent de capter les valeurs que les différents journaux seraient tentés de retransmettre dans la publication de textes de nouvelles. Le contexte politique dans lequel évoluent les Basques au cours de cette période en est un de dictature.

Une autre période charnière fait l'objet du troisième chapitre, soit de 1976 à 1978. Elle couvre la mort de Francisco Franco jusqu'à l'adoption d'une nouvelle constitution démocratique. Au cours de ces années, la situation politique de l'Espagne est en évolution. Tournant le dos au franquisme, un système démocratique voit tranquillement le jour. Les injustices ne sont pas effacées, la lutte pour les droits des Basques continue de même que les

tentatives par les militants extrémistes pour obtenir l'indépendance des provinces bascophones. La couverture journalistique québécoise de cette époque continue de faire mention de nombreuses injustices sociales, tout comme de rendre compte d'actes de violence.

Le dernier chapitre traite de la période dite démocratique de l'Espagne, de 1979 à 1981. Ces années sont aussi celles de grandes tensions et de violence extrême. Est-ce que des jugements de valeur sont encore possibles dans un tel contexte ? Comme l'évolution de la pratique journalistique nous intéresse, la comparaison des couvertures journalistiques dans des contextes sociopolitiques différents semble appropriée.

CHAPITRE I

DÉMARCHE

Avant de se lancer dans le vif de notre sujet, il est important de procéder à un bilan des travaux sur la pratique journalistique, afin de bien comprendre ce qu'est le journalisme d'information et dans quel état se trouve sa pratique. Ce n'est qu'après ce compte rendu que seront présentés notre projet et la méthode de travail utilisée. Comme l'étude prend appui sur l'actualité basque espagnole, un rapide tour d'horizon sera nécessaire afin de bien saisir l'identité de ce peuple qui cause bien des maux à l'Espagne.

1.1 Bilan historiographique

Le journaliste québécois raconte et commente l'actualité depuis déjà plus de deux siècles. Certes, plusieurs changements se sont opérés tant dans la manière de décrire les événements que dans le concept même de journal. Les bases du journalisme et les transformations qui se sont produites au fil du temps dans la presse sont devenues des sujets étudiés par plusieurs historiens au Québec et ailleurs.

Parmi ces ouvrages québécois, débutons en soulignant l'exposé d'André Beaulieu et de Jean Hamelin. Les deux auteurs se penchent, en 1966, sur l'histoire des journaux canadiens et québécois. Ainsi, dans leur aperçu du journalisme québécois¹, ils tracent les principales étapes du journalisme à partir de l'établissement du régime anglais. Il est donc question de l'influence américaine sur les journaux canadiens et de la naissance des premiers journaux. Les deux historiens expliquent l'évolution de l'imprimerie dès ses débuts. Le XIXe

¹ André Beaulieu et Jean Hamelin, « Aperçu du journalisme québécois d'expression française », *Recherches sociographiques*, vol.7, numéro 3 (septembre-décembre 1966), p. 305-346.

siècle est marqué par la presse d'opinion, politique ou cléricale. Les auteurs décrivent une certaine période de transition entre 1884 et 1914 grâce aux avancées technologiques qui amènent un journalisme dit de sensation. Beaulieu et Hamelin situent l'apparition du journal d'information vers l'année 1914. C'est donc dans l'entre-deux-guerres que se raffinent les nouvelles techniques de ce nouveau journalisme dans lequel les agences de presse prennent de l'importance pour la couverture d'événements. Plusieurs sections sont établies afin d'attirer un lectorat particulier : pages sportives, féminines, culturelles, financières, etc. C'est avec l'augmentation de la publicité que ces journaux obtiennent une certaine liberté politique qu'ils ne possédaient pas auparavant. La dépolitisation apporte certains changements dans le contenu des quotidiens. Il n'en demeure pas moins que certains journaux indépendants, comme *Le Devoir*, n'hésitent pas à se définir comme une presse de combat. Cette forme de journalisme moderne décrite par les deux auteurs est visiblement celle dans laquelle s'inscrivent les journaux qui sont étudiés dans ce présent mémoire.

Ce texte, d'une quarantaine de pages, est un bon préambule pour bien comprendre l'évolution des journaux au pays, même s'il s'agit d'un survol rapide. Ce texte n'éclaire en rien le journalisme proprement dit. C'est plutôt le point de départ qui amène la parution de plusieurs autres articles, notamment celui de Claude Galarneau sur la presse périodique² qui pousse un peu plus loin la recherche. Bien que ses observations soient intéressantes, elles ne couvrent pas la période qui nous intéresse ici, soit le journalisme d'information des années 1970-1980.

L'historien Jean de Bonville propose de nombreuses analyses sur le journalisme. Plusieurs de ses ouvrages présentent des informations très pertinentes pour l'étude de la couverture journalistique des événements basques qui fait l'objet du présent mémoire. Regardons d'abord ce que de Bonville nous apprend dans son ouvrage sur la genèse d'un média de masse³. De Bonville se penche ici sur plusieurs facettes du journalisme et de la presse. Il présente le contexte historique, la sociographie et la géographie de la presse

² Claude Galarneau, « La presse périodique au Québec de 1764 à 1859 », *Mémoires de la Société royale du Canada*, 4^e série, vol. XXII, 1984, p.143-166.

³ Jean de Bonville, *La presse québécoise de 1884 à 1914 : Genèse d'un média de masse*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1988, 415p.

québécoise et l'entreprise de presse avant de faire le portrait du journaliste. Il aborde aussi l'identité du lecteur, tant de journaux d'élite que de masse, ainsi que la publicité dans la presse. Plus que toute chose, c'est la section consacrée au passage du journal d'opinion au journal d'information qui peut apporter un éclairage sur la question qui nous préoccupe.

L'auteur utilise le journal *La Presse* pour démontrer les changements qui s'opèrent entre le XIX^e siècle et le XX^e siècle. De Bonville dégage six catégories de sujets traités dans la feuille traditionnelle, soit l'information, la publicité, le divertissement, le feuilleton, les petites annonces et sujets divers. L'auteur précise que les textes d'information et d'opinion occupent la part la plus importante, en particulier les commentaires et les nouvelles politiques⁴. De Bonville énumère quelques caractéristiques du journal d'opinion : le primat de la politique, le goût de la polémique et de l'invective, le tout à la discrétion du secrétariat de rédaction.

Selon l'auteur, les années 1880 marquent la fin de la suprématie du journal d'opinion⁵ alors que le nouveau journal tente d'attirer les masses, et pas seulement l'élite. La presse tente dès lors de séduire les lecteurs, veut se porter à leur défense. Inspiré par Joseph Pulitzer aux États-Unis, le journalisme populaire fait son apparition, surtout dans la presse anglophone, comme transition vers la presse d'information. La nouvelle locale tend à prendre de l'importance, afin d'attirer la masse populaire. Il est évident que les progrès techniques contribuent à l'accessibilité des nouvelles, et le journal devient visuellement plus attrayant. Jean de Bonville croit qu'« attirer et soutenir l'attention »⁶ sont les préceptes de ce nouveau journalisme. L'historien dresse quelques caractéristiques du journal d'information qui reposent notamment sur la nouvelle et le reportage. Les sources se diversifient, l'esthétique prend de l'importance et les règles journalistiques s'uniformisent. Le titre ne sert plus seulement à identifier le sujet, mais plutôt à donner du relief au texte. Ces changements énumérés par de Bonville se sont produits progressivement, au tournant du XX^e siècle. Selon lui, les transformations démographiques et socioculturelles jouent un rôle dans l'apparition d'un nouveau genre de journalisme qui s'adresse désormais aux « consommateurs ». En

⁴ *Ibid.*, p.212.

⁵ *Ibid.*, p.220.

⁶ *Ibid.*, p.227.

somme, cette étude éclaire à plusieurs niveaux le passage de la feuille d'opinion au journal d'information. Si l'ouvrage très élaboré du professeur de journalisme américain Hazel F. Dicken-Garcia⁷ couvrait une période antérieure, soit le journalisme au XIX^e siècle, Jean de Bonville apparaît comme l'un des spécialistes incontournable de la question journalistique au Québec.

Dans cet ouvrage, de Bonville amène l'étude du journalisme un peu plus loin. Le passage au journalisme d'information semble bien établi. À la lecture de ces lignes se dégage donc une meilleure idée de ce que Beaulieu et Hamelin avaient tenté de définir. Toutefois, la pratique journalistique n'est pas encore expliquée. Associé à Jean Charron, Jean de Bonville propose un autre texte qui se rapproche de plus en plus de notre sujet. Dans « Le journalisme »⁸, les deux auteurs se penchent sur la fonction des journalistes et sur le cadre dans lequel ces derniers remplissent leur rôle.

Charron et de Bonville se demandent si les journalistes sont des acteurs politiques, témoins privilégiés de la réalité sociale, ou si plutôt ils construisent eux-mêmes d'une certaine manière cette réalité. Lorsqu'il est temps de définir ce qu'est le journalisme, la définition du *Grand Larousse Universel*, soit « la personne qui collecte, sélectionne, met en forme et présente les nouvelles d'actualité à l'intérieur de la rédaction d'un journal ou tout autre organe de presse », leur paraît bien circonscrire le métier. Leur texte aborde ensuite les fonctions et les tâches des journalistes : la collecte d'information, la rédaction selon les normes journalistiques des cinq questions (qui, quoi, où, quand, pourquoi) et la sélection des informations. Charron et de Bonville abordent aussi la question de l'entreprise médiatique ainsi que les organisations professionnelles encadrant les journalistes. En conclusion, les deux auteurs reviennent sur la question de départ en tentant de définir la vraie nature des journalistes. Afin de tenir compte du journalisme en général et de la pratique contemporaine, ils suggèrent la définition suivante : « le journalisme serait un ensemble institutionnalisé de pratiques discursives médiatisées visant la description ou la modification de l'environnement

⁷ Hazel F. Dicken-Garcia, *Journalistic Standards in Nineteenth-Century America*, Minneapolis, University of Wisconsin Press, 1989, 343p.

⁸ Jean Charron et Jean de Bonville, « Le journalisme » dans Denise Lemieux, dir., *Traité de la culture*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 2002, p.889-907.

naturel et social »⁹. Ce qu'il faut retenir c'est que les journalistes obéissent à un certain nombre de règles, normes qui émergent de la pratique journalistique qui est en constante évolution selon des facteurs juridiques, culturels, techniques et économiques. Le texte fait le tour de la question de façon assez succincte, mais n'apporte pas d'éclairage assez précis sur la description réelle de la pratique journalistique concrète.

Un autre ouvrage est alors nécessaire afin de bien comprendre la nature du journalisme. Dirigé par Colette Brin, Jean Charron et Jean de Bonville, le livre « Nature et transformation du journalisme, théorie et recherches empiriques »¹⁰ explore tout le côté théorique de la pratique journalistique. Les auteurs désirent proposer un appareillage théorique et méthodologique complexe, mais éprouvé et validé par une longue tradition scientifique, au service d'une conception nouvelle de l'historiographie du journalisme et de la presse¹¹. L'ouvrage repose donc sur un effort de définition théorique de différents concepts journalistiques.

Charron et de Bonville identifient certains facteurs externes qui peuvent exercer une influence sur la pratique journalistique : production médiatique, médias, sources d'information, sources de financement, public, pratiques culturelles et valeurs, institutions socioculturelles, droit et système politique ainsi que l'économie. Une partie intéressante de leur analyse repose sur la description des caractéristiques de chacune des quatre périodes journalistiques : transmission, opinion, information et communication¹². Ces périodes correspondent à celles décrites dans l'exposé de Beaulieu et Hamelin, excepté la dernière qui est plus récente que l'ouvrage de ces derniers.

En somme, le journalisme de transmission au XVII^e siècle est principalement constitué de correspondances sur l'actualité économique et sociopolitique provenant de lecteurs, correspondants ou d'autres journaux. Sont aussi publiés des écrits littéraires ou

⁹ *Ibid.*, p.902.

¹⁰ Colette Brin, Jean Charron et Jean de Bonville, dir., *Nature et transformation du journalisme, théorie et recherches empiriques*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2004, 454p.

¹¹ *Ibid.*, p.2.

¹² *Ibid.*, p.102 à 106.

philosophiques, et des nouvelles publiques ou privées sur les dirigeants politiques. Les événements datent toujours de plusieurs jours ou semaines, voire quelques mois. Les techniques de production sont rudimentaires, le tirage plutôt faible et s'adresse à un lectorat cultivé. Le journal d'opinion, au XIX^e siècle, regroupe des articles sur la politique ou des textes d'opinion. Le journaliste est au service de l'homme qui dirige le journal. Il donne aussi quelques renseignements d'ordre économique et publie des textes littéraires pour divertir son lectorat, toujours limité. Le journal d'information, au XX^e siècle, est caractérisé par un type de texte : la nouvelle. Nouvelle économique, politique, culturelle ou sociale, l'objectif principal est de décrire fidèlement la réalité telle que le journaliste la perçoit. Le journal est structuré, divisé par sujets. Les sources sont diversifiées. Les moyens techniques permettent un plus grand tirage et des publications plus volumineuses. Le dernier type de journalisme est appelé : de communication. C'est dans cette période récente, depuis deux ou trois décennies, que se produit la croissance exponentielle de l'offre. Les journalistes tentent de capter l'attention d'un lectorat en particulier, la quête de l'attention revêt une dimension importante.

Pour résumer le tout, Charron et de Bonville explique les quatre types de journalisme d'après leur fonction principale : le journalisme de transmission parce que les acteurs sociaux interviennent eux-mêmes, le journalisme d'opinion parce que la fonction expressive y est plus marquée, le journalisme d'information parce que la nouvelle y occupe une place prédominante et, finalement, le journalisme de communication parce que toutes les fonctions du langage semblent sollicitées. Les auteurs soulèvent différentes hypothèses concernant les quatre périodes journalistiques pour arriver à une hypothèse générale : « les mutations du paradigme journalistique sont attribuables à des changements structurels dans l'économie ou dans le paramètre dominant dans le type de société en question »¹³. Ils donnent l'exemple de la mutation de la presse à la fin du XIX^e siècle pour illustrer leur hypothèse.

Un aspect intéressant soulevé par les auteurs concerne ce qu'ils appellent les principes normatifs. Ils analysent l'importance de l'exactitude, de l'impartialité, de l'objectivité, de l'orthodoxie, de la pertinence et de l'exhaustivité selon les différents types de journalisme. Ainsi, nous pouvons relever que pour le journalisme d'information, trois critères

¹³ *Ibid.*, p.109.

se distinguent, soit l'exactitude, l'impartialité et l'objectivité, qui est l'indépendance du journal par rapport au réel, du journaliste par rapport à ses sources d'information et du média par rapport à ses sources de financement.

Le livre propose aussi une analyse du concept de système de journaux, qui désigne une population de journaux et de journalistes à l'intérieur d'un même cadre spatio-temporel. C'est dire que le journalisme obéit à des règles communes aux membres d'une communauté qui structurent la pratique professionnelle.¹⁴ En fait, les journaux d'une même époque répondent aux mêmes règles, tant économiques ou techniques, et ont des sources, un contenu et un public semblables. Bien que pour se démarquer dans un marché ils adoptent des stratégies différentes, les journaux ont une base commune. Ce système de journaux nous permet donc de comparer les différents quotidiens d'une période choisie, puisque malgré leur traitement de l'information varié, le principe journalistique est le même. Bref, l'ouvrage de Brin, Charron et de Bonville propose plusieurs pistes intéressantes pour étudier les journaux et le journalisme qui s'ancrent dans la théorie. En pratique toutefois, il y a bien quelques nuances à apporter. Les règles qui semblent si claires pour ces auteurs ne le sont pas toujours dans la pratique.

Nous avons vu que pour ces trois auteurs, le journalisme d'information priorise des comportements tels que l'exactitude, l'impartialité et l'objectivité. Pour apporter une dimension différente sur la pratique de façon concrète, l'ouvrage de Dominique Marquis¹⁵ semble très à propos. En fait, ce que l'auteur réussit à démontrer à travers l'étude du journal *L'Action catholique*, c'est qu'il est possible de se servir de la presse d'information à des fins idéologiques, la presse étant un outil privilégié pour livrer un message. Son étude apporte donc quelques nuances à la réflexion théorique sur le journalisme de Jean de Bonville et ses collègues.

Pour en venir à cette conclusion, Marquis examine comment l'Église s'est immiscée dans la presse au XX^e siècle et comment elle a réagi aux différentes transformations

¹⁴ *Ibid.*, p.224.

¹⁵ Dominique Marquis, *Un quotidien pour l'Église : L'Action catholique, 1910-1940*, Montréal, Leméac, 2004, 220p.

journalistiques. *L'Action catholique* est fondée en 1907 pour offrir une alternative aux lecteurs de la presse, vue par l'Église comme peu conforme à la doctrine catholique. Sa mission, en plus de produire un journal d'information, est de porter un regard catholique sur l'actualité. Comme tout quotidien, *L'Action catholique* offre différentes rubriques, tant d'informations que de divertissement ou de service. Les premières années sont celles de l'apprentissage, le journal privilégiant les informations à caractère catholique, laissant une faible place aux faits divers et aux sports. Au milieu des années 1920, *L'Action catholique* se décide à améliorer un tant soit peu sa mise en page. La hiérarchisation de l'information y est toujours manquante, les transformations majeures faisant leur apparition dans la décennie suivante, donnant au journal une image plus moderne. On constate l'importance des nouvelles sportives et des faits divers. Marquis affirme alors que « le journal fondé par l'archevêque de Québec une trentaine d'années auparavant ressemble de plus en plus aux autres journaux d'information »¹⁶. À l'aube des années 1940, l'espace dédié à la religion se situe aux environs de 10% du contenu. L'historienne croit que pour bien remplir sa mission religieuse, *L'Action catholique* ne pouvait demeurer inactive. Priorisant les affaires catholiques, le journal d'information remplit sa mission d'origine, tout en se rapprochant de ses compétiteurs.

Le journal catholique réussit à survivre notamment grâce à l'intervention de membres de l'Église, ainsi que de la générosité de certains bienfaiteurs et des recettes de la quête auprès des paroissiens. L'auteur démontre que le journal bénéficie du soutien financier de l'Église, mais aussi de son encadrement afin de préserver la vocation du journal. Elle montre qu'un journal avec tant de restrictions n'aurait pu survivre sans le soutien de l'Église¹⁷.

Si, dans les textes de Jean de Bonville et ses collègues, les divisions entre les différents types de journalisme semblent bien établies, Marquis démontre que dans la réalité tout n'est pas si simple. L'exemple du journal d'information *L'Action catholique* prouve que ce type de journalisme peut aussi servir d'instrument de propagande et poursuivre une mission d'évangélisation. Avec l'évolution de la société, l'Église a adapté son arme de

¹⁶ *Ibid.*, p.124.

¹⁷ *Ibid.*, p.205.

combat. Elle garde le cap sur l'information catholique et réussit à rejoindre plusieurs foyers. En somme, l'ouvrage démontre que la presse, même celle d'information, demeure un médium intéressant pour livrer un certain message idéologique. Durant toutes ces années, l'Église a réussi à produire un journal qui concurrençait les autres quotidiens de l'époque, un réel journal d'information. Malgré ses caractéristiques propres, *L'Action catholique* s'est inscrite dans la lignée du journalisme moderne, survivant aux nombreux changements de l'époque. L'ouvrage de Dominique Marquis paraît très pertinent pour notre étude, en démontrant que les théories développées par les études précédentes ne peuvent être prises à la lettre. S'inscrivant dans un même système, les journaux ont des caractéristiques et des valeurs propres, ce qui les différencie les uns des autres.

Mais quelles sont concrètement ces différences ? À ce sujet, Jean de Bonville propose un ouvrage très intéressant dans lequel il examine la morphologie et le contenu des quotidiens montréalais¹⁸. Il se penche alors sur les caractéristiques physiques du journal, soit son volume, l'espace publicitaire et rédactionnel, la typographie et la mise en page. Il compare ainsi des journaux comme *Le Devoir*, *La Presse*, la *Gazette* et le *Montreal Star*, le *Montréal Matin* et *Le Journal de Montréal*. Apportant plusieurs données sous forme de tableaux, l'ouvrage de l'historien permet de bien saisir concrètement les différences, tant dans la forme que dans le contenu, entre les grands quotidiens montréalais. Il montre aussi que, malgré ces disparités, tous s'inscrivent dans le même système du journal d'information.

L'analyse de Jean de Bonville permet de dégager certaines tendances. Selon les thèmes abordés, il est possible de constater que certains articles visent l'information du lecteur, et d'autres son divertissement. Ainsi, il apparaît que les catégories relatives au divertissement, aux loisirs et à la consommation augmentent entre 1945 et 1985, effet des changements socio-économiques au Québec. De Bonville remarque que cette tendance est plus marquée dans des quotidiens grands publics ou de masse (*La Presse*, la *Gazette* et *Le Journal de Montréal*) que dans les journaux d'élite (*Le Devoir*). L'auteur relève aussi dans son étude que l'aire provinciale des sujets des articles prend de l'importance aux dépens de

¹⁸ Jean de Bonville, *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985 : morphologie et contenu*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, 223p.

l'aire nationale, et que l'aire locale en gagne aux dépens de la nouvelle internationale. Le journal populaire francophone est celui qui mise le plus sur l'aire locale et provinciale, donc moins sur l'international et le national. Les journaux anglophones semblent cependant échapper à ces règles. Vu leur allégeance envers le Canada, cette aire géographique prévaut sur les affaires provinciales. Le dernier point soulevé par l'auteur concerne les genres journalistiques, comme le reportage, l'éditorial ou la caricature par exemple. De 1945 à 1985, les genres se multiplient et se raffinent. La subjectivité du journaliste est de plus en plus sollicitée, puisque le journal tente de personnaliser son contenu. Ce phénomène est plus marqué dans la presse populaire que dans les journaux d'élite. Vu la concurrence plus élevée entre les quotidiens francophones, les anglophones échappent encore à ce constat. La tradition anglo-saxonne du journaliste anonyme entre aussi en ligne de compte.

Cette étude apporte un éclairage intéressant sur le contenu de la presse québécoise. Comme la comparaison entre les différents quotidiens est un aspect important du présent mémoire, l'ouvrage de Jean de Bonville montre que des disparités dans la couverture d'événements sont chose courante. En analysant ainsi plusieurs caractéristiques du journal d'information, l'auteur demeure encore dans la théorisation, dans les constats généraux. Si de Bonville aborde dans sa conclusion le concept de code journalistique, il n'approfondit pas plus l'idée que dans les ouvrages précédents. Un autre point faible dans les études sur le journalisme doit être relevé, soit l'éthique journalistique qui a peu d'écho jusqu'à maintenant. C'est pourquoi un aperçu de la contribution d'Armande Saint-Jean s'impose¹⁹.

Dans l'introduction de son livre²⁰, l'auteur explique ses aspirations. Elle affirme vouloir tracer les grands traits de l'évolution de l'éthique journalistique en prenant appui sur le postulat de l'interaction directe entre le contexte sociopolitique et les différentes composantes de l'univers journalistique. Son postulat de base est que l'évolution qu'a connue l'éthique journalistique, à travers les pratiques professionnelles, répond davantage à l'histoire sociopolitique du Québec au cours des 40 dernières années qu'à une dynamique ou une logique strictement interne. C'est dire que l'histoire collective joue un rôle direct sur le

¹⁹ Armande Saint-Jean, *Éthique de l'information : fondements et pratiques au Québec depuis 1960*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2002, 299p.

²⁰ *Ibid.*, p.9-17.

journalisme et les journaux. Saint-Jean observe aussi une interaction entre les différents aspects qui composent la réalité de l'univers journalistique. Saint-Jean propose quatre périodes distinctes d'évolution : la phase d'éveil et de croissance de 1960 à 1970, la phase de militantisme syndical de 1970 à 1980, la bureaucratisation de 1980 à 1990 et la période des grands bouleversements professionnels et technologiques qui débute en 1990 et qui se poursuit jusqu'en 2001.

Saint-Jean propose sa définition de l'éthique dans le domaine des communications : « L'éthique représente pour une personne à la fois la possibilité et la responsabilité de conjuguer les exigences de la morale, les obligations du droit et les règles de la déontologie, en agissant selon sa liberté et sa conscience personnelle. »²¹ L'auteur mentionne quelques principes journalistiques importants, soit l'objectivité, l'impartialité, l'équité, l'intégrité et le respect des droits fondamentaux comme la réputation, la dignité, la vie privée ou l'égalité. Saint-Jean s'attarde un peu au concept d'objectivité qui soulève la controverse. Si l'objectivité vise à faire une distinction entre les faits et l'opinion, il est certain que le journaliste est nécessairement empreint de certaines valeurs. Il perçoit donc la réalité à travers sa subjectivité. C'est ce qui fait de l'objectivité un souhait, un idéal plus qu'une réalité. L'ouvrage de Saint-Jean sur la question de la pratique journalistique apporte un éclairage nouveau. Il démontre qu'un effort est déployé pour encadrer la pratique journalistique, pour offrir aux journalistes un ensemble de règles et de valeurs communes.

La réflexion sur l'état du journalisme est féconde. Mis ensemble, ces travaux offrent une vision assez riche de l'histoire de la presse comme de la création des normes journalistiques. Somme toute, historiens ou journalistes s'entendent sur l'histoire du journalisme et sur ses normes. Ainsi, ces questions ont aussi été étudiées partout ailleurs, tant en Europe avec des ouvrages comme ceux de Jo Bardoel²² qui s'est interrogé sur le métier de journaliste aux Pays-Bas, Jean Chalaby²³ ou Donald Matheson²⁴ sur la naissance du

²¹ *Ibid.*, p.40.

²² Jo Bardoel, "Beyond Journalism: a profession between information society and civil society", *European Journal of Communication*, vol. 11, no 3, 1996, p.283-302.

²³ Jean Chalaby, *The Invention of Journalism*, Londres, Macmillan Press, 1998.

journalisme d'information en Angleterre, Niels Brugger et Soren Kolstrup²⁵ sur le code d'éthique journalistique au Danemark ou Paul Juusela²⁶ en Finlande, qu'aux États-Unis avec Lance W. Bennett²⁷ qui s'interroge sur la théorie de normes journalistiques ou finalement Herbert J. Alsschull²⁸. Au Canada anglais, quelques livres et articles abordent ces mêmes questions, notamment dans les écrits de Gene Allen²⁹.

Terminons notre bilan de l'état des connaissances avec un dernier livre, celui de Florence Le Cam³⁰, qui se penche sur l'histoire du projet professionnel des journalistes. Par cette étude, elle tente de se démarquer en examinant les discours publics sur une longue période. Le Cam démontre ainsi la lente construction d'un groupe social en cinq périodes distinctes : la prise de conscience (1880-1930), la dualité entre le syndicalisme et le professionnalisme (1930-1965), la concrétisation des projets (1965-1980), la quête de normes éthiques et juridiques (1980-1990) et la période des bouleversements (1990-2002).

Le Cam entreprend son analyse en dressant un tableau des diverses tentatives de regroupement dans la première période. Des organisations, telles que l'Association des journalistes canadiens-français en 1903, témoignent d'une diversité de positionnement et d'intérêt, un tiraillement des représentations que les journalistes se font d'eux-mêmes³¹. Dans la phase suivante, les médias se développent. Les syndicats se font plus présents, ils sont vus comme un moyen d'améliorer les conditions de travail et comme une certaine protection. L'objectif des unions créées dans cette période est d'encadrer la profession, notamment à

²⁴ Donald Matheson, "The Birth of News discourse: changes in news language in British newspapers 1880-1930", *Media, Culture and Society*, vol. 22, no 5, 2000, p.557-574.

²⁵ Niels Brugger et Soren Kolstrup, *Media History: theories, methods, analysis*, Aarhus, Aarhus University press, 2002.

²⁶ Paul Juusela, *Journalistic codes of Ethics in the CSCE Countries*, Tampere, University of Tampere, 1991.

²⁷ Lance W. Bennett, "An introduction to Journalism norms and representations of politics", *Political communication*, vol. 13, 1996, p.373-384, ainsi que "Repairing the news: a case study of the news paradigm", *Journal of Communication*, vol. 35, no 2, 1985, p.50-68.

²⁸ Herbert J. Alsschull, *From Milton to McLuhan. The ideas behind American Journalism*, New York, Longman, 1990.

²⁹ Gene Allen et Daniel J. Robinson (dir.), *Communicating in Canada's Past. Essays in Media History*, Toronto, University of Toronto Press, 2009.

³⁰ Florence Le Cam, *Le journalisme imaginé. Histoire d'un projet professionnel au Québec*, Montréal, Leméac, 2009, 255p.

³¹ *Ibid.*, p.20.

propos de l'éthique, de la formation, du Conseil de presse et de la reconnaissance du statut de journaliste³². Le Cam mentionne qu'un code de la pratique journalistique est adopté en 1963 : la charte de l'intégrité professionnelle. L'auteur s'attaque aussi à certaines questions professionnelles comme l'identité des journalistes ou même la formation de la relève. Les décennies suivantes sont marquées, au sein de ces organisations professionnelles, par un désir d'établir des normes afin d'encadrer la pratique. À partir des années 1990, ce sont plutôt les nouvelles technologies qui amènent de grands bouleversements, de nouveaux questionnements sur la profession.

À travers son ouvrage, Le Cam montre que le journalisme est en éternelle construction. N'ayant jamais obtenu une formulation et des statuts professionnels officiels, les journalistes se sont créé un état de groupe, qui est en constante évolution, en changement perpétuel. Ce qu'elle appelle le « journalisme imaginé » est en fait tous ces efforts déployés par les journalistes pour créer des normes, un idéal de leur profession. Par toutes ces tentatives de regroupements, c'est la pratique journalistique rêvée qu'ils veulent protéger. Cet ouvrage témoigne de cette volonté des journalistes de définir le journalisme.

Ce bilan de la pratique journalistique montre que la question a été abordée de plusieurs façons. Certains ont commencé par faire état de tous les journaux publiés au Québec, d'autres ont ensuite essayé d'analyser les différences entre ceux-ci. Des périodes distinctes ont été établies et des récurrences ont été remarquées. Le contenu et la mise en page des différents quotidiens ont aussi été étudiés d'un point de vue théorique. Certains se sont démarqués en présentant des études plus poussées de journaux en particulier, apportant certaines nuances aux théories développées sur la pratique journalistique. Certains étudiants à la maîtrise se sont aussi plongés dans l'analyse des journaux, afin de rendre compte d'une certaine perception d'un ou de plusieurs événements. C'est d'ailleurs le cas de François Zombecki³³ qui a analysé tant les journaux de Montréal, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Halifax et Vancouver, afin de rendre compte des différences dans le traitement des événements.

³² *Ibid.*, p.79.

³³ François Zombecki, « La perception de la fête internationale des travailleurs dans les journaux canadiens entre 1906 et 1945 », Maîtrise en histoire, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2008.

Cherchant plutôt à trouver des explications historiques à ces comportements divergents, Zombecki arrive néanmoins à démontrer que la méthode journalistique n'est pas la même entre les journaux francophones et anglophones de Montréal.

Toutefois, des lacunes sont encore perceptibles. Comme souligné dans plusieurs ouvrages, l'objectivité professionnelle du journaliste est l'un des fondements principaux de la presse d'information telle que nous la connaissons. Cependant, la conciliation de la neutralité journalistique avec les opinions et les valeurs personnelles de celui qui tient la plume n'est pas toujours si facile. En journalisme, chaque phrase découle d'un choix de l'auteur de l'article. Lorsqu'une nouvelle ébranle solidement le système de valeurs du journaliste ou de la direction d'un journal, est-il encore possible de transmettre les informations sans le moindre jugement ? Certes, la section éditoriale d'un journal est consacrée à transmettre la position des éditorialistes, mais se peut-il que l'opinion transparaisse ailleurs, comme dans l'écriture des titres ou même dans les dépêches ? Est-ce que l'analyse de la pratique journalistique pourra témoigner de cette tension entre le désir d'objectivité et les valeurs personnelles du journaliste ? Bien que les journaux de cette époque s'inscrivent tous dans la pratique du journalisme d'information, est-ce que des différences dans leur comportement seront perceptibles ?

Afin d'étudier ces questions, l'épineux problème du nationalisme basque espagnol paraît tout à fait approprié. Le peuple québécois étant lui-même touché par l'idéologie nationaliste depuis les années 1960, il est légitime de se demander si ces valeurs influenceront la couverture d'une question nationale étrangère, certainement différente, mais si universelle en même temps. Est-ce que la couverture journalistique des événements ayant cours en Espagne défie l'objectivité journalistique ? Est-ce que la question nationale québécoise intervient dans la lecture et le compte rendu de la question nationale basque ?

C'est à toutes ces questions que le présent mémoire tente de répondre. Toutefois, un autre facteur à considérer est l'évolution de la pratique journalistique sur la question basque dans le temps. Alors qu'au début de notre analyse le pays est sous la dictature de Franco depuis plusieurs décennies, qu'advient-il de la position des journaux lorsqu'un gouvernement

élu démocratiquement fait son apparition ? Il est donc important de suivre l'évolution dans le temps de la pratique journalistique à l'égard de la situation basque. C'est par le dépouillement de trois journaux, soit *Le Devoir*, *Le Journal de Montréal* et la *Gazette*, que nous tenterons d'apporter des réponses à nos questions.

1.2 Sources et méthodologie

Au Québec, la presse est variée. Adeptes de journaux indépendants comme de journaux de masse, chacun y trouve son compte. Le traitement de l'information y est toutefois bien différent, puisque chaque périodique possède sa propre histoire. Attardons-nous un instant sur ces sources qui forment la base de notre analyse. Débutons avec *Le Devoir*, journal catholique fondé par Henri Bourassa en 1910. Alors que les libéraux étaient tout puissants, le journal de Bourassa s'engage pour défendre la cause nationaliste et catholique. Robert Lahaise explique que le journal a acquis dès ses débuts, dans les milieux populaires, la renommée de journal anti-libéral, même s'il persistait à se proclamer indépendant³⁴. Différents directeurs se sont succédé à la tête du journal après le départ d'Henri Bourassa en 1932 : Georges Pelletier (1932-1947), Gérard Fillion (1947-1964), Claude Ryan (1964-1978) et Michel Roy (1978-1981).

Dans la période qui nous préoccupe, c'est en grande partie Claude Ryan qui dirige le journal. Son passage est marqué par le souci de promouvoir une position mitoyenne, pragmatique, loin de ce qui est perçu comme des intransigeances³⁵. L'apparition de nouveaux courants plus nationalistes favorisera certains rapprochements avec *Le Devoir* qui soutient les gouvernements de Lesage, de Johnson, puis de Bertrand dans leur revendication d'un statut particulier pour le Québec. Si le journal donne son appui aux libéraux au début des années 1970, Ryan choisit toutefois d'appuyer René Lévesque en 1976. Armande Saint-Jean propose une analyse efficace de la couverture du référendum de 1980 en expliquant que l'attitude de neutralité aseptisée et paradoxale des journalistes traduit les répercussions d'une guerre feutrée entre une génération de journalistes majoritairement indépendantistes et leurs patrons

³⁴ Robert Lahaise, *Le Devoir reflet du Québec au 20^e siècle*, Ville Lasalle, Éditions Hurtubise HMH ltée, 1994, p.87.

³⁵ *Ibid.*, p.100.

plus âgés, qui sont de fervents fédéralistes et dont les positions ont été renforcées par les mesures de contrôle et le climat d'autocensure qui s'en est suivi³⁶.

En plus des articles du *Devoir*, l'analyse se penchera sur les textes publiés dans le journal de masse par excellence à Montréal, soit *Le Journal de Montréal*. Profitant d'un conflit de travail qui paralyse le journal *La Presse*, Pierre Péladeau lance son tabloïd, inspiré de la presse populaire britannique, en juin 1964. À sa création, le journal se base sur trois ingrédients majeurs, soit les trois « s » : le sang, le sexe et le sport³⁷. Son créateur n'a jamais caché son idéologie politique favorable aux mouvements nationalistes souverainistes. Depuis plusieurs années, *Le Journal de Montréal* est le plus lu des quotidiens montréalais. Misant sur une écriture accessible et colorée, il attire une grande partie de la population québécoise. Il publie des chroniques, billets et commentaires des lecteurs, mais ne propose pas de page éditoriale comme les autres quotidiens. Ces articles d'opinion sont donc dispersés dans le journal, rendant moins évidente la distinction entre l'information et l'opinion. *Le Journal de Montréal* fait partie de l'empire Quebecor, fondé en 1965, qui regroupe plusieurs publications et chaînes de télévision au Québec.

Le dernier quotidien de l'étude est de loin le plus ancien, la *Gazette* de Montréal. Son fondateur est un Français, Fleury Mesplet³⁸, venu à Montréal avec la mission d'appuyer la cause républicaine. Le premier numéro, rédigé uniquement en français, est publié en juin 1778 sous le titre *La Gazette du Commerce et littérature, pour la ville et district de Montréal*. Après le deuxième séjour en prison de Mesplet et Valentin Jautard, pour cause de sympathies pour les révolutionnaires américains et discours un peu trop teinté de libéralisme, la *Gazette* de Montréal refait surface en 1785. Publication bilingue jusqu'en 1822, le journal se présente en français sur la colonne de gauche et en anglais sur celle de droite dans un format de quatre pages. On peut y lire des annonces publicitaires et des nouvelles locales et étrangères. Après la mort de Mesplet en 1794, Edward Edwards dirigera le journal jusqu'en 1808. La *Gazette* devient ensuite la propriété de James Brown pendant quatorze ans, avant d'être vendue à

³⁶ Armande Saint-Jean, *op. cit.*, p.163.

³⁷ Pierre Godin, *op. cit.*, p.162.

³⁸ Jean-Paul de Lagrave, *Fleury Mesplet (1734-1794) : diffuseur des Lumières au Québec*, Montréal, Patenaude éditeur, 1985, 503 p.

Thomas Andrew Turner qui décide, en 1822, de publier uniquement en anglais. Le journal s'identifie alors aux intérêts de la communauté marchande anglaise. Aujourd'hui, le lectorat de la *Gazette* provient de la population anglophone et allophone de Montréal, qui compose près de la moitié de la population de la grande ville. Une part de 14% du lectorat provient du milieu francophone, selon le profil du lectorat 2008 dressé par NADbank.

En plus d'un historique différent, les trois quotidiens ont des caractéristiques propres. À ce sujet, l'ouvrage de Jean de Bonville propose des statistiques très intéressantes³⁹. Se penchant autant sur la forme que sur le contenu des journaux, les données recueillies peuvent nous éclairer sur la personnalité de chacun des quotidiens de notre analyse.

Tableau 1
Nombre de pages dans les trois quotidiens en 1975

Journal	Nombre de pages par semaine
<i>Le Devoir</i>	106
<i>Le Journal de Montréal</i>	472
<i>La Gazette</i>	436

Source : Jean de Bonville, *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985 : morphologie et contenu*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, p.56.

Même si *Le Devoir* est le moins volumineux, c'est quand même celui qui offre le plus d'espace rédactionnel, suivi de la *Gazette*. Il y a moins de textes et plus d'illustrations au *Journal de Montréal* qu'au *Devoir* en 1975. Jean de Bonville montre que la situation évolue pour en arriver en 1985 avec une proportion plus élevée de titres dans *Le Journal de Montréal*. Le pourcentage de photographies est équivalent entre *Le Journal de Montréal* et la *Gazette*. Il est à noter aussi que le tabloïd n'offre pas de texte sur la une, contrairement aux deux autres journaux.

Il n'y a pas que la mise en page qui diffère dans les trois journaux, les sujets aussi. Le tableau suivant peut nous éclairer à cet égard :

³⁹ Jean de Bonville, *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985 : morphologie et contenu*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, 223p.

Tableau 2

Sujets abordés par les trois quotidiens en 1975, en pourcentage de la surface rédactionnelle

Sujet	<i>Le Devoir</i>	<i>Le Journal de Mtl</i>	<i>Gazette</i>
Politique	30.6	6.4	14.9
Économie	17.9	0.7	12.4
Art	10.1	9.2	7.6
Société	7.7	1.2	4.4
Service	3.3	9.8	11.0
Sports	7.3	50.2	16.7
Faits divers	3.0	10.6	5.7
Autres sujets variés	20.1	11.9	27.3
Total	100	100	100

Source : Jean de Bonville, *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985 : morphologie et contenu*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, p.103.

Ces données montrent bien les différents intérêts des trois grands quotidiens. Même en ce qui concerne les différentes couvertures, des spécificités sont remarquées. Les nouvelles internationales n'ont pas la cote dans tous les quotidiens.

Tableau 3

Aire géographique des nouvelles dans les trois quotidiens en 1975

Aire	<i>Le Devoir</i>	<i>Le Journal de Mtl</i>	<i>Gazette</i>
Internationale	30.0	22.4	35.6
Canadienne	22.5	8.5	29.0
Québécoise	29.0	31.0	13.2
Locale/Régionale	18.5	30.1	22.2
Total	100	92	100

Source : Jean de Bonville, *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985 : morphologie et contenu*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, p.110.

En plus de montrer l'origine de la nouvelle qui varie selon les différents journaux, Jean de Bonville⁴⁰ soulève que dans l'analyse même du contenu de ces nouvelles, on remarque plus de subjectivité dans les journaux de masse et, en particulier, plus dans la presse francophone qu'anglophone. Il explique ce fait par la concurrence plus élevée entre les quotidiens de langue française qui, dès lors, ont un plus grand besoin de personnaliser la nouvelle. Dans la tradition anglo-saxonne, au contraire, le journaliste a tendance à demeurer anonyme. Notre analyse permettra d'éclairer cette proposition de Jean de Bonville.

Ce tour d'horizon de la presse québécoise nous permet de constater que chacun des quotidiens semble avoir son propre créneau. Des différences peuvent donc se glisser dans leur traitement de l'information. Toutefois, comme il en a été question dans le bilan historiographique, l'appartenance de ces journaux à la catégorie du journal d'information fait en sorte qu'il devient possible de les comparer. Malgré leurs différences dans leur couverture journalistique, ces journaux respectent en principe les règles établies du journal d'information.

Pour répondre aux questions que nous nous posons, la première tâche à accomplir est la collecte des articles pertinents afin de comparer la couverture journalistique de chacun des journaux présentés. La sélection de textes en provenance des trois quotidiens nous permettra de dégager l'attitude générale des journaux lors de la couverture des événements nationalistes basques ainsi que de souligner les différences dans leur comportement respectif face à la nouvelle présentée.

Dans le but de recueillir tous les articles pertinents pour l'analyse, un premier dépouillement a été effectué dans *Le Devoir* grâce à l'*Index de l'actualité*. Ce document regroupe les différents sujets des articles publiés depuis l'année 1966. Dans l'Index, des mots clés ont été utilisés, comme nationalisme, séparatisme, terrorisme, ETA, Espagne et Pays basque, afin de repérer les textes qui servent de base à l'analyse. Puisque *Le Journal de Montréal* et la *Gazette* ne sont pas répertoriés dans l'Index de l'actualité, ce sont des dates clés qui ont permis de trouver ce qui a été publié dans ces journaux. Pour cette étape, ce sont

⁴⁰ *Ibid.*, p.187.

donc les articles choisis dans *Le Devoir*, sélectionnés grâce à l'Index, qui ont guidé les recherches. À partir de ceux-ci, plusieurs dates importantes ont été choisies afin de trouver les articles publiés par *Le Journal de Montréal* et la *Gazette* à pareille date, une bonne partie du travail étant de comparer les articles.

Les articles étant sélectionnés, il a ensuite été nécessaire de les incorporer dans une base de données afin de réunir toutes les informations de façon efficace. C'est le logiciel Microsoft Access qui a été retenu pour cette tâche. Il devient alors aisé de retrouver chacun des articles choisis. En plus du titre de l'article, de la date, de la source, de la page de l'article, de la section où le texte est placé, de la longueur du texte, du nom de l'auteur, du principal acteur, de la nature de l'événement et d'un court résumé, il est possible de noter quels articles sont accompagnés d'une photographie, élément utilisé pour attirer l'œil du lecteur.

Tout élément important à propos de la forme de l'article a été noté dans la section « Mise en page » de la base de données. Une attention particulière a été portée au titre de l'article, soit la grosseur des caractères utilisés ou son importance visuelle dans la page. Tout commentaire sur les mots choisis dans le titre y est noté, puisque certains articles sont parfois accompagnés d'un titre percutant, voire sensationnaliste. Des indications sur la localisation de l'article sont aussi importantes, puisque la visibilité n'est pas la même si l'article est situé en haut, au milieu ou au bas de la page. Un texte placé au bas d'une page est visiblement de moindre importance pour l'équipe de direction du journal. L'endroit où l'article est situé peut aussi contribuer à attirer le lecteur. Ainsi, les pages de droites sont plus importantes que celles de gauche. Lorsque le lecteur feuillette un journal de grand format, son attention est d'abord portée vers la page devant lui, à droite. Dans le cas d'un tabloïd, cette différence est moins marquée. La longueur du texte ou le nombre de textes sur le même sujet peuvent aussi nous révéler l'importance du sujet. Certaines règles ont été convenues pour évaluer la longueur d'un article. Ainsi, pour les besoins du dépouillement, un texte de cinq phrases et moins a été considéré comme très court, celui de cinq à 15 phrases est court, de 15 à 30 phrases est calculé comme un article de longueur moyenne et, finalement, un long texte compte plus de 30 phrases. Cette dernière information n'est pas nécessairement soulignée

dans l'analyse des articles; elle devient nécessaire que lorsqu'elle est utile dans la comparaison des différents textes.

Une dernière section dans la base de données est consacrée à l'analyse du contenu de l'article et de l'impression qui s'en dégage. Cette section a servi à noter tous les indices pouvant révéler une opinion, que celle-ci soit cachée ou non. Il est donc question de choix politiques de l'auteur : l'ordre des événements mentionnés dans le texte, le choix des événements décrits et ceux qui sont tus, ou encore les mots utilisés pour décrire l'événement. Enfin, une attention toute particulière a été portée aux textes qui révèlent directement l'opinion du journaliste, soit les éditoriaux ou les autres lettres d'opinion.

Une fois les articles dépouillés et répertoriés dans la base de données, ils ont été regroupés par périodes distinctes afin de pouvoir comparer les articles sur les mêmes sujets. Avec tous les indices, autant sur la mise en page que sur l'impression qui se dégage du texte, le message derrière chacun des articles choisis a pu être analysé. Certains textes véhiculent un message plus clair que d'autres. Bien que la grande majorité des articles retenus proviennent d'agences de presse, il fut possible de dégager l'intention du journal grâce à tous les éléments répertoriés dans la base de données. Comme notre intention est d'étudier la couverture journalistique de ces trois quotidiens, tous les articles ont été scrutés et les plus révélateurs de la pratique journalistique ont été retenus.

Afin de bien comprendre l'étendu des articles retenus, nous pouvons regarder le tableau suivant qui indique le nombre de textes originaux, par opposition aux dépêches des différents fils de presse, proposés par chacun des trois quotidiens ; c'est-à-dire les articles signés par un journaliste, comme les éditoriaux, ainsi que les lettres d'opinion ou tout autre texte envoyé par des lecteurs :

Tableau 4 :
Nombre et genre d'articles publiés par les trois quotidiens selon les périodes

Chapitre	Sujet	<i>Le Devoir</i>		<i>Le Journal de Mtl</i>		<i>La Gazette</i>		Sous total	Grand total
		Textes originaux	Total	Textes originaux	Total	Textes originaux	Total		
2. 1969- 1975	1. Burgos	5	30	3	19	0	6	55	145
	2. Anoveros (église)	2	10	0	4	-	-	14	
	3. Action-répression	1	14	0	6	2	7	27	
	4. Procès de militants	8	27	1	9	1	13	49	
3. 1976- 1978	1. Franco	-	-	0	2	2	4	6	133
	2. Population réprimée	1	32	0	14	2	16	57	
	3. Violence (militants)	0	29	0	19	0	22	70	
4. 1979- 1981	1. Neutralité	0	34	0	7	0	16	57	129
	2. Interventions timides	0	23	0	8	0	9	40	
	3. Rébellion militaire	0	13	0	7	0	12	32	

1.3 Qui sont les Basques ?

Avant d'entrer dans l'analyse de notre sujet, il est important de se remémorer l'histoire des Basques afin de mieux comprendre la nature des événements dont il est question dans les articles de journaux présentés.

Bordé par le golfe de Gascogne au nord et par la France à l'est, le Pays basque espagnol est peuplé principalement d'agriculteurs et de pêcheurs, dont les origines et la langue fort complexe demeurent plutôt mythiques. Peuple de guerriers farouches pour qui la défense de la culture n'a pas de prix, les Basques soulèvent la méfiance dans une Espagne traditionnelle et conservatrice. Formé de quatre provinces, soit la Navarre, l'Alava, le Guipúzcoa et la Biscaye, le Pays basque espagnol est beaucoup plus peuplé que son homologue français (environ 2,1 millions de Basques en Espagne contre 250 000 du côté français). L'ancienneté du peuple basque est confirmée par les savants et les chercheurs de diverses disciplines : paléontologues, archéologues, ethnologues, biologistes, linguistes, historiens...⁴¹ L'euskara est la plus ancienne des langues actuelles d'Europe. Ce langage n'a

⁴¹ Jean-Louis Davant, *Le problème basque en 20 questions*, San Sebastian, Éditions Elkar, 2006, p.9.

pas de parenté connue à ce jour. « Il s'est formé très probablement sur place, comme son peuple, au moins quelques millénaires avant J.-C., peut-être à partir d'une langue-mère plus étendue. »⁴² La langue basque, bien que minoritaire dans certaines régions, est utilisée par un million de Basques habitant surtout le Guipúzcoa et la Biscaye.

L'historien et professeur d'histoire contemporaine spécialisé sur l'étude des Basques, Jose Luis de la Granja, propose une analyse assez complète du nationalisme basque, dans laquelle il explique que la lutte pour l'autonomie du territoire n'est pas un phénomène récent pour les Basques⁴³. Dès le Moyen Âge, ces derniers n'hésitaient pas à prendre les armes pour sauver l'autonomie de leur région qui bénéficiait des *fueros*, terme qui désigne les privilèges accordés par le roi à certains territoires. Cette forme d'autonomie fut cependant abolie par la première révolution libérale d'Espagne en 1812 et rétablie par le roi Ferdinand VII deux ans plus tard par le retour de l'Ancien Régime. En 1833, un grave conflit survient à propos de la succession du roi, crise qui oppose les partisans du frère de Ferdinand, Carlos, défenseurs de l'Ancien Régime, et ceux de sa fille Isabelle et de la reine Marie-Christine qui étaient en faveur d'un État libéral. La majorité de la population basque, essentiellement rurale, soutint le carlisme ; en face se trouvaient les principales villes, qui étaient libérales, en particulier Bilbao et Saint-Sébastien. Le carlisme était un courant prônant une monarchie traditionaliste, décentralisée, respectueuse des libertés provinciales et attachée à la défense de la religion catholique. C'est la mise sur pied d'un nouveau mouvement, le *fuerosismo* qui rallie les deux clans et met fin à la crise. Le régime des *fueros* est donc sauvé. Sous le règne d'Isabelle, le *fuerosismo* se développe comme une forte mentalité pour tout le peuple basque qui prend pour symbole l'hymne *Gernikako Arbola* (l'arbre de Guernica). C'est dans cette période que les Basques renforcent leur culture et développent leur conscience nationale. La *Révolution glorieuse* de 1868 détrône la reine Isabelle et mène à la première République d'Espagne qui provoque une deuxième guerre et une deuxième défaite carliste.

L'année 1876 est une date clé au Pays basque ; elle marque l'abolition des *fueros*, mais aussi le début de la révolution industrielle à Bilbao. En fait, c'est le passage de la société

⁴² *Ibid.*

⁴³ Jose Luis de la Granja, *Le nationalisme basque*, Paris, Éditions Ellipses, 2002, p. 9-17.

traditionnelle à la société industrielle qui crée des bouleversements majeurs⁴⁴. Si l'Espagne du XIX^e siècle est appauvrie et loin de sa puissance d'autrefois, le Pays basque échappe à la misère avec l'arrivée d'industriels et de travailleurs espagnols⁴⁵. C'est en partie l'exploration minière qui amène les travailleurs espagnols dans la région. Les nouvelles conditions de vie plutôt extrêmes et la dureté du travail, combinées avec le recul de la religion catholique, des coutumes et de la langue basque dans les environs de Bilbao provoquent le mécontentement de certains (surtout de la classe moyenne et de la petite bourgeoisie basque) qui réagissent avec des revendications anti-industrielles. Il faut y voir, selon l'historien Javier Corcuera, « le cri d'un traditionalisme qui se rebellait contre la révolution industrielle biscayenne et ses conséquences »⁴⁶. C'est dans cette période de révolution industrielle que se développe le mouvement nationaliste basque qui est vu comme « un phénomène de rejet vis-à-vis d'une société en pleine évolution par une population dépossédée de son devenir et traduit un désir de repli sur soi »⁴⁷. De façon moins imagée, le sociologue français Jauréguiberry remarque qu'un des traits saillants du nationalisme basque réside dans la prise en charge quasi constante de la politique centraliste et pro État espagnol en Pays basque par les forces sociales les plus dynamiques (bourgeoisie) et, à l'opposé dans l'enfermement de plus en plus désespéré des masses liées à l'ancien régime dans un ethnocentrisme visant la préservation d'identités socioculturelles propres⁴⁸.

Le père du nationalisme au Pays basque est Sabino Arana Goiri, né en 1865 à Bilbao en Biscaye. Il est l'icône d'un nationalisme basque en plein essor. Les fondements de ce premier nationalisme étaient le racisme anti-espagnol, le catholicisme intégriste, le concept essentiel de la nation basque, qui existe depuis toujours, l'anti-libéralisme et l'anti-socialisme⁴⁹. Pour Arana, la clé de la liberté basque réside dans la pureté de sa race⁵⁰. Si le

⁴⁴ Francis Jauréguiberry, *Question nationale et mouvements sociaux en Pays basque*, Paris, L'Harmattan, Questions contemporaines, 2007, p.57.

⁴⁵ Pilar Martinez-Vasseur, dans Francisco Campuzano Carnajal, dir., *Les nationalismes en Espagne; De l'État libéral à l'État des autonomies (1876-1978)*, Montpellier, Université de Montpellier II, coll. Espagne contemporaine, 2002, p.89.

⁴⁶ José Luis de la Granja, *op. cit.*, p.24.

⁴⁷ Pilar Martinez-Vasseur, dans Francisco Campuzano Carnajal, *op. cit.*, p.90.

⁴⁸ Francis Jauréguiberry, *op. cit.*, p.42.

⁴⁹ Santiago de Pablo, dans Francisco Campuzano Carnajal, *op. cit.*, p.312-313.

⁵⁰ *Ibid.*, p.313.

nationalisme est déjà ancré au plus profond du peuple basque qui a goûté à l'autonomie à travers les *fueros*, Arana est celui qui se fait désormais le défenseur des pensées indépendantistes. Fondateur du *Parti nationaliste basque* (PNB) en 1895, Arana déploie ses énergies à remodeler la culture basque, notamment en revisitant son histoire et ses origines afin de créer un fort sentiment national basque, une histoire idéologique à des fins de propagande⁵¹. C'est à lui que les Basques doivent la nouvelle appellation du pays Euzkadi qui désigne la Patrie basque, plutôt que le territoire basque appelé Euskal Herria. Arana crée aussi le drapeau basque en 1894, l'*ikurriña*, qui est encore de nos jours le drapeau officiel de la Communauté autonome du Pays basque.

Fier défenseur de l'indépendance basque dans un parti politique radical, Arana traverse une période plus modérée et plus pragmatique peu avant sa mort, en 1903, où il apprend à voir l'Espagne d'une façon plus clément⁵². Durant la Première Guerre mondiale, le mouvement nationaliste continue son essor et connaît quelques divisions, ce qui permet l'apparition de nouveaux partis politiques nationalistes. Le nationalisme n'est plus réservé à un seul parti radical, certains modérés proposant leur vision de la nation basque. Tout ce nouveau bourdonnement est freiné par l'instauration de la dictature de Primo de Rivera en 1923. La première mesure du nouvel homme fort de l'Espagne est la promulgation d'un décret contre le séparatisme. La nouvelle dictature proscrie donc le nationalisme radical et ferme plusieurs journaux et centres pour la jeunesse⁵³.

Après la chute du régime dictatorial en 1930 et l'établissement de la Deuxième République, le Parti nationaliste basque (PNB) réussit à être la première force de l'Euskadi. Créé en 1930, le parti de l'Action nationaliste basque (ANB) se démarque du cléricalisme du PNB. L'aile gauche du parti ANB fait voter un programme anti-capitaliste et socialiste. De plus, l'ANB s'ouvre aux immigrants, contrairement au PNB pour lequel il faut être basque pour y adhérer.⁵⁴ Durant cette Deuxième République, toute la vie politique tourne autour de la question de l'autonomie. Le statut d'autonomie est finalement accordé au Pays basque en

⁵¹ Maitane Ostolaza-Porqueres, dans Francisco Campuzano Carnajal, *op. cit.*, p.281.

⁵² Santiago de Pablo, dans Francisco Campuzano Carnajal, *op. cit.*, p.313.

⁵³ José Luis de la Granja, *op. cit.*, p.52.

⁵⁴ *Ibid.*, p.63.

1936, alors que la Guerre civile est déjà commencée. Le Parti nationaliste basque forme alors, jusqu'à sa défaite militaire dans la guerre civile, le premier gouvernement basque, qui ne dura que quelques mois.

José Luis de la Granja⁵⁵ propose un beau résumé de l'épisode de la guerre civile espagnole qui oppose deux conceptions de la nation, soit l'idée de la république à celle de la monarchie. La neutralité n'étant pas permise, les différents partis politiques prennent position. D'un côté, le Parti socialiste ouvrier d'Espagne, le Parti communiste, la Gauche républicaine et l'Union républicaine s'identifient à la cause républicaine et à celle de la défense des Basques. Pour l'Action nationaliste basque (ANB), la lutte pour la liberté du Pays basque était compatible avec la défense de la démocratie espagnole incarnée par la République du Front populaire. Le Parti nationaliste basque (PNB), qui ne veut que le respect du statut d'autonomie, oscille pour finalement se ranger du côté de la République, au sein de laquelle l'autonomie est promise. Sa position était délicate car, peu avant, les évêques de Vitoria et de Pampelune avaient condamné l'union des nationalistes basques avec les marxistes contre les carlistes et les autres catholiques espagnols. Francis Jauréguiberry complète en soulignant que si les dirigeants de l'Église basque défendaient la monarchie et le parti de Franco, la plupart des membres du bas clergé appuyaient en revanche le gouvernement basque mené par les démocrates chrétiens du PNV et se rangeaient du côté républicain⁵⁶. En 1939, Franco, vainqueur, installe son pouvoir sur l'Espagne telle qu'il la conçoit, conservatrice et centralisatrice.

Sous la longue dictature de Franco, le PNB est condamné à l'exil en Amérique et en Europe. Le parti se radicalise et organise la résistance basque par sa politique de relations internationales⁵⁷. Les dirigeants en exil tentent de sensibiliser le monde occidental afin d'obtenir l'indépendance du Pays basque. Toutefois, les contestations du parti demeurent plutôt faibles. Il faut attendre l'année 1959 avant de voir un nouveau mouvement se former dans la clandestinité : l'ETA, *Euskadi ta Askatasuna* (Pays basque et liberté). La grande nouveauté de ce mouvement nationaliste radical est « l'activisme, c'est-à-dire l'usage de la

⁵⁵ *Ibid*, p.69-72.

⁵⁶ Francis Jauréguiberry, *op. cit.*, p.158.

⁵⁷ José Luis de la Granja, *op. cit.*, p.76.

lutte armée ou du terrorisme [afin de défendre les intérêts du peuple basque] ». ⁵⁸ L'ETA souhaite l'établissement d'un Pays basque libre pour les quatre provinces basques, dans un courant marxiste-léniniste. Gurutz Jauregui explique que le phénomène ETA est le résultat de l'interaction de deux facteurs étroitement liés : d'une part, le nationalisme fondé par Sabino Arana Giori, qui considère l'Euskadi comme un pays occupé, et d'autre part le franquisme, qui rend cette occupation effective ⁵⁹. L'ETA reformule les idées de bases de Arana, à l'exception de l'intégrisme religieux et en remplaçant l'idée de racisme par celui de l'ethnie. Les deux piliers qui soutiennent le nationalisme basque sont donc le centripétisme (la tendance à se refermer sur soi-même et à fonder la revendication nationaliste non pas tant sur l'affirmation du moi que sur la négation de l'autre) et l'ethnocentrisme (le rejet de tout ce qui est étranger, en particulier en ce qui concerne la langue). ⁶⁰ Un grand nombre des fondateurs ne sont pas ethniquement basques, mais plutôt des immigrés. L'ETA jouit à ses débuts d'une grande popularité, non seulement au Pays basque, mais aussi dans le reste de l'Espagne pour son opposition au régime dictatorial du général.

Le premier attentat terroriste de ses jeunes troupes se produit le 18 juillet 1961 avec le déraillement d'un train. Mais le groupe est en changements perpétuels. Des ouvriers se joignent au groupe qui, dès 1963, identifie la libération nationale et libération sociale comme les deux composantes indissociables du combat du peuple basque ⁶¹. En 1964, l'*Euskadi ta Askatasuna* anime plusieurs grèves et manifestations ouvrières. Le premier affrontement avec la police espagnole fait plusieurs jeunes blessés lors du jour de la patrie (Aberri Eguna d'Hendaye). Le groupe n'est qu'à ses balbutiements et le désordre règne parmi ses membres. C'est lors de la cinquième assemblée en 1966 que l'ETA s'organise et s'implante dans tous les secteurs géographiques, sociaux et culturels d'Euskadi (Pays basque en langue basque), devenant ainsi une véritable organisation nationale. Le 7 juin 1968, l'ETA réalise son premier attentat mortel, en tuant le garde civil José Pardines. Poursuivant les deux meurtriers, la police tue un premier militant basque qui devient le symbole-martyr de l'indépendance. En réaction à la mort d'un haut placé dans l'armée espagnole, Meliton Manzananas, chef de la

⁵⁸ *Ibid.*, p.85.

⁵⁹ Antonio Elorza et autres, *ETA une histoire*, Paris, Édition Denoël impacts, 2000, p.73.

⁶⁰ *Ibid.*, p.75.

⁶¹ Francis Jauréguiberry, *op. cit.*, p.179.

brigade de Gipuzkoa, Franco établit l'état d'urgence sur les provinces basques, cherchant ainsi à faire désavouer l'ETA par le Parti nationaliste basque et la population. Des centaines de personnes seront, cette année-là, emprisonnées, torturées ou déportées. Les chiffres proposés par l'historien Francis Jauréguiberry⁶² montrent qu'entre 1960 et 1976, un habitant sur 100 a été arrêté puis détenu par la police. De plus, le nombre d'heures de prison par habitant est huit fois plus élevé au Pays basque que partout ailleurs.

Dès le début de la lutte contre le régime franquiste et pour la défense de la culture basque, la population obtient le support du haut et du bas clergé qui se mobilise à plusieurs reprises pour protester contre les arrestations massives et la torture pratiquée sur les Basques. Les diverses arrestations effectuées par la police espagnole conduisent à un procès de grande envergure en 1970, médiatisé sous le nom du procès de Burgos, ville basque où 16 Basques, dont trois prêtres et deux femmes, seront jugés. C'est dans ce contexte que s'amorce notre étude de la couverture québécoise des événements se déroulant au Pays basque espagnol.

⁶² *Ibid.*, p.228-235.

CHAPITRE II

À LA DÉFENSE DES DROITS DES BASQUES (1969-1975)

Si Franco dirige l'Espagne d'une main de fer depuis la fin de la Guerre civile, les contestataires du régime, de plus en plus nombreux et organisés, commencent à se faire entendre. Entre 1969 et 1975, plusieurs événements permettent aux Basques de faire connaître leurs revendications nationalistes aux peuples du monde entier. Le procès de Burgos, décidant du sort de 16 militants basques, est fort médiatisé dans les journaux occidentaux, incluant ceux de la métropole québécoise. Le cas de l'évêque Anoveros et de son sermon qui se portait à la défense de la culture basque est aussi un moment intéressant à observer. Le Pays basque entre dans un cercle perpétuel : les actions prises par les militants basques contre le régime franquiste entraînent la répression qui, à son tour, justifie les actions terroristes et ainsi de suite¹. La tension au Pays basque atteint son apogée au milieu de l'année 1975, alors que les procès de militants opposés au régime de Franco se soldent par quelques exécutions, malgré les fortes pressions internationales en faveur des prisonniers.

Cette période historique est donc caractérisée par une montée de la violence. Elle témoigne d'actions de groupes politiques indépendantistes qui tentent par plusieurs moyens de réaliser leurs visées nationalistes. C'est à partir de moments clés au Pays basque espagnol cités dans les journaux québécois que le comportement des médias québécois sera analysé.

Dans les années 1960 et 1970, la violence n'est pas exclusive à l'Espagne. Le début de la période d'analyse coïncide aussi avec la montée de la violence au Québec dès 1963. À partir de 1968, 60 bombes sont revendiquées par le Front de libération du Québec. Pour faire

¹ José Luis de la Granja, *Le nationalisme basque*, Paris, Éditions Ellipses, coll. Les essentiels de la civilisation espagnole, 2002, p.87.

un survol de l'histoire québécoise, soulignons que si la cible de départ est le symbole du grand capital, le FLQ ne tarde pas, en 1970, à procéder à un premier enlèvement le 5 octobre, celui de l'attaché britannique James Richard Cross. Les événements se bousculent. La lecture du manifeste du FLQ sur les ondes de Radio-Canada déclenche un mouvement de sympathie, une vague de soutien aux objectifs du FLQ². À l'annonce de l'enlèvement du ministre du Travail et de l'Immigration Pierre Laporte, la réaction n'est pas la même, le ministre n'étant pas qu'un étranger mais bien un « gars de chez nous ». Cinq jours plus tard, c'est l'application de la loi des mesures de guerre : plusieurs personnalités de gauche et du monde artistique sont incarcérées et certains se voient perquisitionnés. Le bilan officiel des opérations policières est de 453 arrestations et 3 068 perquisitions³. La fin de cet épisode est connue : la découverte du corps de Pierre Laporte dans le coffre d'une voiture le 17 octobre. Si nous nous attardons sur ces événements qui sont bien ancrés dans l'histoire du Québec, c'est pour bien comprendre dans quelle situation se trouve le peuple québécois un mois et demi plus tard alors que le procès de Burgos envahit les journaux montréalais. Le lectorat québécois découvre alors un mouvement clandestin indépendantiste étranger qui n'est pas sans rappeler le FLQ; même organisation en groupuscules, cibles semblables, buts communs, certain soutien de la population et culture bien différente de son pays d'attache. Il devient donc très pertinent d'analyser la façon dont les journaux se comporteront face aux événements qui se déroulent en sol espagnol.

Avant toute chose, observons un article paru le 19 novembre 1969, soit « Le nationalisme basque : un problème vieux de vingt siècles ». Dans *Le Devoir*, Édouard de Blaye, correspondant particulier du *Devoir* à Madrid, dresse un portrait des nationalistes basques à la suite d'une récente condamnation à mort d'un militant autonomiste, Arrizabalaga. Dans la section « Regards sur le monde », il présente les Basques comme « un peuple volontiers guerrier, farouchement attaché à des traditions ethniques dont les origines, comme celles de leur langue, sont peu ou mal connues ». Il poursuit en expliquant que leurs traits caractéristiques « ont toujours été la ferveur religieuse, l'autonomie agricole et surtout

² Bernard Dagenais, *La crise d'octobre et les médias : le miroir à dix faces*, essai, Outremont, Vlb éditeur, Études québécoises, 1990, p.17.

³ *Ibid.*, p.82.

l'indépendance politique ». L'auteur présente ensuite un bref historique de ce qu'il appelle « le rejet systématique de l'autorité extérieure » contre laquelle le peuple basque s'est toujours battu. De Blaye mentionne que « la tendance séparatiste professée par une minorité d'extrémistes ne rencontre, il est vrai, que peu d'échos dans la population ». Il relève toutefois le fait qu'une grève de plusieurs milliers de travailleurs a été organisée par la population contre la condamnation à mort du militant Arrizabalga. Il explique aussi que le bas clergé basque fait corps avec les populations locales. De Blaye va jusqu'à dire que « pour le peuple basque, la liberté est aussi nécessaire à la survie que l'oxygène de l'air ». Le contexte historique tel que présenté par De Blaye transmet l'impression au lecteur que les revendications nationalistes font partie intégrante du peuple basque et peuvent même justifier la lutte dans laquelle se plongent les Basques. L'article permet de bien comprendre l'histoire du peuple basque avant de se pencher dans la lecture des événements. Il est révélateur que ce soit *Le Devoir* qui publie un tel article, puisque c'est un comportement qui sera souligné à plusieurs reprises au cours de l'analyse. Le quotidien présente à de nombreuses occasions des articles de mise en contexte, afin de bien expliquer au lecteur tous les enjeux de la question. Il est le seul journal à procéder de la sorte.

2.1 Burgos : Un procès qui interpelle

Le 2 août 1968, le groupe séparatiste basque abat Meliton Manzananas, chef de la brigade politique sociale du Guipuzcoa, considéré par les militants comme un des plus importants tortionnaires sous le franquisme. Donner une leçon à l'ETA pour cet assassinat était l'objectif du procès de Burgos tenu en décembre 1970. Mais au lieu d'en finir avec l'organisation terroriste, le franquisme contribua plutôt à sa croissance et à sa continuité⁴. Comme le fait remarquer l'historien espagnol José Luis de la Granja, « le procès de Burgos se transforma en une sorte de procès contre la dictature, puisqu'il donna lieu à une mobilisation générale de toute l'opposition anti-franquiste solidaire des accusés »⁵. Dans les grands journaux québécois de la métropole montréalaise, la section internationale regorge de textes concernant le procès qui se déroule à Burgos au Pays basque espagnol. Toujours

⁴ José Luis de la Granja, *op.cit.*, p.87.

⁵ *Ibid.*, p.88.

intéressé par les événements mondiaux, *Le Devoir* se penche à plusieurs reprises sur les faits, publiant 24 dépêches dont 13 en une. Parmi cet ensemble, *Le Devoir* présente huit textes signés par des journalistes ou par un groupe incitant à la mobilisation de la population. La vie de militants nationalistes étant en cause, *Le Journal de Montréal* publie aussi un grand nombre d'articles, soit 18 dépêches et un texte d'opinion. Des trois journaux, la *Gazette* est celui qui se fait le plus discret avec sept dépêches, mais dont trois sont placées en une. Les textes d'agences de presse seront examinés dans un premier temps afin d'observer le comportement de celles-ci dans la diffusion d'information. Suivront ensuite les éditoriaux et les autres catégories de textes plus partisans.

Cette section étant la première, plusieurs textes seront présentés afin de bien rendre compte de la pratique de chacun des quotidiens face aux événements qui ont cours au Pays basque. Le procès de Burgos occupera donc un peu plus d'espace que les autres événements couverts dans cette analyse afin de nous permettre de bien comprendre la façon de procéder de chacun des quotidiens.

Le Devoir, tout au long des événements, maintient son intérêt pour la cause des prisonniers basques. La plupart du temps par des dépêches de l'AFP ou de l'AP, il tient ses lecteurs informés de tous les échos disponibles. Utilisant à quelques reprises des articles signés (éditorial, résumé historique ou lettre partisane), *Le Devoir* réussit à faire passer son point de vue sur le procès, sur la cause nationaliste et sur la démocratie.

Généralement, les textes d'agences de presse tiennent plutôt compte des règles journalistiques énoncées dans le premier chapitre. Jamais signée, la dépêche peut être utilisée par un grand nombre de journaux sur la planète. Les journalistes locaux peuvent ensuite utiliser à leur guise les informations d'un ou de plusieurs textes du fil de presse. Une certaine manipulation reste possible, notamment par l'ajout d'un titre ou par la sélection des informations s'y retrouvant. *Le Devoir*, intéressé à suivre la situation basque, utilise un grand nombre de dépêches afin de tenir son lectorat bien informé. Publiant beaucoup d'informations historiques, les articles contribuent à rendre les Basques plus humains.

Dans le bas de la une du 3 décembre 1970, un texte portant le titre « Le rapt du consul allemand – Les terroristes basques exigent la libération des seize accusés » permet au lecteur d'en apprendre davantage sur les accusés. L'auteur (agence non spécifiée) affirme, dans un texte assez long, que l'organisation séparatiste basque ETA aurait demandé la libération des 16 membres du mouvement qui doivent comparaître le matin même devant le tribunal militaire de Burgos. Le texte dresse un historique du mouvement, affirmant que l'ETA, « une faction dissidente de tendance gauchiste du mouvement nationaliste basque fondé en 1893 par Sabino Arana Goiri, qui prend une couleur de plus en plus marxisante, s'est raidie à la mesure de la répression dont elle est l'objet de la part de Madrid ». Le texte précise que généralement, les attentats de l'ETA n'ont jamais fait de victimes et que les militants accusés à Burgos ont toujours démenti leur participation au meurtre du commissaire Manzananas, pour lequel ils sont jugés. Ainsi, les informations fournies dictent une certaine ligne de pensée pour le lecteur, rien dans ce texte ne condamne le groupe terroriste. Au contraire, à la lecture de ces lignes, il est possible de sympathiser avec les accusés. Fait intéressant, ce texte est placé juste à côté d'un article qui aborde les enlèvements de Cross et de Laporte au Québec.

Toujours en cette journée du 3 décembre 1970, la dépêche de l'AFP à la une du deuxième cahier du *Devoir* (« Ouverture du procès de Burgos – Six des accusés risquent la peine de mort ») parle de l'ouverture du procès des 16 militants poursuivis pour divers délits terroristes. Cette fois-ci, c'est en dressant le portrait des accusés que le journal influence le lectorat. Même dans un texte d'agence qui se veut neutre, en précisant que la moyenne d'âge des accusés est de 27 ans et que le plus jeune est un alchimiste de 21 ans, une certaine sympathie se crée envers les accusés qui nous semblent jeunes pour mourir. En fait, ces informations contribuent à humaniser les accusés. Le fait de connaître ces quelques caractéristiques enlève l'impression qu'il s'agit de simples « accusés ».

Le Devoir suit le déroulement du procès avec la publication de plusieurs dépêches. Si certaines se contentent de relever les faits, d'autres sont un peu plus suggestives. C'est le cas du texte de l'AFP en section internationale du 5 décembre qui dresse un bilan exhaustif des protestations après l'annonce des mesures d'exception : 20 000 grévistes à Bilbao, arrêt de

travail dans les industries basques de San Sebastian, manifestations d'étudiants à Madrid, grève de la faim dans la prison de la Catalogne et grève en Galice. Vu l'ampleur des protestations, il faut croire que la cause suscite beaucoup de sympathie au pays. La dépêche de l'AFP publiée le 7 décembre va dans le même sens. Avec un titre comme « La police a eu recours à la torture - Le procès de Burgos tourne à l'avantage des prévenus », il est clair que l'énumération des irrégularités de la part de la police ne fait qu'ajouter à la compassion pour les accusés. La lecture des déclarations des accusés a déplacé l'attention sur la torture subie par les prisonniers aux mains des policiers lors des interrogatoires. Jusqu'au 10 décembre, soit la fin des audiences, *Le Devoir* publie des dépêches de l'AFP et de Reuter qui sont toujours aussi critiques face au déroulement du procès, la position des accusateurs étant rarement présentée.

Jetons maintenant un coup d'œil du côté du *Journal de Montréal*. Le bon nombre d'articles parus dans le quotidien peut être expliqué par le caractère sensationnaliste de la nouvelle qui rejoint une grande partie de la population, ce qui a toujours été son créneau. Il n'est donc pas étonnant que des militants nationalistes risquant la peine de mort puissent séduire le lectorat avide de faits divers. *Le Journal de Montréal* publie donc très fréquemment des articles pris sur le fil de presse en provenance principalement de la *United Press International* (UPI). À l'époque, le journal ne pouvait se payer la *Presse canadienne*, mais UPI se spécialise dans les faits divers⁶, ce qui convient bien à ce quotidien. Ces articles ont tendance à montrer une vision plutôt avantageuse de la cause des Basques. Au cours de cette période d'analyse, un collaborateur du journal, René Lévesque, consacre d'ailleurs une chronique aux nationalistes basques et québécois. Certains articles publiés par le journal populaire abordent des sujets plutôt provocateurs alors que d'autres portent des titres plutôt colorés, ce que nous verrons dans les prochains paragraphes.

L'article proposé par *Le Journal de Montréal* le 3 décembre 1970, « L'enlèvement du consul allemand : Ce sont les séparatistes basques », pointe clairement les Basques comme responsables de l'enlèvement du consul allemand Eugen Beihl. En provenance de UPI, le

⁶ Pierre Godin, *La lutte pour l'information – histoire de la presse écrite au Québec*, Le Jour éditeur, division de Sogides Ltée, Montréal, 1981, p.247.

texte aborde un fait intéressant en mentionnant qu'il s'agit du « premier enlèvement à survenir depuis que des terroristes québécois ont enlevé le diplomate britannique Richard Cross et le ministre Pierre Laporte ». Cet élément fait ressortir le lien entre le Québec et le Pays basque. À savoir si cette relation peut être bien interprétée, il est un peu tôt pour le dire dans le contexte post crise d'octobre. L'analogie avec la crise qu'a vécue le Québec vient influencer l'opinion que peut se faire le lecteur, tout dépendant de l'impression que chacun garde des événements qui se sont soldés par un tragique décès. De plus, la dernière phrase de l'article soutient l'attention : « Les terroristes du mouvement ETA ont épousé la violence afin de donner l'indépendance à la nation basque du nord de l'Espagne et aussi pour montrer leur haine à l'endroit du généralissime Franco ». Cette affirmation permet au lecteur de mieux juger les causes qui ont mené les Basques à l'action. Le journal mise donc sur certains éléments pour rendre l'article, qui est plutôt neutre à la base, plus intéressant pour son lectorat.

Au point de vue du lien entre le Québec et le Pays basque, la couverture des événements par *Le Journal de Montréal* est assez osée. Visiblement, le journal tente de provoquer un tollé avec la publication de ce texte le 7 décembre : « Un journal anglais met dans le même sac le FLQ et les terroristes basques ». On apprend que *The Observer* de Londres établit un rapprochement entre les activités du Front de libération du Québec (FLQ) et celles des nationalistes basques en Espagne : « D'un côté comme de l'autre, ils ont avili leur lutte pour une cause qui aurait pu être juste en employant des moyens répugnants incluant le kidnapping, le meurtre et le chantage. Ce sont là des pratiques à la fois lâches, stupides et barbares. » Sur le FLQ, on dit que « même si le FLQ avait réussi à se rendre tristement populaire à travers le monde, il avait été incapable d'atteindre son objectif principal: la libération des prisonniers dits politiques qui sont toujours derrière les barreaux ». Les propos tenus par le journal anglais sont très critiques face aux deux mouvements nationalistes qui se ressemblent à plusieurs égards. Si *Le Journal de Montréal* prend la peine de relever la parution d'un tel article, c'est sans aucun doute pour provoquer une réaction chez son lectorat. Rien n'indique qu'il endosse ces propos. Il se sert seulement d'un lien controversé pour vendre des copies.

Afin de rendre possible un rapprochement entre le lectorat et les accusés à Burgos, *Le Journal de Montréal* n'hésite pas à rapporter à plusieurs reprises les propos ou les opinions des militants basques. C'est le cas d'une dépêche de l'agence *United Press International* datant du 4 décembre. Accompagné d'une photographie de six accusés au tribunal militaire de Burgos qui donne une bonne visibilité à l'événement, le texte d'agence explique qu'une note anonyme vient brouiller les cartes en précisant que l'organisation basque ne serait pas responsable de l'enlèvement d'Eugen Beihl. On peut y lire que l'ETA « ne mise pas sur les enlèvements, mais bien sur la mobilisation de masse ». Il est à se demander dans quel but cet élément est précisé, si ce n'est de donner la version de l'organisation qui tente de blanchir sa réputation et de se donner bonne presse. Dans cette dépêche, on donne l'occasion à l'ETA de se défendre. Dans la mise en page, on humanise les accusés en publiant leur photo. Encore une fois, le fait de mettre un visage sur ces gens porte le lecteur à sympathiser avec leur lutte.

Sur la même lancée, *Le Journal de Montréal* récidive le 7 décembre 1970 avec une dépêche de UPI, qui relate les propos des accusés selon lesquels ils auraient avoué leur crime sous forte torture. C'est d'ailleurs leurs propos qui sont choisis pour le titre du texte : « Des terroristes basques affirment: Féroceement torturés, nous aurions avoué n'importe quel crime. » De plus, dans cette même dépêche, il est question d'une lettre envoyée par le consul Beihl qui affirme être humainement traité par ses ravisseurs. Que cette information ait été écrite sous la menace, par réelle conscientisation à la cause des militants ou qu'elle s'explique par le syndrome de Stockholm (propension des otages à développer une empathie envers ses geôliers), il n'en demeure pas moins que le lecteur reste avec l'impression que Beihl est bien traité. Tous les éléments sont mis en place pour donner au lecteur une vision plutôt favorable des Basques qui luttent contre un régime de répression. Une bonne partie de cette page dans *Le Journal de Montréal* est consacrée aux événements. Une photographie montre, en haut de page, la surveillance policière devant la maison de Beihl, enlevé le 1^{er} décembre. En citant une fois de plus les accusés, le journal leur offre une belle tribune, permettant au lectorat de bien comprendre leur situation. Dans la mise en page, et dans le contenu, *Le Journal de Montréal* contribue donc à véhiculer une certaine vision de la situation correspondant à la représentation que s'en fait l'équipe de direction.

Le 9 décembre 1970, le journal utilise le même procédé de citation en publiant une dépêche de UPI dans laquelle on peut lire qu'un des accusés a déclaré avoir joint les rangs de l'ETA parce que « le gouvernement espagnol a déclenché la guerre aux Basques ». Cette utilisation de citations de militants montre bien la position que prend le journal de M. Péladeau. Toujours dans l'optique de susciter une certaine sympathie envers la cause basque, on parle à plusieurs reprises du soutien accordé aux Basques et des représailles de la police qui font parfois des morts parmi les manifestants basques. Toujours dans le même texte, en plus d'aborder la crainte d'affrontements entre les Basques et la police lors des funérailles d'un manifestant tué, il est aussi question de l'état d'urgence et de la suspension des libertés civiles établie par le gouvernement franquiste. Juste à côté de l'article, une photographie, provenant du fil de presse de UPI, montre des manifestants italiens à Rome qui appuient les terroristes basques emprisonnés et qui sensibilisent la population aux problèmes qu'éprouvent les Basques. On voit sur l'image un policier italien qui assomme un manifestant étendu par terre. Non seulement *Le Journal de Montréal* aborde la brutalité policière face aux manifestants, mais en plus, il choisit d'illustrer ses propos avec une image choquante. Il traite ainsi à plusieurs reprises, notamment le 13 et 14 décembre, de la question de la répression policière et des manifestations d'appui aux Basques qui augmentent tant en Espagne qu'ailleurs en Europe.

Dans le texte du 15 décembre publié dans *Le Journal de Montréal*, le titre, et sa mise en page, est plutôt éloquent : « Les terroristes basques: le jugement se fait attendre SCIEMMENT ? ». La dépêche, se basant sur les observateurs internationaux, accuse, en lettres majuscules, le tribunal militaire de retarder le verdict pour donner le temps aux policiers de trouver les ravisseurs du consul. L'article du fil de presse de UPI montre encore une fois un point de vue plutôt sombre pour la police et le tribunal. Il y a un autre fait important à soulever dans cette dépêche. Alors que le titre mise sur le procès, plus de la première moitié du texte parle plutôt de l'abbé du monastère de Monserrat qui a refusé de faire évacuer les 300 personnes qui se trouvaient à l'intérieur, regroupés en un comité d'aide aux prisonniers nationalistes basques. Venant ajouter d'autres appuis à la cause, on décide toutefois de miser sur le procès pour illustrer le texte, titre qui risque d'attirer le lecteur.

Continuons l'analyse de la couverture des événements avec un coup d'œil sur les textes de différentes agences de presse sélectionnés par la *Gazette*. Si les dépêches en provenance de UPI dans *Le Journal de Montréal* semblent teintées en faveur des Basques, celles utilisées par la *Gazette* paraissent plus conservatrices, misant sur l'importance de préserver l'ordre dans le pays de Franco. Le fait que la *Gazette* suive moins les événements est très révélateur. Est-ce par souci de se détacher des événements qui viennent de se produire ici ? Est-ce par pur désintérêt des anglophones vis-à-vis la situation des Basques ? Est-ce par désir de ne pas faire la promotion du nationalisme basque ? Ces questions ne peuvent être que de pures spéculations. Les faits demeurent : le journal anglophone aborde peu la question basque dans le cadre du procès de Burgos et lorsqu'il le fait, c'est principalement via l'agence AP (Associated press) ou Reuter, et non via la plume de ses journalistes.

Lorsque la *Gazette* publie un texte, la nouvelle est, dans la grande majorité du temps, rapportée par au moins un autre journal montréalais la même journée. Afin de bien saisir les différences dans le traitement de l'information, il est intéressant de comparer les publications des trois journaux à la même date.

Dans certains cas, les textes des trois quotidiens semblent véhiculer une idée semblable, bien que la forme soit différente. L'article de la *United Press International* publié dans *Le Journal de Montréal* du 16 décembre 1970 explique le durcissement des lois qui ont nanti l'armée et la police des pleins pouvoirs pour une période de six mois. En expliquant quelques mesures (pas de possibilité d'appel, arrestations sans mandats, détention sans limites) mises sur pied par Franco, l'article contribue à rallier le lectorat derrière les militants basques. Le titre choisi par *Le Journal de Montréal* est très révélateur de la large responsabilité des Basques dans la crise : « L'Espagne semble sur un véritable pied de guerre à cause des Basques ». À la fin du texte, il est question d'une lettre envoyée par l'otage Beihl qui fait appel aux démocraties européennes pour gagner sa liberté. Cette même journée, la *Gazette* publie une dépêche de l'*Associated Press* dans laquelle il est aussi question des mesures d'urgence et de la crainte d'arrestations massives par la police. Comme titre, la *Gazette* choisit plutôt : « Mass arrests quieten Spain » puisqu'on explique que, selon la police, les récentes arrestations dans le cadre de la suspension des droits civiques ont refroidi

le débat autour du procès. Un peu plus d'attention est portée aux arrestations qui perdurent depuis quelques mois. Les deux articles se rejoignent, bien que le titre de la *Gazette* relève le point de vue de la police et que *Le Journal de Montréal* laisse planer un certain jugement en faveur des prisonniers.

Il arrive aussi que les journaux montréalais traitent de sujets complètement différents à une journée donnée. On peut constater ici que la *Gazette* traite plus en profondeur un sujet qui est souligné plus faiblement chez les autres. Le 17 décembre 1970, alors que *Le Journal de Montréal* parle des contestations européennes contre les possibles peines de mort, la *Gazette*, dans un texte en provenance de AP, aborde plutôt les manifestations pro-Franco qui sont prévues en support au Caudillo. Le titre, « Pro-Franco crowds rally by courthouse », met l'accent sur cet événement. L'amiral Blanco, bras droit de Franco, parle des récentes manifestations de contestation comme « a Marxist-Leninist campaign to discredit the state ». La dépêche explique que les désirs de l'ETA seraient la séparation de l'Espagne et la chute de Franco. Le lendemain, la *Gazette* publie une dépêche de Reuter accompagnée d'une photo de Franco et de Juan Carlos devant une grande foule : « 100 000 rightists cheer Franco's policy. » En soulevant ces événements, le journal montre de façon assez claire qu'il n'entend pas défendre le sort des Basques. Il se contente de relever ce qui concerne le soutien à l'ordre, aux dirigeants en place, contrairement au *Devoir* qui, à cette même date, souligne les manifestations pro-Franco, tout en parlant aussi des manifestations opposées au régime.

En attente du verdict, la *Gazette* se fait muette. *Le Devoir* propose quelques textes de l'AFP (les 19, 21, 22, 24 et 28 décembre) qui traitent des relations tendues de l'Espagne avec la France, du manifeste de Montserrat qui réclame de nombreux droits et exprime la totale et fraternelle adhésion des auteurs au peuple basque et à ses revendications, du renforcement de l'armée espagnole et du déroulement du procès. Le texte du 28 décembre est situé sur la une, accompagné d'une photo des retrouvailles de Beihl et sa femme. *Le Journal de Montréal* continue aussi de publier des dépêches de UPI (20, 23, 27 et 28 décembre) sur les manifestations et les grèves en soutien aux Basques, sur la répression policière et sur les critiques des gouvernements étrangers qui vont jusqu'à boycotter certains produits espagnols. On apprend aussi que le consul Beihl a été remis en liberté la veille de Noël par le

mouvement nationaliste basque qui voulait prouver « qu'ils ne sont pas des hommes irresponsables et fanatiques et pas plus des assassins ». Ce texte de l'agence UPI du 27 décembre occupe pratiquement une page complète et est accompagné de deux photos, dont une des retrouvailles de l'ex-otage et de sa femme. Encore une fois dans ses dépêches, *Le Journal de Montréal* rapporte des propos de militants qui, visiblement, les rendent plus sympathiques. Dans les deux journaux, la visibilité accordée aux articles est assez bonne, occupant des endroits bien en vue dans les pages internationales ou sur la une dans certains cas pour *Le Devoir*. Toujours dans la même veine, les textes sélectionnés par les deux quotidiens francophones ne déploient pas beaucoup d'effort pour véhiculer la vision du régime sur les événements.

C'est finalement le 29 décembre 1970 que le jugement est rapporté par les médias, dont *Le Journal de Montréal* qui titre : « Six Basques condamnés à mort - Un total de 351 années de prison à 9 autres ! » Bien que le procès ait été suivi avec beaucoup d'intérêt, l'annonce du jugement ne fait pas la une de cette édition du *Journal de Montréal*. Le texte étant dans la même lignée sympathisante aux Basques, le choix de l'emplacement du texte, soit la page 11, n'est sans doute pas un choix éditorial pour camoufler l'information. En fait, un autre événement local plus « savoureux » se trouvait déjà en une de cette édition à l'heure de la tombée de la nouvelle. L'opinion véhiculée dans la dépêche de UPI est très claire : « Tel est le verdict d'une extrême sévérité prononcé par la cour martiale jugeant les 16 terroristes basques accusés de terrorisme et de meurtre. » La dépêche dresse la liste des sentences décernées à chacun et présente les photos des six condamnés à mort. Le texte ajoute que les sentences de mort sont attribuées à ceux qui ont participé à l'assassinat du chef de police Manzananas, « homme qui était considéré par l'ETA comme le maître de la torture. » Encore une autre phrase qui teinte de façon évidente l'idée qu'on veut transmettre du côté de ce journal assoiffé de faits divers. En somme, bien que l'article n'obtienne pas une place de choix dans cette édition, le texte autant que la mise en page font appel à l'émotivité du lecteur.

À partir du moment où le verdict est connu et vertement critiqué par tous, il est certain que les textes publiés par les journaux montréalais dénoncent la décision des

dirigeants franquistes. Cependant, des subtilités apparaissent encore entre les différents quotidiens. Alors que la dépêche publiée dans *Le Journal de Montréal* précise que le consul Beihl a pleuré en entendant le verdict et qu'il aurait écrit une lettre à Franco pour lui demander d'épargner la vie des Basques, le texte de la *Gazette* du 29 décembre dit seulement que Beihl trouve la sentence sévère. L'article est accompagné d'une photo d'un colonel qui annonce les sentences et est titré « Six Basques sentenced to death by firing squad ». Cet élément montre encore la différence dans le comportement journalistique des deux médias. La *Gazette* demeure plus distante avec les événements, tant dans le texte que dans la mise en page avec la publication d'une photographie moins touchante.

La dépêche de l'AFP parue dans *Le Devoir* se situe à mi-chemin entre les deux précédentes; le texte traite la nouvelle sans tomber dans le larmoiement, mais tout en demeurant près des impressions ressenties. « Le général Franco peut réviser les sentences de Burgos - Beihl intercède en faveur de 6 Basques condamnés à mort » est le titre proposé à la une de cette édition du journal qui montre aussi une photographie du président du conseil de guerre. On annonce en premier lieu que le consul Beihl, libéré la veille de Noël, a demandé au gouverneur civil d'intercéder auprès du gouvernement pour obtenir la grâce des six condamnés à mort. Après l'énumération des sentences, le texte paraphrase les déclarations des prisonniers qui affirment leur désir de lutter jusqu'à la fin et qui lancent un appel au monde entier pour qu'il empêche ce nouveau crime du fascisme. La conclusion souligne la profonde émotion au Pays basque où les pressions internationales et la libération de l'otage avaient soulevé beaucoup d'espoir. *Le Devoir* en profite pour présenter ensuite un article qui dresse le film des événements. Le texte est humain, sans tomber dans l'excès. La mise en page n'exagère pas les choses. En somme, cette journée du 29 décembre nous confirme qu'avec les mêmes événements, les trois quotidiens présentent l'information à leur manière, selon leurs convictions. Les événements restent les mêmes, aucun des trois journaux ne semble d'accord avec la sentence. Bien que ces textes se retrouvent dans des sections dites d'information, il est évident qu'une certaine vision est véhiculée, correspondant aux valeurs des différents journaux.

Le 30 décembre 1970, ce sont les appels à la clémence de plusieurs pays et même du Vatican qui marquent l'actualité, tant dans *Le Devoir* que dans *Le Journal de Montréal* ou la *Gazette*. La dépêche d'AP, « Basques stats desire to die » est placée à la une du journal anglophone et cite quelques passages de la lettre d'un militant. Le texte aborde la possibilité de gracier les condamnés ainsi que les protestations internationales, le tout de façon détachée. *Le Journal de Montréal*, fidèle à son habitude, cite un extrait de la même lettre: « Nous sommes des révolutionnaires qui avons lutté pour une juste cause et nous désirons mourir dignement pour cette cause, car nous savons que notre mort ne sera pas inutile et que d'autres poursuivront l'œuvre entreprise ». Le titre choisi, qui occupe une large part de l'espace, paraphrase le militant : « *Nous voulons mourir* - un terroriste basque condamné à mort ». La dépêche d'AP et AFP dans *Le Devoir*, « Catalans, Basques et Madrilènes s'agitent - Le Caudillo donnerait aux six condamnés à mort des sentences de 30 ans de prison », mise plutôt sur les fortes réactions en Espagne et partout ailleurs. Tous les journaux québécois défendent un point de vue semblable, malgré la forme quelque peu différente. Sans tomber dans la révolte, tous trois démontrent que les sentences sont sévères et que l'opinion internationale se regroupe contre cette décision du tribunal militaire espagnol. À aucun moment les textes ne tentent de défendre cette décision, ce qui s'avère un autre exemple de la subjectivité qui peut se glisser dans la presse d'information.

Finalement, une dépêche de UPI dans *Le Journal de Montréal* nous apprend, en ce dernier jour de l'année 1970, que les condamnés ont été graciés par Franco. Certains observateurs croient que Franco a cédé sous la pression et c'est d'ailleurs cette idée qui donne le ton au texte : « Franco a cédé: la mort devient une peine de 30 ans d'emprisonnement. » Le titre laisse place à interprétation puisqu'il peut être vu comme un fléchissement de l'autorité de Franco face aux demandes étrangères, tout comme un acte de bonne volonté. La réponse vient assez rapidement dans le texte lorsqu'on souligne que « de nombreux observateurs sont d'avis qu'il a cédé sous les pressions non seulement du Vatican, mais de plusieurs gouvernements européens ». Sans citer le gouvernement, l'article mise sur les réactions. Jusqu'à la dernière minute, Franco est malmené dans tout le dossier du procès de Burgos dans *Le Journal de Montréal*. Au *Devoir*, à la une, un texte d'AP et AFP explique que le général Franco a gracié les six militants basques de l'ETA condamnés au peloton

d'exécution. On relate les paroles de Franco qui a affirmé que « l'adhésion du peuple espagnol au régime qui s'est exprimé par des manifestations à Madrid et en province avait renforcé son autorité de telle sorte qu'il aurait pu gracier les condamnés malgré la gravité des délits. » Portant le titre « Soulagement en Espagne : les condamnés sont graciés », on souligne les exclamations de joie à Madrid, au Pays basque et à l'étranger. Le texte est accompagné d'une photo de Franco en onde à la télévision nationale. La dépêche en provenance de UPI semble plus critique à l'égard de Franco que les deux autres agences qui relèvent la position des franquistes. En définitive, le choix du fil de presse décide de l'impression que le journal laisse au lecteur sur les événements. La mise en page fait le reste.

Si les textes présentés jusqu'à maintenant étaient tirés des fils de presse internationaux, un regard sera maintenant posé sur les articles signés soit par un journaliste, soit par un groupe d'individus, ou tout simplement qui font référence à un groupement de militants. Les prochains articles mettent en lumière le grand nombre de gens qui prennent part à la dénonciation du régime et qui supportent les prisonniers brimés dans leurs droits.

Le 3 décembre 1970, profitant des événements entourant le procès de Burgos, *Le Devoir* publie un article de Edouard de Blaye, afin d'expliquer le problème basque. Bien que différent que celui dont il a été question le 19 novembre 1969, il est écrit dans la même ligne de pensée. À la une de son deuxième cahier, l'article « Un problème vieux de 20 siècles - Les nationalistes basques revendiquent l'Euzkadi » se penche sur les origines du nationalisme basque. L'historique que l'auteur dresse est très complet et permet de bien saisir la réalité basque. Selon le journaliste, c'est durant la guerre civile que le fossé entre Madrid et le Pays basque se serait creusé. Au sujet de l'ETA, de Blaye explique que c'est pour reconquérir, par la force au besoin, la liberté politique et linguistique refusée par les autorités franquistes que l'ETA a vu le jour. L'auteur fait le tour des actions du groupe qui s'inscrivent dans le cycle infernal agitation-répression-agitation. Il aborde aussi les appuis reçus par une partie de la population et par le bas clergé, puis par les hauts dignitaires de l'Église. L'auteur termine son article en résumant ceci : « De mouvement pourtant étroitement régionaliste au départ, l'ETA acquiert ainsi du même coup une véritable résonance nationale. Ce n'est là sans doute pas le moindre paradoxe de l'activisme basque ». Cet article du *Devoir* permet au lecteur de mieux

comprendre qui sont les Basques. Les raisons derrière les actions des militants sont aussi bien expliquées. La parution de ces lignes n'est certainement pas un hasard. Si l'objectif du journal en publiant en tel texte est d'informer, la conséquence est que le lecteur se construit une image plutôt positive de la cause basque, influençant par la suite sa lecture des événements.

En appui à la cause basque, le 12 décembre 1970, *Le Devoir* publie une lettre du Front international anti-torture Comité Solidarité-Brésil. Le texte cite les membres du groupe qui protestent contre « l'attitude du gouvernement espagnol à l'égard du peuple basque et des 16 jeunes nationalistes détenus à Burgos ». Bien qu'il ne s'agisse pas d'un article écrit par un journaliste, *Le Devoir* a accepté d'être le messenger d'un groupe prônant une intervention dans la cause des Basques, ce qui est une façon de donner son appui, sans prendre position directement.

Le 14 décembre, *Le Devoir* attire l'attention du lecteur sur une nouvelle en provenance du Pays basque, à la une de son édition. Une dépêche de l'AFP fait mention d'un groupe de 300 intellectuels espagnols. Enfermés depuis le samedi soir pour protester contre le procès des 16 nationalistes basques, ils veulent que le dénouement soit conforme à la Déclaration des droits de l'homme. La liste des personnalités est imposante et compte même le peintre Joan Miro. Le nombre et la qualité des alliés aux militants influencent certainement une fois de plus le lectorat du journal.

Le 16 décembre, dans sa section éditoriale, *Le Devoir* présente un texte de Charles Vanhecke tiré du journal français *Le Monde* intitulé « Par-delà le procès de Burgos – Le renouveau du nationalisme basque ». Le journaliste commence en présentant les impressions qu'il a pu capter en discutant avec la population, tant sur le procès des militants que sur le régime franquiste. Beaucoup d'informations historiques contextuelles sont transmises à travers ce récit. Le texte se penche à la fois sur le Parti nationaliste basque et sur l'ETA. Très complet, l'article du journaliste français apporte un éclairage sur la situation du Pays basque, sans juger les moyens pris par les militants pour obtenir la création d'un pays pour les

Basques espagnols et français. Il n'est pas surprenant que *Le Devoir* ait choisi de reproduire cet éditorial, puisqu'il s'inscrit très bien dans la pratique habituelle du quotidien.

Le Journal de Montréal fait mention, lors de sa couverture des événements, d'un comité, semblable au dernier, chargé d'acheminer et de coordonner les protestations à l'endroit du gouvernement espagnol dans la cause des terroristes basques. Dans ce cas-ci, c'est à l'aide du fil de presse de UPI que le journal traite de groupes favorables aux Basques. Le texte du 14 décembre de UPI précise que ce comité est formé d'intellectuels, professeurs, écrivains et personnes influentes du domaine des arts de Londres et de New York. L'énumération de ces gens permet de voir que l'élite culturelle américaine et anglaise prend position en faveur des Basques. On apprend que le Pape a lui aussi fait parvenir un message au gouvernement espagnol lui demandant de faire preuve de clémence envers les nationalistes basques. *Le Journal de Montréal* fait sentir que le clan des sympathisants des Basques est très motivé et surtout très vaste.

Le 18 décembre, alors que les autres journaux traitent de sujets d'actualité, *Le Journal de Montréal* mise sur un article totalement différent, soit une chronique de René Lévesque intitulée « Les Basques libres ». Fervent nationaliste et indépendantiste, Lévesque semble connaître particulièrement la question basque. Il corrobore l'idée selon laquelle il y aurait des analogies évidentes entre les cas basque et québécois, mais précise aussi qu'il faut être prudent. Il souligne la différence en expliquant le contexte économique et politique de l'Espagne. Lévesque affirme que le peuple basque « ose désormais se souvenir de l'éphémère état national qu'il avait arraché il y a 35 ans à la république et qu'un Franco vainqueur s'empessa d'étouffer ». Le journaliste et politicien québécois affirme que les accusés de Burgos « sont devenus des symboles vivants de cette reconnaissance collective ». De plus, Lévesque fait allusion à un article du *Nouvel Observateur* dans le numéro du 14 décembre, où le Québec figure justement côte à côte avec les Basques. Lévesque résume la situation au Pays basque en faisant un clin d'œil aux événements d'octobre au Québec :

L'ETA n'était au début qu'une frange d'extrémistes qui faisaient peur.
C'est par les excès de sa répression que le franquisme les a durcis et multipliés, en même temps qu'il les valorisait aux yeux des leurs.
Prisonnier de l'escalade infernale oppression-violence-répression,

l'État autoritaire a fini par gaffer monumentalement en « fabriquant » un procès qu'il voulait exemplaire, mais qui l'a plongé dans le ridicule, entraînant le rapt du diplomate, la révélation crue des sévices policiers, l'émoi de l'opinion mondiale, l'abrogation des droits individuels... plutôt parcimonieux d'avance, une galvanisation sans précédent des Basques, enfin, la mobilisation fébrile d'une « majorité silencieuse », troupeau classique là comme ailleurs... À bien y penser, il y a peut-être autant d'analogies que de différences.

Cette chronique de Lévesque souligne bien les différences du Québec avec la région basque : le faible poids démographique des Basques, l'isolement de leur culture sans proche parenté, le fait que la région soit l'une des plus dynamiques du pays, le long historique territorial fondamental chez les Espagnols et, plus important encore, le caractère du régime de l'État policier. C'est en tentant de décrire la situation vécue par les Basques que Lévesque termine sur un certain constat d'analogie. Le fait que certains événements aient une certaine similarité avec les événements québécois peut justifier l'intérêt porté par les journalistes montréalais dans la couverture de la question basque. Bien qu'intérêt il y ait, soulevons qu'il s'arrête, en grande majorité, à la publication de dépêches. Le journal n'a pas jugé bon, peut-être faute de moyens, de pousser un peu plus loin l'analyse de la situation basque.

Le dernier article concernant la couverture du procès de Burgos dans *Le Devoir* est un éditorial signé Jean-Claude Leclerc paru le 31 décembre 1970. Journaliste au *Devoir* depuis 1967, Leclerc affirme que « l'opinion publique est satisfaite du jugement, mais que cela ne règle pas les problèmes de fond qui se posent au régime, tant chez les Basques que chez ceux qui réclament le rétablissement de la démocratie ». Il poursuit en ajoutant que « l'opinion publique se découvre depuis quelques mois une extraordinaire sympathie pour certains condamnés ». Il espère que la population qui s'est émue si fortement pour ces accusés de Burgos se préoccupera aussi des autres peuples torturés un peu partout sur la planète. Avec un titre comme « L'humble gain de l'opinion mondiale à Burgos », l'éditorialiste semble satisfait de la conclusion des événements au Pays basque. Cet article confirme le sentiment de sympathie envers les Basques qui s'était développé dans la province et dans le monde. Toutefois, nous pouvons percevoir une pointe d'ironie dans ses propos, l'auteur souhaitant visiblement que le peuple québécois prenne la même initiative pour d'autres causes toutes aussi valables.

L'analyse du procès de Burgos nous permet de constater qu'en plus de certains textes d'agence qui teintent l'information, les éditoriaux et autres lettres viennent influencer le lectorat en faveur des Basques. Toutefois, il est important de réaliser que ce sont souvent les événements relatés qui font en sorte que les articles attirent la sympathie. En fait, le contexte politique du pays et son système juridique ne peuvent qu'être perçus négativement dans un pays démocratique comme le Québec. Il n'est pas surprenant qu'une cause comme celle-ci attire l'attention du public. Il semble alors difficile pour les journaux de ne pas laisser transparaître leurs idéaux.

Le Journal de Montréal y est pour quelque chose, lui qui tente constamment de rendre les événements le plus intéressant possible, surtout dans la mise en page. *Le Devoir* accorde beaucoup de visibilité aux événements, leur consacrant une place en une à plusieurs reprises au cours du procès. Même si les textes d'agence de presse essaient de respecter les normes journalistiques d'information, une seule version des faits est souvent disponible. La position du gouvernement et du tribunal militaire n'est donc pas très bien défendue dans les informations internationales, à l'exception de la *Gazette* qui leur laisse une place plus grande.

2.2 L'ironie du cas Anoveros

À partir des années 1970, pour la première fois peut-être dans l'histoire de l'Espagne, apparut un anticléricalisme de droite, hystérique et agressif⁷, déclenché par l'appui donné aux Basques par le clergé. Une partie du jeune clergé se radicalise, accentuant le conflit entre l'Église et le régime. Bien que le haut clergé catholique se soit rangé du côté franquiste durant la guerre civile espagnole, une bonne partie du clergé basque a toujours soutenu le peuple basque dans son désir de protéger la culture. Ces hommes de foi n'hésitent donc pas à élever la voix alors que les nationalistes de l'ETA s'organisent. Des prêtres-ouvriers deviennent membres actifs des syndicats clandestins, ouvrant leurs églises pour des réunions

⁷ Maria Goulemot Maeso, *L'Espagne, de la mort de Franco à l'Europe des Douze*, Paris, Minerve, 1986, p.17.

illégales. Leur contestation du régime franquiste passe aussi par la lecture de sermons dans lesquels ils expriment leurs préoccupations à propos du sort de leurs concitoyens. C'est donc pour un sermon jugé trop nationaliste par le régime franquiste que l'archevêque Anoveros déclenche toute une saga qui sera suivie jusqu'au Vatican.

Ces événements sont rapportés dans 14 articles répartis dans les grands journaux montréalais, soit dix dans le journal *Le Devoir* contre quatre dans *Le Journal de Montréal*. Ces deux quotidiens abordent la question de façon assez similaire si ce n'est que *Le Journal de Montréal* semble miser sur des textes un peu plus sensationnalistes. L'élément particulier dans ce dossier est l'absence totale du journal anglophone de Montréal. *La Gazette* n'a absolument rien publié de l'affaire qui visiblement n'intéressait pas son lectorat laïque et fédéraliste.

La couverture du cas Anoveros débute dans *Le Devoir* du 1^{er} mars 1974. Dans un texte très visible en section internationale, on apprend que le gouvernement espagnol aurait demandé l'autorisation du Saint-Siège pour inculper Mgr Antonio Anoveros, archevêque de Bilbao, à la suite d'un sermon qui réclamait davantage de liberté pour les Basques. L'article de l'agence AP montre qu'Anoveros n'est pas le seul homme d'Église à prendre la parole contre le régime, puisqu'on nous informe que l'archevêque de Barcelone et dix autres évêques ont aussi publié une lettre pastorale « dans laquelle ils réclament la reconnaissance juridique du droit d'assemblée, d'association et d'expression pour les minorités qui existent dans notre pays ». Dans cette dépêche, les prêtres sont bien défendus, car leur crime paraît plutôt loufoque. Le titre donne d'ailleurs le ton au texte: « Procès pour un sermon à l'évêque de Bilbao ».

Les 6 et 7 mars 1974, *Le Devoir* aborde la grande mobilisation de la population en faveur du prêtre en pages internationales. Le journal catholique de feu Henri Bourassa ne peut passer cette situation sous silence. Le fait que la nouvelle soit jumelée à celle de la mort controversée d'un militant augmente l'impression de culpabilité du gouvernement. La grande agitation sociale et universitaire donne des plumes à la cause en montrant au lecteur que la population se mobilise contre les agissements du régime.

En plus des dépêches, *Le Devoir* publie une lettre fort intéressante le 4 mars, *Madrid: le doute impossible*, écrite par Georges Vigny, qui s'est penché sur différents dossiers internationaux de 1970 à 1980 pour *Le Devoir*. D'origine arménienne et immigrant du Liban, il est mandaté par Claude Ryan pour réfléchir en page éditoriale sur les questions du monde, sous son pseudonyme de Georges Vigny⁸. Le journaliste relève l'ironie et l'injustice du système judiciaire du régime franquiste en comparant le sort d'un jeune Catalan, exécuté alors que tout laissait croire qu'il était innocent du meurtre dont il était accusé, à celui d'un agent de la garde civile qui a été gracié par Franco alors qu'il avait tué un de ses supérieurs. Au sujet d'Anoveros, Vigny croit que si l'évêque est frappé d'une mesure d'expulsion, « c'est pour avoir osé croire que le spirituel pouvait comporter aussi un message social, c'est pour avoir pensé, naïvement peut-être que le message du Christ comportait d'abord une dimension rédemptrice sociale ». Il conclut en disant que de « parler d'égalité au niveau des ethnies c'est faire preuve d'esprit subversif et l'Espagne franquiste ne peut s'accommoder d'une Église dont la parole est dynamite ». L'analyse de Vigny montre très bien que les frictions entre l'Église et l'État découlent du support que le clergé porte aux nationalistes basques. L'Espagne centralisatrice de Franco ne peut se permettre de laisser l'Église basque flirter avec le séparatisme en croisant les bras.

Le Journal de Montréal couvre aussi à plusieurs reprises l'affaire Anoveros. La grande majorité des textes semblent être guidés par le sensationnalisme. Dans *Le Journal de Montréal* du 4 mars 1974, on explique qu'Anoveros a défendu à plusieurs reprises la cause des séparatistes basques. On fait mention du support que l'homme d'Église obtient de la population en affirmant qu'un millier de personnes manifestent devant sa résidence contre la menace d'expulsion. L'intervention des forces de l'ordre est légèrement critiquée puisqu'on peut lire dans la dépêche que les partisans « ont été dispersés sans ménagement par la police ». Le titre est aussi très imagé : « On le chasse d'Espagne ». Au même moment dans *Le Devoir*, une dépêche de l'AFP, intitulée *L'évêque de Bilbao est expulsé d'Espagne*, nous apprend sensiblement la même chose, mais dans un texte beaucoup plus long. Il est question d'une certaine tension ces derniers temps entre Église et État. On explique que le cas

⁸ Robert Lahaise, dir., *Le Devoir reflet du Québec au 20^e siècle*, Ville Lasalle, Éditions Hurtubise HMH ltée, 1994, p.157.

Anoveros ne serait que le catalyseur d'une crise qui se prépare depuis longtemps sous le régime répressif de Franco. La dépêche explique bien tous les événements entourant l'affaire. Cette comparaison nous permet de bien capter la façon de procéder habituelle des deux journaux. *Le Devoir* est celui qui donne le plus d'informations sur les événements, tout en laissant transparaître certaines émotions. *Le Journal de Montréal* flirte souvent avec le sensationnalisme dans sa mise en page pour attirer les lecteurs avec des informations les plus « humaines » possible.

Lorsque la nouvelle est moins extravagante, *Le Journal de Montréal* insiste sur un titre qui souligne le caractère inusité des informations. Le 6 mars 1974, le journal publie une courte dépêche de Reuter à laquelle a été ajouté un titre attirant : « Évêque espagnol jugé dangereux ». Ce texte explique que l'évêque Anoveros a nié avoir voulu donner un caractère politique à l'homélie qu'il a prononcée devant des prêtres basques. Il est écrit que « le gouvernement a affirmé que le sermon de Anoveros, qui réclamait plus de liberté pour les Basques et un plus grand respect de leur culture, représentait une sérieuse atteinte à l'unité nationale espagnole ». Bien que le texte respecte somme toute les règles journalistiques, le titre choisi par le journal semble tourner l'affaire en ridicule. Qu'un évêque soit jugé dangereux peut paraître plutôt cocasse pour le lectorat.

Poursuivant sur la même lancée, *Le Journal de Montréal* attire le lecteur dans son édition du 8 mars avec un titre douteux où les intentions du prêtre sont visiblement exagérées : « Mgr Anoveros, défenseur des Basques, est poursuivi par Franco ». Sous la photo, *Le Journal de Montréal* parle d'Anoveros comme de l'avocat de l'indépendance basque ! Le journal mise sur le caractère inhabituel d'une telle nouvelle pour les Québécois et l'accentue avec des phrases ou des titres colorés. Néanmoins, on ne peut nier que le sermon de l'évêque provoque une immense crise en Espagne.

Le 9 mars 1974, *Le Devoir* et *Le Journal de Montréal* parlent de la rencontre entre la conférence épiscopale et le gouvernement de Franco. *Le Devoir* titre *Le sort de l'évêque de Bilbao est réglé*, alors que les résultats ne sont pas encore connus. L'article est placé à la une, malgré le peu d'informations disponibles lors de son impression. Ces données permettent de

déduire une fois de plus que le journal accorde une grande importance à la situation de l'évêque. De son côté, *Le Journal de Montréal* mise un peu plus sur le sensationnalisme en choisissant le titre « Traqué par Franco, Mgr Anoveros vit des heures cruciales ». L'article placé en pages internationales relève aussi certaines manifestations étudiantes dans plusieurs villes espagnoles.

Le 11 mars 1974, *Le Devoir* publie deux articles à propos de l'affaire Anoveros. Le premier texte, portant le titre « L'épiscopat soutient l'évêque de Bilbao et conteste l'interprétation faite de l'homélie », est une dépêche qui dresse l'historique du cas Anoveros. Le second est un éditorial signé par Georges Vigny dans lequel il est question de la formule employée par les agences de presse pour qualifier Anoveros de dissident. Dans le texte « Le dilemme de Madrid », Vigny développe cette idée : « En reconnaissant que 18 autres évêques ont approuvé la démarche de l'évêque de Bilbao, sommes-nous en présence d'une église dissidente ? » L'auteur s'interroge donc à savoir si le gouvernement peut se permettre la responsabilité d'une rupture avec l'Église. Vigny croit que « rompre à ce stade-ci avec l'Église ne manquera pas de resserrer les rangs des millions d'Espagnols ouvertement hostiles, ou plus généralement insatisfaits, autour de ceux qui croient que la seule issue est le recours à la violence ». L'auteur est visiblement critique face aux actes du gouvernement de Franco et impute au régime franquiste une part de responsabilité dans la sympathie que recueillent les mouvements contestataires violents.

Tous ces événements feront d'Anoveros une figure importante dans la défense de la culture basque et la condamnation du régime franquiste. Tout au long de ce dossier, les deux journaux montréalais se sont montrés plutôt sensibles au sort de l'homme d'Église. *Le Devoir* a présenté deux éditoriaux réfléchissant sur la question et prenant position pour la cause. Ce que l'on remarque de la couverture de ces événements, c'est surtout le désir du *Journal de Montréal* d'en mettre plein la vue pour attirer le lecteur. Ainsi, il est encore possible de constater que l'opinion tend à déborder de la section éditoriale, tant dans la forme que dans le contenu des articles publiés. S'il peut paraître normal que le cas Anoveros ait attiré l'attention de Claude Ryan qui est alors à la tête du *Devoir*, le quotidien anglophone de Montréal quant à

lui n'était visiblement pas intéressé à traiter des problèmes de l'Église catholique espagnole. Il en sera autrement lorsque seront exposées les actions terroristes de l'ETA.

2.3 La subtilité du cycle « action et répression »

La population a mis du temps à organiser la contestation du régime franquiste, mais celle-ci bat son plein dans les années 1970. Se sentant brimés dans leurs droits et libertés par l'État centralisateur de Franco, les Basques ont recours à des actions terroristes meurtrières afin d'avoir la possibilité de s'autogouverner. L'Espagne entre alors dans un cercle vicieux : les militants posent des actions afin d'obtenir leur liberté, l'État sévit en limitant les droits des Basques et en donnant pleins pouvoirs aux autorités qui mâtent les dissidents, ce qui entraîne ensuite les représailles du mouvement terroriste et ainsi de suite. C'est donc cet engrenage de violence qui sera scruté afin d'analyser le comportement de la presse de la métropole québécoise.

Durant cette période comprise entre 1970 et 1975, 27 articles sont publiés dans les trois quotidiens montréalais à propos des actions terroristes et de la répression de l'appareil gouvernemental. *Le Devoir* propose 14 textes à ses lecteurs, la *Gazette* sept et *Le Journal de Montréal* six. Avec ces chiffres, nous pouvons remarquer que *Le Devoir* garde son titre de journal le plus complet en information internationale. Si les trois journaux semblent s'entendre sur le fait que le régime et la police vont trop loin dans la répression, plusieurs différences sont relevées dans le traitement journalistique de la violence et de la répression qui règne au Pays basque. En comparant les divers événements dans les journaux, nous serons en mesure de bien comprendre leurs spécificités. Commençons l'étude avec l'assassinat d'un dirigeant politique.

Le 21 décembre 1973, le chef du gouvernement espagnol et successeur de Franco, l'amiral Carrero Blanco, est tué dans une explosion. Dans *Le Journal de Montréal*, on titre : « L'amiral Blanco a eu un *accident* ». La dépêche de l'AFP indique que selon les sources officielles il s'agirait d'un accident dû à une fuite de gaz, mais selon certaines rumeurs ce serait plutôt un attentat. L'article est accompagné d'une photo de l'amiral. Dans la *Gazette*,

une dépêche d'AP et UPI, « Intricate plan, Spain premier assassinated », affirme que les responsables ont fait des tunnels sous la rue et que, par communiqué, les séparatistes basques de l'ETA se portent responsables de l'attentat. On présente l'organisation séparatiste comme un mouvement « underground » pour l'autonomie des provinces basques. L'article, placé en une, est accompagné d'une photo de la voiture explosée de Blanco dans les pages intérieures. Finalement, *Le Devoir* présente, lui aussi en une, une dépêche et une photo de Blanco en provenance d'AFP et AP titrée « Le mouvement séparatiste basque revendique l'attentat qui a tué l'amiral Carrero Blanco ». Selon leurs sources, l'attentat aurait été perpétré en réaction à la répression, ainsi que pour venger la mort de neuf militants basques. Le texte dresse un historique du mouvement de l'ETA. Le dossier du *Devoir* se termine avec un éditorial de Jean-Claude Leclerc qui juge de façon très sévère le régime franquiste qui s'est lancé dans un « pitoyable nettoyage des milieux d'opposition ». L'éditorialiste affirme que la répression, « au lieu d'être une opération de sécurité pour la succession, risque de s'installer plus anachronique que jamais ». Leclerc semble croire que, à cause de sa politique de répression, le régime franquiste a sa part de responsabilité dans cet attentat contre l'amiral Blanco qui soulève un épineux problème dans la succession du général Franco. Malgré la gravité du geste commis par le groupe terroriste, c'est le régime qui est pointé du doigt par le journaliste montréalais.

Les trois journaux ont donc une approche quelque peu différente dans l'annonce de l'attentat qui a coûté la vie au bras droit de Franco. Mais les trois dépêches demeurent assez neutres dans la description des faits. Le texte du *Journal de Montréal* semble plus flou et moins visible que ceux des autres quotidiens. Pourtant, le texte est tiré du fil de presse de l'AFP, le même qui a servi au *Devoir* qui nous annonce que l'ETA est responsable du meurtre. Nous sommes donc en mesure de nous demander si la visibilité accordée à la dépêche dans *Le Journal de Montréal* et le flou concernant les responsables de l'attentat n'ont pas pour but d'éviter de blâmer les Basques... *Le Devoir* et la *Gazette* donnent tous deux une grande visibilité à l'événement. Si le contenu des textes est comparable et se rapproche de la neutralité, *Le Devoir* tente de passer son message dans un éditorial dans lequel le lecteur peut conclure que la répression du gouvernement est un des éléments clés de

l'action qui a conduit au décès de Carrero Blanco. L'examen de cette couverture permet de valider la mission du journal d'information telle que décrite par Jean de Bonville.

Une autre comparaison dans le comportement des journaux est possible le lendemain, le 22 décembre 1973, alors que *Le Devoir*, à travers les lignes de l'AFP, fait mention d'une manifestation pro-franquiste durant les funérailles de Blanco. La dépêche fait le tour de la situation avec détachement : funérailles, support à Franco, instauration de mesures d'urgence, état du terrorisme au pays. La *Gazette*, quant à elle, publie un éditorial de Tim Creery sur l'assassinat, « Death in Spain », dans lequel l'éditorialiste explique qu'il pourrait s'agir autant d'un coup d'État de la droite que du terrorisme de gauche. Il affirme aussi : « The murder of the prime minister can only strengthen the view that Franco himself has lost his grip ». Le texte montre que le caudillo semble moins puissant et que le désordre commence à régner dangereusement dans le pays. Creery se permet aussi un commentaire sur la politique du régime et sur l'appui de la population :

The reactionary policy shift threatened not only to provoke extremist action by opponents of the regime but also to cause more general discontent among Spaniards who, while disliking the authoritarian nature of the Franco regime, put up with it as a better alternative than another civil war bloodbath that would destroy the country's growing prosperity.

En somme, l'éditorialiste du journal anglophone rejoint les opinions présentées par Jean-Claude Leclerc dans *Le Devoir* la veille. Ainsi, même si les dépêches semblent demeurer dans une certaine neutralité face aux événements, les éditoriaux nous montrent le véritable point de vue du journal sur la question. En l'occurrence, le comportement du *Devoir* et de la *Gazette* se ressemblent quant au respect des normes journalistiques. Ces dernières entraînent un certain comportement : un assassinat sera décrit, mais rarement approuvé.

C'est dans *Le Journal de Montréal* du 23 décembre qu'un texte (une dépêche sans auteur spécifié) s'étend un peu plus sur les funérailles de Blanco. Titré « À l'enterrement de l'ex-premier ministre d'Espagne, on injurie grossièrement le cardinal de Madrid » l'article explique que le cortège funèbre de Blanco a été suivi par une immense foule réclamant un gouvernement « dur ». On apprend que l'armée a été acclamée, mais plus particulièrement les

militaires du Christ Roi (groupe d'extrême-droite qui réclament une junte militaire). La violence des slogans aurait même surpris les observateurs. De tous les journaux de la métropole sur ces événements, *Le Journal de Montréal* est celui qui donne le plus de détails sur les funérailles, en indiquant précisément ce que veulent les manifestants, qui sont des ultra-conservateurs voire des extrémistes : gouvernement dur, junte militaire et intransigeance totale à l'égard de l'épiscopat libéral. Il s'agit là d'une façon très peu masquée pour le journal de montrer les principes scandaleux de l'extrême-droite, qui est le principal soutien de Franco. Le titre, qui met en évidence les injures grossières, occupe une grande place dans la page consacrée aux événements. Si le texte sur l'assassinat de Blanco était flou, celui-ci donne beaucoup de détails défavorables au régime. Le clan franquiste est présenté de façon si négative que, du même coup, les opposants paraissent sympathiques. C'est le cas des Basques qui se battent pour leurs droits et leur indépendance de l'Espagne franquiste. *Le Journal de Montréal* semble laisser cours à ses opinions plus facilement que les deux autres dans cette couverture.

Un autre dossier traité par *Le Journal de Montréal* mérite notre attention. Le 4 avril 1974, le quotidien publie l'article « 400 Québécois contre le régime de Franco » dans lequel on apprend que parmi les signataires se trouvent des citoyens de tous les milieux : les syndicalistes Marcel Pépin, Louis Laberge et Yvon Charbonneau, le poète Gaston Miron, l'auteur Victor-Lévy Beaulieu, le cinéaste Claude Jutra et l'éditorialiste Laurent Laplante. On rapporte : « Les signataires se déclarent solidaires de tous ceux, étudiants, ouvriers, intellectuels, prêtres qui à l'intérieur du pays poursuivent une lutte souvent désespérée pour redonner à l'Espagne la dignité et la fierté de nation que le franquisme lui a usurpées. » Cette nouvelle montre que certains Québécois de renom sont touchés par les événements qui se déroulent en Espagne et tiennent à dénoncer la répression du régime de Franco. La publication de cet élément est donc visiblement un autre appui indirect aux militants de la part du journal. Il est le seul journal à en faire état. Si *Le Devoir* et la *Gazette* utilisaient l'éditorial pour exprimer leur point de vue, *Le Journal de Montréal* ne voit pas de problème à le faire dans le choix des dépêches qu'il publie.

Avec l'attentat contre Blanco, l'ETA blesse la dictature. Certains communistes très attachés à l'activisme décident alors de soutenir les actions des « Eterras ». La prochaine action traitée rappellera que sous l'apparent antifascisme, il y a avant toute chose une volonté de ne reculer devant rien, même pas devant l'horreur⁹. C'est donc le 14 septembre 1974 qu'un événement important attire l'attention des trois quotidiens : un attentat au cœur même de la capitale. Utilisons cet événement, perpétré par des extrémistes espagnols, pour voir si les journaux agiront de la même façon qu'avec le meurtre de l'amiral.

Le texte publié dans *Le Devoir* explique qu'une bombe a explosé à l'heure du repas dans une cafétéria bondée située en face du quartier général de la police sur la place touristique de la Puerta del sol. On précise qu'aucune organisation n'a encore revendiqué l'attentat. La dépêche d'AFP nous apprend que « dans les milieux gouvernementaux, on estime que cette action pourrait être l'œuvre du mouvement séparatiste basque de l'ETA, bien que l'on sache que ce groupe essaie d'éviter de faire des victimes civiles ». Le texte indique qu'en effet, au cours des derniers mois, des explosions ont eu lieu et ont été revendiquées par des groupes extrémistes de gauche, mais elles étaient précédées de coups de téléphone pour éviter les victimes civiles. La remarque n'est pas anodine, elle cherche sans doute à ne pas inculper trop vite le mouvement basque. Intitulé « Une bombe explose dans une cafétéria de Madrid: 13 morts, 80 blessés », l'article de l'AFP, bien placé dans la section internationale, frappe fort en mettant les chiffres en gros caractères.

Le Journal de Montréal donne aussi une bonne visibilité au malheureux événement. En page 15, avec une photographie qui montre les secouristes qui extirpent des blessés dans les décombres, le texte de l'AFP porte le titre suivant : « Terreur à Madrid - Un restaurant saute à Madrid : 6 morts, 30 blessés ». La responsabilité est imputée à des groupes extrémistes sans plus de précision. Le texte explique bien le déroulement des événements en prenant soin de citer le gérant de l'établissement et de décrire le type de blessures infligées aux dîneurs qui étaient sur place : « [...] plusieurs avaient été éventrés par le souffle de l'explosion. » On précise aussi que ce genre d'événement est très rare dans la capitale

⁹ Antonio Elorza et coll., *ETA une histoire*, Édition Denoël impacts, Paris, 2000, p.58.

madrilène. On termine en mentionnant le même détail que dans *Le Devoir* à propos des appels qui précèdent habituellement les actions terroristes de gauche. Un autre fait intéressant dans la comparaison des deux articles est le grand écart entre les chiffres avancés par *Le Devoir* et ceux du *Journal de Montréal*. Basés tous deux sur une dépêche de l'AFP, il est étonnant de constater que les chiffres avancés sur le nombre de victimes soient si différents, 13 morts et 80 blessés pour *Le Devoir* comparativement à 6 morts et 30 blessés pour le second !

La *Gazette* prend seulement quelques lignes pour parler de l'événement en page 2. La visibilité est plutôt faible. La dépêche de UPI intitulée « Spaniards killed, maimed – Bomb shatters police bar » explique qu'au moins 12 personnes ont été blessées dans l'acte terroriste le plus sanglant depuis les 35 années du régime franquiste. Selon l'agence nationale de nouvelles, une employée du Quartier général de la police aurait été tuée dans l'explosion et au moins 11 policiers auraient été blessés. On explique que tout le pays est en état d'alerte afin de coincer les coupables. Juste avant de conclure le texte, on peut lire : « Basques claimed responsibility for the last major terrorist incident in Spain, last December's bomb assassination of prime minister Luis Carrero Blanco ». Cette phrase contraste avec l'idée soulevée à la fois par *Le Devoir* et *Le Journal de Montréal* qui précisait que les groupes terroristes de gauche désiraient ne pas faire de victimes civiles. Il est facile de voir que l'intention de la *Gazette* n'est pas de protéger les mouvements de gauche, mais de pointer immédiatement du doigt les coupables potentiels. Les jours suivants, quelques articles font le suivi sur la situation. Les coupables sont annoncés dans chacun des journaux, mais dans un espace très restreint, particulièrement dans *Le Devoir*.

Le 6 juin 1975 nous offre encore l'occasion de comparer la différence dans la couverture des événements entre *Le Devoir* et la *Gazette*. Cette dernière publie une dépêche de UPI, à propos d'une fusillade avec des militants basques et deux policiers dans un train, intitulé « Basques suspected in death of officer ». En plus d'élaborer sur le contexte de l'attaque, le texte parle des représentants de la droite aux Cortes (assemblée consultative) qui auraient demandé au gouvernement de mettre plus d'agents de police dans la région basque afin de déployer le maximum de force contre les terroristes et les sympathisants. La dépêche

placée dans les dernières pages du journal aborde à la toute fin la montée de la violence dans la région basque, là où le gouvernement a partiellement suspendu les droits civils. Pour sa part, *Le Devoir* rapporte aussi les événements, mais précise que la police a lancé une vaste opération de recherche « faisant craindre une recrudescence des violences et des arrestations en Pays basque. » On affirme que c'est apparemment en représailles contre cette répression qu'a été commis cet attentat. Selon les milieux d'opposition basque :

deux mille personnes auraient été appréhendées dans le cadre de l'état d'urgence qui a vu des policiers armés de mitraillettes interpellé les gens dans la rue et procéder à la fouille systématique de bars et discothèques emmenant avec eux ceux qui ne pouvaient présenter de carte d'identité.

Le lecteur peut aussi lire dans ces lignes de Reuter que plusieurs détenus remis en liberté déclarent avoir été battus pendant leur détention. On affirme aussi que les extrémistes de droite de la guérilla du Christ-Roi sont responsables d'une soixantaine d'incidents au cours desquels des sympathisants de l'ETA ont été battus ou ont vu leurs maisons et magasins incendiés, mitraillés ou touchés par des bombes. De plus, selon un avocat de gauche, « la police n'a pas même levé le petit doigt pour enquêter ». Ce long texte à la une du cahier 2, qui porte le titre « En dépit de l'état d'urgence, un 6^e policier abattu en Pays basque », nous en apprend beaucoup sur le climat qui règne dans la région.

Dans *Le Devoir*, la situation à laquelle font face les Basques est décrite de long en large, ce qui permet au lecteur de mieux comprendre le contexte dans lequel se déroulent ces crimes. La *Gazette* préfère s'en tenir aux renseignements sur l'attaque du train provenant du communiqué officiel des autorités ainsi que sur la répression souhaitée par la droite aux Cortes. Il est très clair que les informations contextuelles révélées par *Le Devoir* sont favorables aux Basques, du moins elles permettent d'expliquer ce qui peut porter les militants à poser des gestes violents. Cette comparaison nous éclaire sur la latitude qu'a la direction du journal dans la présentation des nouvelles. On remarque encore le grand nombre d'informations véhiculées par *Le Devoir* et sa sensibilité à la cause basque, comparativement à la *Gazette* qui se contente de relever les informations des autorités de façon très distante. En fait, le journal anglophone semble accorder un plus grand respect à la pratique journalistique objective.

Nous avons vu que les dépêches publiées par la *Gazette* étaient soit assez neutres, soit légèrement critiques envers la répression. L'opinion du journal est réservée à la section éditoriale. C'est le cas de ce texte de Thomas Butler, publié le 7 juin 1975 sous le titre : « Symbol of independence; The oldest people in Europe idolize Simon Bolivar; Basque nationalists' secret army. » Butler explique que les ancêtres de Simon Bolivar venaient d'une petite ville près de San Sebastian. L'auteur fait une courte présentation de la population basque. Butler dresse l'historique des carlistes, du franquisme et de la guerre civile. Il présente sa vision des récents attentats et leurs impacts sur la population : « The assassination of Carrero Blanco left most Spaniards strangely unmoved – he was a universally despised, arch-conservative tyrant- but the restaurant bombing filled the nation with outrage and shame. » Il conclut son texte en parlant de l'état d'exception durant lequel beaucoup de sympathisants sont tués. Fusillade, torture et oppression, Franco combat l'ETA « with all the means at its disposal ». Si Butler commence en présentant les Basques comme un peuple presque xénophobe (« insular to the point of xenophobia »), il montre bien le combat qui est mené par les Basques depuis de nombreuses décennies. Dans la seconde partie de son texte, l'auteur souligne à la fois le nombre élevé (300) de militants emprisonnés par le régime, leurs attaques meurtrières et la réaction du régime. Loin d'approuver les méthodes de l'ETA, pas plus que la méthode répressive du régime, Butler demeure critique face à la situation du Pays basque. L'image qu'il projette des Basques est toute de même assez positive dans l'ensemble, et celle du régime l'est un peu moins.

Comme *Le Devoir* est le journal qui aborde le plus souvent la question basque dans cette période, plusieurs textes n'ont pas encore été analysés. Nous regarderons dans les paragraphes suivants l'attitude adoptée par le journal selon les événements rapportés dans des dépêches.

À quelques reprises, le quotidien sait faire preuve d'un peu plus de retenue dans la couverture des événements reliés à la répression ou aux actions des militants. Lorsqu'il est question d'assassinat, il est intéressant de noter que *Le Devoir* prend quelquefois la peine de souligner en retour la « victimisation » des Basques. Le 15 mai 1975, *Le Devoir* relate la mort d'un policier et de trois personnes soupçonnées d'appartenir à l'organisation nationaliste

basque ETA lors de fusillades à Guernica. Le texte nous apprend qu'en guise de représailles du meurtre d'un cinquième policier, des commandos d'extrême-droite ont mitraillé à Bilbao une trentaine de magasins et bureaux dont les propriétaires sont soupçonnés d'être des sympathisants de l'ETA. Selon Reuter, plusieurs sympathisants notoires des nationalistes basques ont quitté la région, craignant pour leur sécurité. On peut bien comprendre dans ce texte que les Basques sont aussi la cible de militants d'extrême-droite. Même si le titre, « Fusillades près de Guernica: quatre morts, dont un policier », semble mettre de l'avant la mort du policier, la violence des actions de l'extrême-droite occupe une bonne partie du texte, pour bien montrer que la violence frappe des deux côtés. Les informations du texte demeurent neutres. Ce qui caractérise le comportement du journal est le fait de soulever plusieurs informations au sujet des Basques, même lorsqu'il y a mort de policier.

Dans la dénonciation de l'état d'exception, nous avons vu jusqu'à maintenant qu'en général, les journaux comme *Le Devoir* publient des textes dans lesquels la répression est mal vue. Toutefois, certaines dépêches peuvent être plus neutres, comme celle de Reuter qui nous apprend le 28 avril 1975 que la police espagnole a procédé à des dizaines d'arrestations dans les deux provinces basques. On peut y lire que, de sources proches des mouvements politiques et des syndicats clandestins, on estime que « le gouvernement a commis un faux pas en contrevenant à ses promesses de libéralisation politique ». En fait, le texte présente un large portrait de la situation qui fait état de plusieurs points de vue. Quelques jours plus tard, le 8 mai, *Le Devoir* informe ses lecteurs qu'un garde civil a été assassiné à Guernica. La dépêche de Reuter et d'AFP donne beaucoup de renseignements sur l'événement ainsi que sur d'autres assassinats de policiers, sur les décès de militants aux mains de la police et sur le nombre d'arrestations depuis la mise en place de l'état d'exception. Le texte, qui dresse un portrait assez complet de la situation d'un côté comme de l'autre, est intitulé : « La tension monte au Pays basque ». Des textes comme ceux-ci montrent que le journal effectue un bon travail journalistique en laissant les émotions de côté afin d'informer le mieux possible ses lecteurs sur la situation générale du Pays basque.

Ces textes ne constituent toutefois pas la norme, puisque *Le Devoir* aime bien souligner quelques éléments qui mettent bien en lumière la répression qui semble excessive.

Le texte de Reuter, « 40 arrestations à Guernica », publié dans *Le Devoir* du 1^{er} avril 1975, relate que la police espagnole est à la recherche de quatre membres de l'organisation séparatiste basque ETA qui auraient participé à l'assassinat d'un inspecteur de police. Le texte explique que l'inspecteur a été abattu d'une rafale de mitraillette à la veille d'un rassemblement interdit organisé par des séparatistes basques à Guernica. Ainsi, la dépêche précise que parmi la quarantaine de personnes arrêtées au cours de cette manifestation, deux parlementaires belges ont été expulsés d'Espagne. On ajoute qu'un journaliste américain, Stephen Elliot Wilmer, arrêté en même temps que les deux Belges, a déclaré à Reuter « qu'il avait été gardé pendant trois heures dans une cellule, menottes aux mains ». Le fait que l'on parle du traitement des parlementaires et du journaliste confirme une fois de plus que les droits individuels sont plutôt restreints dans le régime de Francisco Franco. Est-ce que le fait de rapporter ces méfaits permet de relativiser la violence de l'ETA ? Il est certain que tout ce qui a trait à la répression massive est mal vu, peu importe qu'il y ait manifestation ou meurtre dans la même nouvelle. Les valeurs démocratiques semblent plus fortes que la neutralité journalistique. Toutefois, dans cette section, les opinions sont insérées de façon plus discrète que dans le cas du procès de Burgos.

Encore pour souligner de façon évidente la répression policière, *Le Devoir* publie une dépêche de Reuter le 26 mai 1975 qui raconte une histoire plutôt nébuleuse. Un jeune homme de 18 ans, Luis Arriola, aurait été tué par la police dans des circonstances peu claires à Ondarroa selon un porte-parole de la police : « Arriola avait attaqué un membre de la garde civile qui, en perdant l'équilibre, a fait usage de son fusil par erreur ». De source nationaliste basque, on déclare que « le jeune homme a été arrêté dans une rue du village alors qu'il rentrait chez lui en compagnie d'amis et de professeurs ». Selon des témoins, Arriola a été entraîné par les policiers malgré ses cris et protestations et a été enfermé à la caserne de la garde civile. Le tribunal local aurait ensuite informé les parents qu'il était mort et enterré. Dans le respect des normes journalistiques, les deux versions, officielle et basque, sont offertes au lecteur, lui permettant de se forger sa propre idée des événements. Toutefois, le fait d'aborder cette histoire montre une dénonciation certaine des méthodes policières. Le choix du titre ne fait aucun doute sur l'effet escompté par le journal : « Impitoyable répression au Pays basque ». La crédibilité semble se porter sur la version des témoins,

d'autant plus que le récit de la police, tel que présenté par le journal, apparaît un peu loufoque. *Le Devoir* montre ainsi que le fait d'offrir les deux côtés de la médaille au lecteur ne génère pas nécessairement un texte neutre si l'une des deux versions semble légèrement tirée par les cheveux.

Pour clore cette section sur les actions des militants et la répression exercée par le gouvernement, penchons-nous sur un texte publié dans *Le Devoir* dans lequel il est question d'un rapport d'*Amnesty International*. Le 1^{er} octobre 1975, l'article intitulé « La police a fait un usage massif et permanent de la torture en Pays basque » accuse les forces de sécurité espagnoles « d'avoir eu recours à un usage massif et systématique de la torture dans les provinces basques affectées cette année par une campagne de trois mois contre le mouvement séparatiste ». Deux représentants des bureaux de Londres affirment que des détenues ont été torturées jusqu'à cinq fois par jour. Le document dresse un portrait des différentes tortures et du sadisme envers les prisonnières. Ce rapport très accablant pour la police et le gouvernement espagnol n'est pas soulevé par les deux autres quotidiens montréalais. La publication de ces données est une façon pour *Le Devoir* de montrer, de sources crédibles, que la police abuse réellement de ses pouvoirs, donnant des arguments en faveur des Basques, ainsi qu'en faveur des droits et libertés civiles.

En somme, la dénonciation des méthodes utilisées par la police est assez présente dans les dépêches et les éditoriaux des trois journaux. Les actions violentes commises par les militants sont, quant à elles, présentées de façons légèrement différentes par les quotidiens. *Le Journal de Montréal* tente la plupart du temps de transmettre sa sympathie pour le peuple basque et son indignation face aux dirigeants franquistes. Les articles que le journal choisit de publier tendent à condamner le régime. Lorsqu'il rapporte des événements, l'accent est mis sur les informations « qui vendent ».

Bien que la *Gazette* n'ait publié que sept textes dans cette analyse de la répression et des actions terroristes, il est intéressant de noter que parmi ceux-ci figurent deux éditoriaux. Le premier se montrait assez dur envers le franquisme et le second dressait un bon portrait de la cause basque, soulignant du même coup la répression abusive du régime. Malgré son souci

pour l'ordre, le journal anglophone n'hésite pas à montrer les abus de la police et de Franco. Lors d'attaques de l'ETA, il demeure très neutre dans sa couverture, parfois même muet. Tout en condamnant le régime, il ne milite pas pour autant pour la cause basque, montrant un certain souci de respecter le mieux possible les normes journalistiques. L'opinion est généralement réservée pour les éditoriaux. Ce sont les valeurs libérales de démocratie qui poussent le quotidien à consacrer des éditoriaux à la question basque.

Durant cette période, *Le Devoir* paraît plutôt suggestif, tout en étant désireux de relater toutes les informations disponibles sur la situation de l'Espagne. Quelques fois, cet ajout d'informations contextuelles aide à mieux saisir la réalité basque. Si le quotidien sympathise par moment avec la population réprimée, il le fait en respectant une certaine norme journalistique dite d'objectivité, plus que pour les sujets précédents. Son parti pris ressort lorsqu'on analyse tous les petits indices qui se cachent dans les textes qu'il publie. Le choix des titres par les journalistes et la direction nous donne parfois une bonne idée du message sur lequel le journal veut insister. À d'autres moments, le titre met l'accent sur la nouvelle officielle, alors que la majorité du texte aborde un point différent, soit la cause basque. La publication d'un éditorial permet de comprendre, sans équivoque, l'idée que veut transmettre le journal. L'article en provenance d'*Amnesty International* apporte une crédibilité supplémentaire à la cause des opprimés basques, ce qui était sans aucun doute le but du journal en le publiant. Dans le cas d'assassinats, le quotidien fait preuve d'un peu plus de retenue.

2.4 L'injustice des procès de militants

À partir de la fin du mois de mai jusqu'à la fin d'octobre 1975, l'actualité internationale s'intéresse beaucoup aux procès qui ont cours en Espagne. Plusieurs Basques se trouvent parmi les accusés et certains seront même exécutés. Ces procès sont couverts avec une attention particulière dans les pays d'Europe de l'Ouest ainsi qu'en Amérique. Le Québec ne fait pas exception. Si le sort de plusieurs opposants au régime franquiste est en jeu, dans la presse, c'est le régime de Franco qui est jugé par tout un chacun. Partout sur la planète, des lecteurs se sentent interpellés par le sort des opposants au régime dictatorial

espagnol, le dernier pays d'Europe occidentale mené par un personnage fasciste. L'enjeu dépassant même le sort des Espagnols jugés, les journaux condamnent haut et fort un régime que tous veulent voir disparaître.

Quarante-neuf textes concernent les procès espagnols dans la presse québécoise au cours de la période étudiée. *Le Devoir* en a publié 27, dont huit qui sont des articles originaux (éditorial ou lettre), la *Gazette* 13, dont un éditorial, et *Le Journal de Montréal* neuf, incluant une lettre. L'analyse des articles en question nous permettra de constater que les trois grands journaux montréalais ont tendance à adopter une attitude de condamnation face aux décisions du gouvernement de Franco. S'ils déplorent tous la situation, *Le Devoir* et *Le Journal de Montréal* prennent toutefois une position un peu plus partielle que celle de la *Gazette*. Analysons maintenant cette couverture sur les procès de militants afin de bien comprendre les subtilités utilisées par chacun des quotidiens.

Pour entreprendre cette partie, nous scruterons d'abord les textes exprimant une opinion directe sur la situation, soit les éditoriaux proposés par tous les journaux au cours de la période étudiée. Le premier article à paraître sur ces procès est une longue lettre de Pierre Vallières placée dans la section éditoriale du *Devoir* du 27 mai 1975. Dans un texte intitulé « Un nouveau Burgos - Des militants espagnols, dont sept femmes, risquent la peine de mort », l'auteur bien connu du livre *Nègres blancs d'Amérique* explique qu'un comité de solidarité avec les prisonniers politiques espagnols est en voie de formation à Montréal. Du même souffle, il annonce une manifestation devant le consulat d'Espagne à Montréal, en même temps que se tiendra à Paris une réunion monstre pour exiger une fois de plus la libération d'Éva Forest et de quinze de ses compagnons. Ces derniers sont accusés de complicité dans l'assassinat de l'amiral Carrero Blanco survenu le 20 décembre 1974. Vallières précise qu'Éva Forest est docteure en médecine et psychiatre et que son mari est le dramaturge Alfonso Sastre. L'auteur aborde différents efforts de solidarité dont le lancement du livre *Journal et lettres de prison d'Éva Forest*, ainsi que la distribution de dossiers sur les prisonniers politiques espagnols pour réclamer l'appui des Québécois et des Canadiens. Vallières parle aussi de l'ouverture du procès de Garmendia et Berria, militants du mouvement révolutionnaire basque ETA. Il souligne que Garmendia est complètement

paralysé à la suite des tortures subies depuis son arrestation. Le nationaliste Pierre Vallières se porte non seulement à la défense de tous les accusés, dont les deux Basques de l'ETA, mais il incite aussi la population à protester contre cette injustice. Cette lettre à haute saveur partisane de Pierre Vallières reflète-t-elle la pensée du journal ? Par sa nature, la page éditoriale est justement l'espace dédié au journal pour exprimer son opinion sur l'actualité.

Pour demeurer dans l'analyse des articles d'opinion dans *Le Devoir*, voici un éditorial publié le 29 septembre 1975 signé de la main de Georges Vigny. Sous le titre « Pour quoi meurt-on en Espagne », l'auteur affirme que :

...la répression tant sur le front révolutionnaire du FRAP [Front révolutionnaire antifasciste et patriote formé de dissidents du Parti communiste espagnol] que du front autonomiste basque est destinée à intimider sinon à neutraliser. Force est de reconnaître que l'objectif est complètement raté. Alors que la vague de colère soulève le Pays basque, une tempête anti-espagnole balaie l'Europe et s'étend aux autres continents montrant qu'à mesure que le franquisme se déchaîne, il se coupe des masses espagnoles et du reste du monde.

Dans son long texte, Vigny défend l'idée que trop de jeunes sont tombés pour une cause juste pour que la répression fasse encore peur. Il croit que non seulement la répression en Espagne est absurde, mais qu'elle est aussi aveugle : « elle ne se rend pas compte qu'avec un dictateur dépassé le peuple n'a plus d'angoisse du changement ». Bref, ce que l'auteur montre, c'est qu'avec l'énorme répression du régime, les gens ont fini par ne plus avoir peur de braver les matraques. La dernière idée véhiculée dans ces lignes porte sur le comportement des autres pays, témoins de la situation espagnole, écorchant au passage le Canada et les États-Unis : « [...] certains silences ont des aspects d'intolérable complicité ». Vigny soulève ainsi l'absence de prise de parole officielle du gouvernement canadien. En somme, il présente un article très poignant de la situation en Espagne. L'opinion de Vigny est claire : l'attitude du régime franquiste est déplorable et trop de gens payent trop cher pour s'y opposer.

Georges Vigny signe un autre éditorial sur la question durant la période d'analyse. Ainsi, dans *Le Devoir* du 30 septembre 1975, il aborde la justice expéditive franquiste. Dans son article, « Ottawa touché par l'horreur », Vigny note avec un évident plaisir que « Madrid

se sent de même obligé de minimiser officiellement le nombre de ceux qui, au Pays basque, ont osé défier la loi répressive pour manifester par une grève générale ». Il affirme toutefois que « le sursaut d'horreur qui a soulevé la conscience collective, isolant totalement l'Espagne du reste du monde, semble avoir ralenti le processus dit judiciaire ». Il ajoute : « Et ce sursaut d'horreur, il faut bien s'en féliciter, a atteint le Canada aussi rapidement que la France ». Vigny parle bien ici de la population canadienne, non pas du gouvernement. L'éditorialiste termine en soulignant la tenue à Québec et à Montréal de mouvements d'indignation. Encore une fois, cet éditorial montre une vision très critique du régime espagnol, tout en mettant de l'avant la prise de position des Québécois et des Canadiens dans la dénonciation de la répression. Visiblement, *Le Devoir* apporte son appui au mouvement en faveur de la démocratisation politique et de la justice sociale.

Dans son édition du 1^{er} octobre 1975, *Le Devoir* multiplie les articles sur la répression au Pays basque. Les trois articles suivants s'articulent tous autour de la dénonciation du régime franquiste au Québec ou au Canada. Dans ses pages éditoriales, *Le Devoir* publie une lettre, « Le quasi-silence du gouvernement canadien », dans laquelle un lecteur, Michel Lebel, s'insurge contre le fait que le gouvernement canadien n'ait encore rien fait pour protester contre les exécutions. L'auteur croit que « l'image internationale d'un Canada pacifiste, impartial, humanitaire s'effrite constamment pour laisser place à la réalité non fardée: un Canada petit valet généralement docile de l'impérialisme américain, puisqu'il partage avec lui le même butin ». Enfin, à propos du gouvernement, Lebel conclut qu'« après octobre 1970, on ne peut plus clamer si haut la défense des droits de l'homme... » Mais si les autorités politiques se font si discrètes, il en est autrement de la population qui se mobilise de plus en plus, et ce, malgré la cicatrice laissée par les événements d'octobre 1970. Les journaux, comme *Le Devoir*, permettent de propager les idées de ce mouvement contestataire.

On retrouve aussi dans les pages du *Devoir*, toujours à la même date, un article de Louis-Gilles Francoeur qui rapporte que le Conseil central de Montréal, présidé par Michel Chartrand, en collaboration avec différents groupes populaires de la métropole, a décidé « d'entrer dans le mouvement international de dénonciation du régime dictatorial espagnol à la suite de l'assassinat des cinq militants ». Francoeur annonce une série d'initiatives

destinées autant à protester contre la dictature franquiste qu'à sensibiliser le reste de la population aux problèmes de ce pays. Dans cet article, il est intéressant de souligner que le comité en question donne son appui à divers mouvements contestataires, dont l'ETA qui prône des actions armées... Le texte n'est pas placé en section éditoriale, mais plutôt dans la section réservée aux nouvelles nationales. *Le Devoir* accorde donc une fois de plus de la visibilité au mouvement d'opposition au régime, sans contester la cause.

Le dernier article publié dans *Le Devoir* en ce premier octobre 1975 est un éditorial de Georges Vigny intitulé, « Jusqu'où peut-on aller loin ? », qui débute en expliquant que « si les cinq militants exécutés samedi voulaient entraîner une accélération du processus répressif et, ce faisant, forcer un franquisme incapable de reculer à se désintégrer par une folie meurtrière, l'objectif est atteint ». Conscient des limites des protestations extérieures, Vigny affirme que « pour n'avoir ménagé aucune critique devant un régime coincé à la répression, nous nous permettrons aussi de souligner que prêcher par excès est à effet de boomerang en cette matière ». Selon lui, « la prise de conscience collective est réjouissante en ce qu'elle témoigne de la compréhension de l'enjeu qui est celui d'une démocratie plus libre et plus juste partout où souffrent des hommes et qui luttent pour une cause légitime ». Vigny souligne par contre que si un pays en condamne un autre où sont réprimés des autonomistes ou des dissidents politiques, il se met alors dans l'impossibilité d'agir en faveur de ces mêmes persécutés. Bref, l'auteur semble heureux de la vague de protestation qui a atteint le Québec, tout en s'interrogeant sur les effets que peut entraîner une telle levée de boucliers sur le sort des Basques. Vigny remet ainsi en question la façon de procéder pour aider le peuple basque. Si jusqu'à maintenant les articles présentés en sont de contestation du régime, il est intéressant de souligner que cet éditorial de Vigny semble véritablement se soucier des Basques. Plus que l'idée de démocratie ou de justice, ce texte transmet la nécessité d'aider ce peuple durement atteint par la répression espagnole.

La *Gazette* se joint aussi à la vague de dénonciation de la répression en publiant un éditorial le 3 octobre. Duart Farquharson, qui fut directeur de la page éditoriale du *Edmonton Journal*, rédige de Paris un texte intitulé « Canada, US look the other way as Europe decries Spain's executions » dans lequel il souligne que les protestations contre les exécutions

espagnoles viennent principalement d'Europe de l'Ouest et d'Amérique latine, tandis que les Nord-Américains se montrent plus insensibles. Farquharson affirme que le monde attend encore un énoncé clair de la part du premier ministre Pierre Elliott Trudeau. Une photo de Franco accompagne l'article sous laquelle on peut lire « unanimous opposition ». Si à première vue, il peut sembler étonnant que la *Gazette* consacre un éditorial à la cause basque, on constate après la lecture de ces lignes qu'il est plutôt question d'analyser la réaction des pays extérieurs, offrant un éclairage différent sur les protestations européennes. C'est du mouvement condamnant l'autoritarisme du régime dont il est question, et non pas du sort des Basques.

Il est intéressant de noter qu'à cette même date, *Le Journal de Montréal* propose un article de Jocelyne Despatie, une ancienne felquiste arrêtée en octobre 1970 et ex-standardiste au bureau du premier ministre à Montréal. Dans ce texte qui porte le titre « Québécois invités à manifester contre les fascistes d'Espagne », elle demande aux Québécois de joindre les rangs de ce « comité en appui au peuple espagnol » lors d'une manifestation le lendemain à la Place Victoria en direction du consulat espagnol.

Les éditoriaux et les lettres, dont il vient d'être question, ont le mérite d'être très clairs sur le positionnement de chacun des journaux. Mais les journaux peuvent aussi prendre parti autrement. Quelquefois, la publication de certains textes d'agence de presse arrive sensiblement au même résultat, celui d'influencer le lecteur. C'est le cas ici du texte de Reuter qui se retrouve dans l'édition du 7 juin 1975 du *Devoir* publié sous le titre « Procès de Burgos: cinq Basques condamnés de 6 à 23 ans de prison ». La lecture de la dépêche nous apprend que le tribunal militaire de Burgos a condamné cinq Basques arrêtés en décembre 1973 après un attentat à la bombe dans un garage de San Sebastian qui avait, précise-t-on, provoqué d'importants dégâts, mais n'avait pas fait de victimes. Dans le procès à huis clos, le barreau des avocats avait demandé la suspension des procès politiques, estimant que les conditions nécessaires à des procès équitables n'existaient plus. On explique aussi qu'un groupe de jeunes avocats fait circuler un document clandestin donnant la liste de 42 personnes qui affirment avoir été torturées par la police le mois dernier : « frappés à coups de pied et de poings, avec barres de fer et crosses de pistolet et menacés de mort ». On termine

en annonçant que les éléments de gauche et les séparatistes basques essaient d'organiser une grève générale le 11 juin pour protester contre ce qu'ils estiment être la répression. Ce texte d'agence de presse explique seulement la version des Basques, et non celle des autorités. Avec toutes ces accusations lancées contre le régime, on est en mesure de dire que le texte, très imagé, inspire au lecteur une grande sympathie pour ces Basques qui se battent contre la répression dont ils sont victimes. Il est évident que les informations décrites plaident en leur faveur.

Comme le journal *Le Devoir* est celui qui publie le plus grand nombre d'articles sur les événements, il arrive qu'il soit parfois le seul à faire état de certaines informations. Prenons-nous sur un autre exemple qui montre que les dépêches peuvent être ponctuées de petites remarques nous permettant de déchiffrer l'opinion du journal sur les procès. Le 19 septembre 1975, *Le Devoir* rapporte un autre procès, celui de cinq membres du Front révolutionnaire antifasciste patriotique (FRAP) qui attendent de recevoir la confirmation de la condamnation à mort. La direction du journal ajoute le titre suivant au texte de Reuter et d'AFP : « Dix peines capitales en un mois; Cinq autres militants du FRAP sont condamnés à mort à Madrid ». Certaines informations viennent influencer le lecteur, par exemple lorsqu'on précise que les accusés ont reconnu, sous la torture seulement, leur affiliation au mouvement et le meurtre d'un policier. De plus, dès les premières lignes, le lecteur apprend que parmi les accusés se trouvent deux femmes enceintes. L'article explique le fonctionnement des exécutions au garrot qui semble totalement archaïque. Il est aussi question de plusieurs irrégularités judiciaires. Tous ces éléments font en sorte que le texte présente les autorités sous un mauvais jour. Encore une fois, les faits les accusent sans contrepartie.

Le lendemain, *Le Devoir* fait état de nombreux appels qui s'élèvent à travers le monde et en Espagne pour que soient épargnées les vies des cinq militants du FRAP. Le texte de Reuter nous apprend que quelque 800 personnalités espagnoles du monde des arts et des professions médicales et juridiques ont demandé au président Franco d'user de son droit de grâce. Le gouvernement italien, qui a ressenti un choc profond à l'annonce des condamnations, a demandé au gouvernement espagnol de commuer pour des raisons

humanitaires les dix condamnations à mort prononcées ces dernières semaines en Espagne. On apprend aussi que le Pape Paul VI est intervenu par les voies diplomatiques auprès du général Franco pour sauver la vie des cinq jeunes Espagnols. Ce texte abonde dans le même sens que les précédents publiés dans *Le Devoir* qui condamnent la répression, les procès militaires et le régime franquiste.

Toujours sur la même lancée, un texte de Reuter et d'AFP dans *Le Devoir* du 23 septembre 1975 nous informe qu'une délégation française qui tentait une démarche auprès des autorités espagnoles en faveur des 11 condamnés a été expulsée d'Espagne. La délégation en question était porteuse d'un document signé par André Malraux, Pierre Mendez-France, Louis Aragon, Jean-Paul Sartre et François Jacob. Ils y demandaient que les règles fondamentales de la justice soient respectées pour les hommes et les femmes d'Espagne. Ils y dénonçaient les tribunaux d'exception espagnols qui viennent de condamner à mort neuf hommes et deux femmes sans leur donner le droit à la justice. Il s'agit encore d'un article qui nous montre l'opposition face au régime franquiste et, par conséquent, le support déployé pour sauver les militants basques chez les Français. Cette information permet au lecteur de bien comprendre l'étendue du support international dont bénéficient les prisonniers basques.

Il arrive aussi au *Journal de Montréal* de publier des dépêches un peu plus subjectives ; c'est le cas de ce long texte d'AFP publié le 28 septembre : « Les fusillés d'Espagne : le monde entier proteste ». Un peu comme dans le cas du *Devoir*, la lecture de ces lignes nous apprend que l'exécution de cinq révolutionnaires âgés entre 21 et 27 ans soulève dans le monde entier une immense vague de tristesse et de protestation. On relève que le Pape a dit avoir un certain poids sur le cœur et qu'il a qualifié la répression d'absurde. La dépêche, clairement subjective, ne souligne que l'opposition qu'obtient la décision de Franco.

Certains textes publiés par *Le Devoir* usent d'une approche plus subtile qui, en apparence s'écarte moins des normes journalistiques. Une dépêche de Reuter et d'AFP du 7 octobre parle de la décision de la CEE de ne pas reprendre les négociations avec l'Espagne à la suite des exécutions de condamnés politiques. Élément nouveau, le texte présente la vision

du gouvernement espagnol du séparatisme basque et de la lutte qui en découle : « Par des mesures appropriées, l'État veut une unité toujours plus étroite de la nation espagnole. C'est, selon le gouvernement, contre cet objectif même que sont dirigées les attaques du terrorisme. » Or, pour contrebalancer cette citation gouvernementale, *Le Devoir* s'est gardé le droit d'expliquer la gravité et l'injustice de ces « mesures appropriées »... Plusieurs événements sont relatés, montrant la tension qui règne au pays : gardes civils tués, arrestation de prêtres, meurtre de militants basques. On termine en abordant les changements envisagés dans les forces armées espagnoles, en soulignant que les officiers généraux qui seront promus sont considérés comme des « franquistes orthodoxes », ce qui n'annonce rien de bon. Dans cet exemple, même si la version des autorités est décrite, les faits présentés font encore pencher la balance du côté des opprimés.

La couverture des attaques de l'ETA reste plus facilement objective, étant donné que toute démarche violente peut difficilement attirer la sympathie. Pourtant, le 20 octobre, lorsque le journal relève l'assassinat d'un policier de la garde civile par l'ETA, le texte de Reuter, qui porte le titre neutre de « Un garde civil abattu près de San Sebastian » précise que la victime était inscrite sur la liste noire de l'organisation comme un interrogateur connu de l'ETA et signataire de l'ordre d'exécution de trois des cinq militants condamnés le mois précédent. On ajoute que le lieu de l'assassinat a été choisi pour son impact psychologique, puisque Zarauz fut le théâtre d'une exécution d'un militant devenu légendaire en entonnant l'hymne nationaliste basque face au peloton d'exécution. Cette dépêche de Reuter aborde donc l'assassinat tout en donnant beaucoup de renseignements sur les motivations probables des militants, informations qui dédramatisent le meurtre. Peu importe l'événement couvert, un jugement perce face au régime franquiste dans ces dépêches et éditoriaux.

Les dépêches qui se retrouvent sur les différents fils de presse, bien qu'anonymes, découlent aussi d'une sélection subjective de la part de son auteur. Les journalistes qui utilisent ensuite ces textes sont libres de choisir le texte qui leur convient, et même de la couper selon leurs besoins. Ces dépêches sont donc aussi le fruit de plusieurs choix éditoriaux.

Comme certaines nouvelles nous le permettent, il serait maintenant intéressant de comparer les méthodes utilisées par chacun des journaux dans le traitement de l'information. Ainsi, le 28 août 1975, la *Gazette* présente un texte pris sur le fil de presse de UPI intitulé « Spain imposes death penalty » qui apprend aux lecteurs que le gouvernement a demandé la peine de mort pour toutes les personnes ayant tué un policier, un militaire ou un garde civil. Le texte explique que la nouvelle loi pour la prévention du terrorisme donne aussi le pouvoir aux policiers de fouiller les maisons et de détenir des suspects pendant cinq jours. Dans ce très court texte en section internationale, la *Gazette* montre bien l'autoritarisme du régime. Le même jour, *Le Devoir* publie, à la une, une brève dépêche d'AFP, « Espagne: la loi anti-terroriste entre en vigueur », qui aborde la question un peu différemment. D'entrée de jeu, le journal mise sur les répercussions de cette loi sur le procès : « Le conseil de guerre, chargé de juger les deux militants basques [...] se réunit [...] à Burgos dans un climat alourdi par l'entrée en vigueur hier du décret-loi *anti-terroriste*. » Les lignes suivantes expliquent les nouvelles mesures qui permettent aux autorités de sanctionner toute approbation des mouvements terroristes ou toute aide qui leur serait apportée. Ainsi, la comparaison entre les deux textes permet de réaliser que la *Gazette* traite la nouvelle de façon plus détachée en s'attardant à la description sommaire des mesures, alors que *Le Devoir* met l'accent sur le procès controversé des Basques. De plus, le journal présente cette dépêche à la une, lui accordant un meilleur impact.

Le lendemain, 29 août, une dépêche de Reuter dans *Le Devoir* nous apprend que des grèves ont paralysé 65 entreprises dans les provinces basques en protestation contre le procès à Burgos de deux militants de l'ETA. On précise que de nombreux travailleurs ont répondu à l'appel à la grève lancé par les autonomistes basques et par des organisations de gauche, en dépit des rigoureuses mesures anti-terroristes. De sources ouvrières, on parle de 20 000 grévistes. L'article s'attarde sur la situation de Garmendia, blessé à la tête au cours de son arrestation. Il décrit son habillement et explique que ses facultés de raisonnement sont affaiblies. Il est mentionné vers la fin du texte que quatre témoins du meurtre du caporal ont déclaré que Garmendia n'était pas un des deux hommes qui ont abattu le policier. L'avocat affirme que les empreintes sur l'arme auraient été apposées après l'arrestation du militant. Dans la *Gazette*, le fil de presse de UPI informe les lecteurs sur les grèves. À propos du

procès, le texte parle plutôt des exécutions au garrot, en plus de revenir sur la loi anti-terrorisme. Aucune mention du témoignage des témoins au procès n'est présente dans l'article. Cette comparaison entre les deux quotidiens nous permet une fois de plus de constater l'énorme différence qui peut se glisser entre eux. Cette sensibilité du *Devoir* face aux Basques et à l'injustice du procès est une fois de plus mise de l'avant si l'on compare avec la *Gazette* du même jour, qui reste plus distante face aux procès et à la situation des Basques. Les exemples qui vont dans cette même direction sont nombreux.

Le 30 septembre est une journée marquée par plusieurs articles concernant les exécutions au Pays basque. D'abord, dans *Le Journal de Montréal*, trois dépêches traitent de l'Espagne dans la même page. Il est question d'un vol vers Madrid coincé à Montréal en raison de la suspension des vols de la compagnie Iberia par le Mexique, de la retenue au pays de l'ambassadeur canadien à Madrid et du boycottage de l'Espagne à l'ONU par plusieurs délégations. Le président de l'assemblée onusienne s'est dit déçu par le peu de cas fait aux appels à la clémence qu'il avait lancés. Alors que tous les textes du *Journal de Montréal* abondent dans le même sens, soit les critiques mondiales face au franquisme, la *Gazette* choisit de relever la position du gouvernement espagnol. Ainsi, selon un texte de PC et AP qui porte le titre « Two more trials planned - Spain rejects world protests », le gouvernement espagnol dit rejeter les protestations dans un communiqué officiel issu d'un cabinet d'urgence : « it will not be intimidated by the international protests ». Le gouvernement réaffirme son droit à la dignité et la souveraineté sur le peuple espagnol. Toutefois, le quotidien mentionne aussi avec insistance les dénonciations internationales.

Toujours le 30 septembre, *Le Devoir* présente aussi trois articles. Dans le premier situé à la une du journal, on apprend par AFP-Reuter-AP que la Communauté économique européenne se prépare à geler ses négociations commerciales avec l'Espagne. On note le silence éloquent maintenu par les États-Unis face aux exécutions en Espagne. Le texte, intitulé « L'Espagne franquiste isolée et les États-Unis embarrassés » affirme que le régime du général Franco est responsable de l'apparition du terrorisme en Espagne. Le deuxième article publié en page sept, « Madrid - Ottawa protesterait en ne renvoyant pas son ambassadeur », traite du fait que l'ambassadeur du Canada à Madrid ne rejoindra pas son

poste. On apprend que des professeurs et des étudiants de l'Université Laval et divers mouvements populaires ont entrepris de mobiliser l'opinion publique. Le dernier article est un éditorial de Georges Vigny qui souligne qu'Ottawa est touché par l'horreur. Bref, les textes du *Devoir* condamnent tous l'attitude de Madrid.

Des trois quotidiens, seule la *Gazette* accorde une certaine importance à la réplique du gouvernement franquiste, alors que les autres choisissent des dépêches visiblement dénonciatrices. La *Gazette* respecte ainsi les règles d'objectivité, en rapportant également les dénonciations mondiales contre le régime franquiste. Des trois journaux, il devient assez visible que le quotidien anglophone applique de façon plus rigoureuse les normes journalistiques du journal d'information d'objectivité, comme le mentionnait dans ses études l'historien Jean de Bonville¹⁰.

La nouvelle en provenance d'Espagne du 4 octobre 1975 est celle d'une manifestation pro-franquiste. Cet événement est traité de façon assez semblable, soit succinctement et froidement, tant du côté du *Devoir* que de la *Gazette*, sous les titres « Madrid : guerre ouverte contre les opposants » et « Protests put Spain at war official warns ». Le gouvernement y dénonce les critiques intérieures et étrangères. Le lendemain, *Le Journal de Montréal* en fait mention, mais avec une facture différente. Le minuscule texte qui parle du soutien à Franco est accompagné d'une photographie sous laquelle la direction a inscrit : « La marée fasciste ! » Avec une légende comme celle-ci, on peut déduire que le texte vise non pas à faire l'éloge du gouvernement espagnol, mais bien le contraire. L'événement est tourné en dérision, ce qui est très caractéristique du journal qui aime habituellement relever des sujets insolites et sensationnalistes.

Parfois, certains sujets sont traités de façon semblable dans l'actualité. Ainsi, le 22 septembre 1975, la *Gazette* apprend à ses lecteurs que la cour militaire a condamné à mort les séparatistes basques et annonce aussi l'arrestation de 57 militants de la gauche. Le texte de AP et UPI souligne que le régime a donné 11 sentences de mort à des marxistes ou à des

¹⁰ Jean de Bonville, *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985 : morphologie et contenu*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, 223p.

séparatistes en moins d'un mois. Deux cents personnes accusées ou suspectées de violence politique seraient en détention. Après être revenu sur le fait que la loi anti-terroriste est critiquée par l'Église, les avocats et les journalistes, le texte intitulé « Basque sentenced to die » se termine en soulignant l'annonce d'un boycottage de l'Espagne par les Italiens. Le journal anglophone se range ainsi du côté du *Devoir*, qui défend un point de vue semblable avec la publication d'un texte du fil de presse de Reuter et d'AFP au titre plutôt révélateur : « Indignation et protestations dans toute l'Europe après la onzième condamnation à mort en Espagne ». On dresse une longue liste de gens et d'institutions espagnoles et européennes qui s'opposent aux peines de mort. La mince différence qui peut être relevée entre les deux journaux est que la *Gazette* donne un peu plus d'informations sur la position gouvernementale.

Alors que *Le Devoir* publiait le 29 septembre 1975 un éditorial de Georges Vigny sur la répression, *Le Journal de Montréal* présente un texte intitulé, « ONU: le Mexique demande l'expulsion de l'Espagne », qui aborde la question des protestations mondiales, notamment celle du président du Mexique, Luis Echeverria. L'agence UPI affirme que près de Bilbao, la police a ouvert le feu contre 2000 manifestants qui hurlaient : « Assassins, nous vengerons nos morts ». Ce texte du tabloïd montréalais se joint aussi au mouvement de sympathie pour les militants basques. Aucune déclaration du gouvernement espagnol n'est relevée sur la situation. Toujours le même jour, sur la une de son édition, la *Gazette* parle aussi des paramilitaires qui ont ouvert le feu sur des manifestants au Pays basque. Le texte « Crisis erupt in Madrid after five guerrillas shot » de AP et UPI parle des ambassadeurs qui ont été rappelés par plusieurs pays outrés. Tout comme dans l'article du *Journal de Montréal*, le quotidien anglophone mentionne les manifestations et les protestations basques qui sont appuyées par des milliers d'Européens. La *Gazette* va même jusqu'à publier une photographie des manifestations contre les exécutions tenues en Italie. Les textes sont plutôt semblables, sauf la citation des manifestants utilisée seulement par *Le Journal de Montréal*.

Lorsqu'il est question d'exécution de militants opposés au régime, les trois quotidiens ne peuvent que prendre position. La publication de plusieurs éditoriaux leur permet de défendre leur point de vue sur une situation qui va à l'encontre de l'idéal moral et

démocratique de la société québécoise. Parfois, ce jugement face au régime franquiste et à ses institutions transparaît soit dans le contenu ou dans la mise en forme des articles, particulièrement dans *Le Devoir* ou dans *Le Journal de Montréal*. La *Gazette* partage aussi ces principes démocratiques, mais tente de faire preuve d'un peu plus de neutralité dans le choix de ses dépêches, citant parfois la position gouvernementale. Elle demeure plus froide face à la situation des militants basques que *Le Devoir*. Comme nous l'avons soulevé un peu plus tôt, le quotidien anglophone semble se soucier davantage des règles convenues du journal d'information. Que ce soit donc dans les éditoriaux ou dans les dépêches, cette prise de position, contre les procès et les exécutions, découle certainement des valeurs libérales des journalistes. En revanche, un souci réel pour les Basques ressort des articles publiés dans *Le Devoir* lors de cette période consacrée aux procès. C'est donc dire qu'en plus de s'insurger contre ces atteintes aux droits et libertés des individus, la lutte du peuple basque préoccupe ses journalistes. Dans cette première période, plusieurs éditoriaux publiés par *Le Devoir* s'attardaient à décrire et justifier la situation des Basques au sein de l'Espagne centralisatrice.

Pour conclure l'analyse de la première période qui s'arrête en 1975, notons quelques observations. Tous les éditoriaux et lettres diverses analysées dans ce chapitre tendent à appuyer la cause des opposants au régime, mais un certain parti pris est aussi visible dans plusieurs dépêches. Nous avons soulevé une certaine différence dans le traitement journalistique entre les différentes agences de presse, la *United press international* semblant plus sensationnaliste que l'agence *Associated press* par exemple qui respecte un peu plus les normes journalistiques d'impartialité. Bien que les normes journalistiques appellent les journalistes à demeurer neutres dans la description d'un événement, tout journaliste est pourvu d'opinion. La morale poussant la majorité des spectateurs des événements à appuyer les « victimes du régime franquiste », les journalistes partagent aussi ce point de vue. Selon certaines analyses historiques dont celle de Saint-Jean, le côté militant de certains journalistes dans les années 1970 se traduit par une politisation et une radicalisation de leur idéologie¹¹. Cette prise de position politique est bien sentie lors de la lecture des différents éditoriaux proposés lors de cette période historique.

¹¹ Armande Saint-Jean, *Éthique de l'information – Fondements et pratiques au Québec depuis 1960*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2002, p.139.

Dans l'ensemble, il est évident que le combat des Basques suscite une certaine sympathie chez les journalistes québécois et internationaux (agences de presse). *Le Devoir* est décidément le journal le plus détaillé. Publiant des articles d'opinion plus directs et des dépêches parfois plus ou moins subtiles, il s'implique à sa façon dans les nouvelles qui sont proposées à son lectorat. Axé dès sa fondation sur la défense des opposants, de l'injustice et des tendances nationalistes, *Le Devoir* ne peut rester indifférent vis-à-vis la situation basque. Donnée importante dans la fondation du nationalisme basque, le catholicisme interpelle aussi le journal dont le directeur, Claude Ryan, et plusieurs lecteurs sont ouvertement catholiques. L'engagement du clergé basque dans l'opposition au régime franquiste influence sûrement la direction du quotidien.

Moins intéressé par les nouvelles internationales, malgré tout, *Le Journal de Montréal* offre une belle visibilité à la cause. La présence de René Lévesque dans les rangs du tabloïd doit sans doute contribuer à l'intérêt porté aux nationalistes basques. Certains textes publiés par ce quotidien témoignent d'un plus grand sensationnalisme que dans les autres journaux, ainsi qu'un peu plus de provocation dans le choix des mots.

Finalement, la *Gazette* fait preuve d'un peu plus de rigueur journalistique, dans le sens où les articles présentés sont moins partisans face aux Basques. Toutefois, le journal anglophone dénonce, comme les deux autres journaux, les abus du régime franquiste. Plus distante face au sort des Basques et muette dans la saga des prêtres revendicateurs, la *Gazette* publie tout de même des éditoriaux durant cette période exprimant ainsi son point de vue sur le sort réservé aux opposants du régime.

Il est important de préciser que ce sont souvent les événements qui poussent les journaux à être parfois plus subjectifs. Comme la réplique des autorités est souvent absente, et cela peu importe l'événement, les dépêches ne montrent qu'un côté de la médaille. En présence d'un régime fasciste, il est évident que la sympathie pour les opprimés transparaît. C'est donc dire que l'aspect politique est très important. C'est surtout l'oppression que les articles condamnent.

Les nouvelles qui traitent de procès de militants ou de répression sont ainsi plus facilement favorables à la cause basque. Dans les trois journaux, lorsqu'il est question d'attentats ou de meurtre de la part des divers mouvements nationalistes, il est certain que les textes témoignent d'un peu plus de retenue. Ces textes sont généralement plus neutres. Il est facile de prévoir que si la violence des attaques organisées par les Basques augmente, la sympathie qui transparaît des dépêches et autres articles d'opinion risque de s'amenuiser. Le contexte social et politique s'appêtant à changer avec la mort du général Franco, la couverture proposée par les journaux montréalais risque d'être différente aussi.

CHAPITRE III

SYMPATHIE MITIGÉE (1976-1978)

Lorsque Franco décède le 20 novembre 1975, le pays qu'il laisse derrière lui est en crise. L'Espagne est alors un État catholique où l'Église condamne le régime, un État qui interdit les grèves qui pourtant se produisent par milliers, un État antilibéral qui essaie de trouver une forme de légitimité démocratique¹. Bref, le régime ne convenait plus aux besoins de la population. Si l'homme fort de Madrid a régné seul en maître pendant plusieurs décennies sur le peuple espagnol, les derniers mois de son existence laissaient entrevoir une contestation grandissante. Avec la mort de Franco, l'Espagne doit décider du chemin qu'elle suivra et cette période de transition ne se fera pas sans heurt. En effet, la mort du Caudillo ne sonne pas celle de l'idéologie franquiste et des affrontements entre plusieurs milieux : extrême-gauche, différents nationalismes régionaux, extrême-droite franquiste, armée conservatrice et mouvements libéraux. Francisco Franco est mort, mais l'Espagne bouillonne et tente de se redéfinir, avec toutes les profondes blessures qui caractérisent l'histoire de son peuple.

Ces années de transition précédant l'adoption d'une nouvelle constitution, votée par référendum le 6 décembre 1978, sont donc celles d'actions terroristes encore plus poussées qu'auparavant, notamment de la part du mouvement séparatiste basque qui souhaite faire valoir son idée d'indépendance. D'autres groupes extrémistes, qui utilisent les mêmes méthodes violentes, se mettent de la partie, c'est le cas du GRAPO (*Groupe de résistance antifasciste du premier octobre*), considéré comme le bras armé du Parti communiste espagnol. La démocratie au Pays basque est alors liée à quatre exigences de la lutte anti-

¹ Maria Goulemot Maeso, *L'Espagne, de la mort de Franco à l'Europe des Douze*, Paris, Minerve, 1986, p.19.

répressive : l'amnistie générale de tous les prisonniers politiques, la légalisation de l'ensemble des partis politiques, la reconnaissance du droit à l'autodétermination ou l'autonomie du Pays basque et le démantèlement ou l'épuration des forces de l'ordre public². Pourtant, aux élections de juin 1977, rien n'est fait. De plus, la répression continue : 44 personnes sont tuées par la police durant les trois ans de la réforme, ce qui fait dire à une grande partie de la population qu'un gouvernement employant les mêmes méthodes que le franquisme ne peut être appelé démocratie³.

Un élément marquant s'impose dans la lecture des événements espagnols de cette période : l'importante campagne entreprise par une grande partie de la population afin de réclamer l'amnistie pour tous les prisonniers politiques espagnols. La plupart des détenus étant d'origine basque, cette quête prend une grande ampleur au Pays basque. Malgré la mort de Franco, les séparatistes de l'ETA jouissent encore d'un certain appui au sein des organisations ouvrières et étudiantes. La population espagnole se mobilise aussi vers la fin de la période contre la répression policière qui s'abat sur la population, principalement au Pays basque.

Avant de se plonger dans les événements qui marquent ces années d'incertitude, il est intéressant de s'attarder à la couverture proposée par les journaux québécois de la mort de l'homme fort de Madrid.

3.1 Franco n'est plus

Pour aborder la couverture de cet événement, il est important garder en mémoire que le Caudillo meurt un mois à peine après les critiques internationales sur les procès et les exécutions des militants anti-gouvernementaux. Dans les dépêches internationales, il est certain que l'heure n'est pas à la condamnation, les articles paraissent plutôt neutres. Malheureusement pour l'analyse, *Le Devoir* a dû cesser sa parution du 11 novembre au 11

² Francis Jauréguiberry, *Question nationale et mouvements sociaux en Pays basque*, Paris, L'Harmattan, 2007, p.284.

³ *Ibid.*, p.285.

décembre 1975, les journalistes étant en grève. Nous ne pouvons donc analyser que le comportement du *Journal de Montréal* et de la *Gazette*.

Le 20 novembre 1975, *Le Journal de Montréal* et la *Gazette* jouent la nouvelle à la une de leur quotidien. L'article de l'agence de presse UPI, utilisé dans les deux cas, est une traduction très fidèle d'un journal à l'autre. En plus de donner quelques détails sur la maladie qui a emporté le Caudillo et sur l'historique de la monarchie espagnole, les textes parlent de Franco comme étant « le dernier dictateur de droite qui avait pris le pouvoir à la veille de la Deuxième Guerre mondiale ». *Le Journal de Montréal* conclut en affirmant que Franco « était un obscur colonel lorsqu'il a pris le pouvoir et qu'il a renversé la République entre 1936 et 1939 lors d'une guerre civile des plus fratricides. » Du côté de la *Gazette*, la critique se lit plutôt sous la photo de l'homme : « Francisco Franco... Tough dictator ». Les deux journaux tentent de présenter la mort de Franco de façon relativement objective, mais trouvent tout de même le moyen de faire passer leur message, que ce soit en fin de texte ou sous les photos.

Cette même journée, la *Gazette* reproduit un article du journaliste américain Milt Freudenheim tiré du *Chicago Daily News*. Il s'agit d'un texte historique intitulé « Franco was soldier of destiny. » Plutôt que de porter un jugement sur le règne franquiste, l'article explique le coup d'État, les alliances internationales et autres événements politiques. Le texte n'apparaît pas comme une critique du régime, seulement un essai de contextualisation. On souligne les ententes avec les Américains, alliés de Franco depuis la guerre froide.

Le lendemain, le 21 novembre, *Le Journal de Montréal* ne propose qu'un article sur le sujet, soit une dépêche de UPI qui explique que l'Espagne a proclamé un deuil de 30 jours. Le texte précise les événements qui suivront, dont le couronnement de Juan Carlos. Comme le journal pige sur le fil de presse pour décrire la nouvelle, il dépend donc des lignes des différentes agences. Le texte demeurant assez objectif, la seule liberté qui s'offre au journal se situe dans l'« enrobage » : photo, légende, titre et emplacement de l'article. C'est donc à ce niveau que se situe l'intervention du journal : le choix des photos et leur légende méritent un coup d'œil. Une première photo montre le roi Juan Carlos et son épouse qui « se

recueillent devant la dépouille du tyran »; tyran étant évidemment un mot nettement péjoratif. La photo suivante est accompagnée du texte : « En 1940, Adolf Hitler recevait en grande pompe son émule, Franco ». Non seulement cette photo a été choisie, mais le mot « émule » teinte aussi négativement le Caudillo en l'associant de la sorte avec le Führer. Sans publier d'éditoriaux et en présentant des dépêches conformes à la norme journalistique d'objectivité, *Le Journal de Montréal* réussit à communiquer sa vision hostile du général, même s'il dépend des fils de presse pour informer son lectorat.

La couverture de la *Gazette* en ce 21 novembre est très variée. Dans un premier temps, la *Gazette* publie la même dépêche que celle parue dans *Le Journal de Montréal*, où on explique le contexte de succession et les forces en présence qui tendent vers la démocratie plutôt que la poursuite du régime dictatorial. Un autre article sur Franco se trouve dans les pages éditoriales dirigées par Tim Creery. Le texte est extrêmement dur à propos de Franco : « Francisco Franco – an apotheosis of mediocrity, a little man who was as much a relic as the religious residua brought to supplement the mechanical organs arrayed around his deathbed – is gone at last, and perhaps just in time ». Toujours dans sa description de l'homme, le texte souligne ceci : « el caudillo was a curiosity even in Spain, a chilling and taciturn man among an emotional and loquacious people, a leader who brought his country in the same isolation among its fellow nations that he imposed on himself at home ». L'auteur croit que de doter l'Espagne d'« ordre », est la moindre des choses, après trois décennies d'une guerre qui a coûté un million de vies et entraîné quelque 200 000 personnes dans les camps de concentration et prisons. Il s'agit là du seul article qui défend une position très tranchée et très dure sur l'homme mort la veille. L'auteur ne mâche pas ses mots à son égard. La *Gazette* affiche sa position de façon très nette dans cette page éditoriale. Bien que la *Gazette* témoigne d'un peu plus d'objectivité depuis le début de l'analyse, il demeure que les journalistes possèdent des valeurs libérales qui s'opposent aux idéaux franquistes. Contrairement aux autres journaux, l'opinion du journal déborde plutôt rarement de la section éditoriale.

Le Québec s'était ému de la situation des prisonniers basques en 1970 et en 1975. Chacun à leur façon, les journaux montréalais, et en dépit des règles journalistiques, avaient

laissé transparaître leur indignation face au régime franquiste. Il n'est donc pas surprenant que ce sentiment soit palpable dans la couverture de sa mort. Les deux journaux respectent la neutralité des textes d'agences, mais ressentent le besoin de faire passer leur message dans le choix et la description des photos, ou dans des articles d'opinion. Dans ce cas, la pratique est conforme à la norme. Le jugement de valeur n'est réservé qu'à la mise en page et aux textes d'opinion.

Dans cette période post-franquiste qui s'ouvre, il est utile de séparer la couverture des événements en deux catégories : les revendications de la population dans les diverses manifestations et les actions violentes perpétrées par les groupes extrémistes. Ces événements seront présentés bien différemment par les quotidiens montréalais. C'est sur quoi nous allons nous pencher à l'instant.

3.2 Appui à la population réprimée

Durant les trois années qui ont précédé l'approbation de la constitution espagnole le 6 décembre 1978, certains éléments reviennent de façon récurrente dans l'actualité espagnole. Les démarches pour obtenir la libération des prisonniers politiques ainsi que celles pour dénoncer la répression policière feront l'objet de plusieurs dépêches dans nos quotidiens. Il n'y a pas que les militants extrémistes basques qui demandent l'amnistie, mais aussi une grande partie de la population et en particulier les organisations de travailleurs. Les forces policières sont souvent blâmées lorsque la population espagnole envahit les rues.

Nous pouvons compter 57 textes dans les journaux montréalais qui font état de différentes manifestations. De ceux-ci, 11 sont publiés par la *Gazette*, 14 par *Le Journal de Montréal* et 32 par *Le Devoir*. L'ensemble des textes est pigé sur les fils de presse, excepté un article écrit de la main de Denise Bombardier dans *Le Devoir* et deux éditoriaux publiés par la *Gazette* lorsqu'il est question de la constitution en décembre 1978.

Ces journaux présentent de diverses façons les événements à la population québécoise. Les premiers textes sont tirés du journal *Le Devoir* qui utilise une technique bien

particulière pour faire passer, parfois en toute subtilité, son message en soutien à la population basque. Le fait d'apporter plusieurs informations contextuelles et certaines précisions sur les événements contribue parfois à favoriser la cause défendue par les Basques. Les prochains articles témoignent donc de cette méthode dite subjective.

Depuis le début de notre analyse, *Le Devoir* est sans contredit le « leader » en matière d'information. Le souci d'expliquer en profondeur les événements, tout en ajoutant beaucoup d'informations contextuelles, est perceptible à plusieurs reprises. C'est le cas de cette dépêche de l'AFP du 27 septembre 1976 alors que *Le Devoir* annonce une grève générale au Pays basque. Celle-ci, en faveur de l'amnistie totale, est soutenue par tous les partis d'opposition ainsi que par les socialistes et les militants de l'ETA. Le texte souligne que la date a été choisie pour appeler le premier anniversaire de l'exécution de cinq militants basques traitée au chapitre précédent. La dépêche rappelle qu'à l'époque, « le monde entier s'était largement ému » et que le Pape lui-même avait téléphoné au général Franco pour qu'il commue les peines en emprisonnement. On précise qu'un an après, les Espagnols n'ont pas oublié. *Le Devoir* rafraîchit ainsi la mémoire du lecteur sur l'exécution controversée des militants basques. Le lecteur ne peut alors que sympathiser avec ce que vit le peuple basque, pour lequel tant de Québécois s'étaient sentis interpellés. Le soutien international à leur égard rappelé par le journaliste renforce la conviction d'une injustice profonde.

Le fil de presse de Reuter et AFP du 14 juillet 1978 donne des munitions à la dénonciation de la répression. Le titre choisi par *Le Devoir* donne le ton : « Pays basque : deux cents policiers saccagent Renteria ». Le texte nous apprend que « des manifestants se sont regroupés afin de protester contre les blessures infligées par la police à deux manifestants la veille. Après avoir chargé les manifestants, les policiers anti-émeutes ont brisé des vitrines et pillé des magasins. » *Le Devoir* rapporte que le gouverneur civil de la province s'était indigné parce que le capitaine commandant la police n'avait pas suivi ses indications demandant de ne pas entrer dans la ville de Renteria. S'il est assez clair jusqu'à maintenant que les forces policières sont à blâmer dans cette nouvelle, le texte se termine sur ces précisions contextuelles : « La police espagnole s'est attirée de vives critiques des milieux politiques et de la presse à la suite de ses interventions à la Feria de Pampelune et à

San Sebastian où deux personnes ont été tuées. » On ajoute que la répression brutale provoque une chaîne de manifestations partout au Pays basque marquant la plus grande agitation depuis la mort de Franco. Avec cette dernière précision, l'idée que ce soit la répression policière qui est tenue responsable de l'agitation, et non la violence des militants, flotte dans l'esprit du lecteur.

Le 9 mai 1977, *Le Devoir* publie un article contextuel sur la situation du Pays basque. De passage dans la capitale espagnole, la journaliste québécoise bien connue, Denise Bombardier, signe un article qui fait état de la situation au Pays basque. Bien que cet article soit situé en pages éditoriales, il s'agit plutôt d'une chronique faisant état de sa propre perception du climat madrilène intitulé « Franco est mort, mais de vieillesse – L'Espagne doit chercher seule son chemin ». En rappelant ses discussions avec des Espagnols, Bombardier explique que le sentiment partagé est que les choses changent et se transforment de jour en jour. Si l'euphorie politique n'a pas sa place, l'auteur croit que c'est parce que des milliers d'Espagnols vénèrent encore la mémoire du Caudillo et que les franquistes « ont encore la tête haute et l'arrogance à la bouche ». Sur le fait que les franquistes sont encore très nombreux au pouvoir, l'auteur commente ironiquement : « Curieux tout de même que pour rester en place, il faille un jour torturer et le lendemain accorder la liberté » ! Selon Bombardier, la violence des extrémistes peut être attribuée à un désir de vengeance, à un désir de faire souffrir en retour des nombreuses souffrances vécues sous la dictature. Elle termine son article en parlant de l'Église déchirée entre l'extrême-droite et l'extrême-gauche et de la situation économique précaire. Le constat de Denise Bombardier est que l'Espagne, présentement secouée, doit « chercher seule le long et difficile chemin de sa conscience trop longtemps exilée ». Reposant sur sa visite en sol espagnol et la perception qu'elle se fait de la situation, le texte de cette collaboratrice occasionnelle demeure somme toute assez sommaire. Toutefois, l'article témoigne de l'intérêt que portent les Québécois à la situation précaire de l'Espagne. Bombardier se tient loin de toute analyse plus poussée du nationalisme, mais elle réussit à bien faire comprendre le climat tendu qui règne dans le pays de Cervantès. Cette publication démontre une fois de plus l'intérêt accordé par *Le Devoir* à la situation espagnole et basque par le fait même. Elle s'inscrit dans la volonté de faire parvenir au lecteur du journal le plus d'informations possible afin de bien comprendre l'actualité espagnole. Dans

une époque de journalisme d'information qui mise sur la vérité et l'enquête, il est important de souligner que les voyages et enquêtes en sol espagnol sont pratiquement inexistantes. Malgré son intérêt pour la cause basque, le quotidien n'a probablement pas les moyens de pousser un peu plus loin l'enquête sur la situation espagnole.

Parfois, les textes sont truffés de petits indices, plus ou moins subtils, sur l'impression que souhaite véhiculer le média. Et le plus souvent dans ces cas-là, ce sont les forces de l'ordre que les journaux ont dans la mire. Regardons maintenant quelques textes publiés ici et là qui nous permettent de bien comprendre la couverture médiatique de l'agitation basque espagnole.

Quelques mois après la mort de Franco, soit le 12 juillet 1976, la *Gazette* publie un texte de l'agence UPI sur les demandes d'amnistie. Intitulé « Amnesty, freedom demanded — Madrid police break up the rally », ce texte annonce d'entrée de jeu que la police s'est mêlée de la manifestation en utilisant des balles de caoutchouc et des gaz lacrymogènes sur les marcheurs regroupés au centre-ville de Madrid. S'ensuit une énumération des moyens utilisés par la police pour arrêter cette manifestation : « The police also used a helicopter, two-man motorcycle teams, horses and water cannon to scatter the youthful demonstrators, who regrouped in small bands and shouted *amnesty and freedom!* » On ajoute aussi qu'à Pampelune, les affrontements ont été d'une extrême violence et que plusieurs manifestants ont été blessés et arrêtés. On précise que cette semaine pro-amnistie a été organisée par l'opposition gouvernementale et les partis de travailleurs. L'idée que se fait la *Gazette* sur l'intervention policière semble assez explicite. Vers la fin du texte, il est question du gouvernement espagnol. Aucune justification n'est donnée aux événements, mais on évoque des ententes à venir, notamment sur l'amnistie de prisonniers et la légalisation du Parti communiste.

Ce qui est très récurrent de la part de la *Gazette* dans la présentation de telles nouvelles qui pointent du doigt le comportement policier, c'est l'importance de rapporter différents éléments reliés au gouvernement, peut-être par souci d'équité ou par respect d'une certaine règle journalistique. Le quotidien anglophone montréalais rapporte souvent des

informations qui diffèrent des autres journaux à ce propos. C'est donc dans cet esprit que nous nous arrêtons sur un texte du 20 novembre 1978 alors qu'un groupe manifeste son mécontentement trois ans après la mort de Franco. On apprend dans la dépêche de UPI qu'un quart de million de franquistes ont montré leur opposition à la nouvelle constitution démocratique. Durant cette marche devant le palais du chef du gouvernement, au moins trois officiers ont été arrêtés. Le texte précise que ces derniers faisaient partie des paramilitaires appelés chemises bleues, le parti fasciste de Franco des années 1930. Les manifestants blâment l'inefficacité du gouvernement dans la lutte au terrorisme. Ce texte, bien qu'assez objectif à première vue, est intéressant puisqu'il montre le mécontentement d'un autre groupe d'Espagnols, ce qui ajoute à la tension qui règne en Espagne à veille du référendum qui amènera la démocratie au pays. Le journal anglophone ne couvre pas l'événement par compassion, mais plutôt parce qu'il se distingue des autres nouvelles. Le texte n'endosse pas la cause des militaires, il fait simplement état de la contestation face à la démocratisation du pays.

Le Journal de Montréal publie des textes avec parcimonie en cette période. Quelques fois, les dépêches retenues sont très courtes et peu détaillées, tandis qu'à d'autres moments, la vision qui se dégage des lignes est on ne peut plus claire. Par exemple, dans un article de source inconnue portant le titre « Tensions en Espagne », il est question des funérailles d'une femme abattue durant la manifestation de la veille. Le texte souligne que la garde civile « a dispersé violemment des gens, regroupés pour le triste événement » et qui réclamaient l'amnistie politique et davantage de liberté. Dans ce court texte, *Le Journal de Montréal* nous rend sympathique la cause de l'amnistie en montrant exclusivement la répression policière qui s'abat sur le peuple.

Lorsqu'il est question de contestation pacifique, réclamant plus de libertés face à un gouvernement centralisateur, il est certain que les événements interpellent les journalistes du *Devoir*. Si, en plus, le journal est dirigé par Claude Ryan et que la population opprimée est catholique, alors les événements risquent d'avoir bonne presse. Il n'est donc pas curieux de retrouver dans les textes publiés par *Le Devoir* des éléments attirant la sympathie pour le peuple réprimé. Ainsi, le 11 mars 1977, on nous apprend qu'une importante manifestation a

eu lieu à San Sebastian en protestation contre la mort de deux membres de l'ETA abattu deux jours plus tôt par la police. Avec le titre « La police disperse des nationalistes basques », le texte nous informe que des jeunes gens s'en sont pris à la police en lançant plusieurs objets en leur direction. Fait plutôt intéressant, le texte mentionne que même les ouvriers du journal du soir du Mouvement national, seul parti politique autorisé par Franco, se sont joints au mouvement de protestation. Cet ajout a pour effet d'augmenter la crédibilité des manifestants aux yeux du lecteur. La raison de toute cette agitation demeurant un peu floue, le texte se contente de parler de militants tués par la police. La question de l'amnistie est soulevée en fin de texte pour préciser que parmi les prisonniers qui en bénéficieront, plusieurs ont seulement été trouvés coupables d'avoir manifesté. Ce texte peut paraître flatteur pour les Basques : la cause de la manifestation semble justifiée, la diversité des manifestants rend la cause crédible et la nature des « crimes » posés par certains détenus ne peut rendre l'amnistie que plus pressante et nécessaire.

Un autre texte peut être cité en exemple dans le but de montrer le penchant du *Devoir* pour la cause basque. Le 21 janvier 1978, un texte du fil de presse de Reuter et de l'AFP qui porte le titre « De nouveaux incidents éclatent au Pays basque », souligne dans ses premières lignes que « la police espagnole a brièvement assiégé une église et chargé des manifestants basques qui lançaient des cocktails Molotov et érigeaient des barricades » à Bilbao. Les incidents se seraient produits après un service funèbre à la mémoire de trois activistes de l'ETA, selon des témoins des affrontements. Une manifestation en l'honneur du groupe séparatiste basque était prévue à l'issue de la cérémonie, regroupant plusieurs milliers de jeunes. La lecture de la dépêche nous apprend que la police a frappé à coups de matraque les gens à la sortie de l'église, les forçant à battre en retraite. Cette mention sur le déclenchement des hostilités donne l'impression au lecteur que c'est la police qui a commencé l'attaque. De plus, ce texte montre l'appui populaire que reçoit encore l'ETA au Pays basque.

Pourtant, les séparatistes basques ne sont pas les seuls à recevoir l'appui du *Devoir*, qui souligne aussi les manifestations contre le terrorisme basque. C'est le cas d'un article du 30 octobre 1978 ainsi que celui du 11 novembre. Dans ces deux cas, la manifestation est organisée par divers partis politiques pour mettre fin à la violence. Dans le deuxième texte, il

est question de centaines de milliers de personnes dans 140 villes d'Espagne. Jamais autant de personnes n'étaient descendues ainsi dans les rues. Le but de la manifestation n'était pas de dénoncer la cause basque, mais plutôt de se positionner contre la violence. Les articles proposés par *Le Devoir* demeurent neutres, le journal n'ayant pas à défendre les Basques. La cause de la non-violence paraît louable.

Bien qu'un camp semble être privilégié par *Le Devoir* dans plusieurs dépêches, la vision gouvernementale des événements, lorsqu'elle est disponible, est aussi présentée. Lors de la période précédente, la réplique gouvernementale n'avait que très rarement sa place dans les dépêches publiées dans *Le Devoir*. En période de transition vers la démocratie, sa parole est peut-être plus légitime que l'était celle de Franco ? Ainsi, le 20 mai 1977, un texte d'AFP, Reuter et AP, donne la vision du gouvernement sur la situation. On y apprend qu'il craint qu'une nouvelle amnistie de militants condamnés pour terrorisme ne soulève de vives réactions au sein de l'armée espagnole. Le premier ministre se dit prêt à faire face aux violences des militants. Le texte résume les incidents des derniers jours avant d'ajouter une citation de l'ETA politico-militaire : « Nous voulons un Euzkadi libre, en paix, sans violence, mais nous utiliserons toujours la violence pour défendre le peuple basque quel que soit le gouvernement. » L'utilisation des paroles des militants en réponse au gouvernement est très intéressante : la violence n'est utilisée qu'en réaction à l'agresseur. La dépêche couvre les deux positions. Toutefois, la raison qui empêche le gouvernement de procéder à d'autres libérations paraît plus faible que le fait de terminer l'article avec la citation rapportée, qui laisse le dernier mot à la défense des militants basques. Cet article présentant les deux versions opposées respecte bien les normes journalistiques du journal d'information.

Parfois, une nouvelle est rapportée par les trois quotidiens, ce qui permet de bien comprendre les différences dans leur façon de traiter l'information. C'est le cas le 28 septembre 1976 à propos d'événements liés à une grève. Dans *Le Devoir*, le titre « La police intervient au Pays basque » a été choisi pour accompagner une dépêche de l'AFP. Dès les premières lignes, on apprend que la police « chargée de la répression des émeutes » a fait usage de balles en caoutchouc et de bombes fumigènes pour disperser les manifestants. On souligne l'anniversaire d'exécutions et les cris des manifestants ; « Liberté ! » et « Assez de

meurtres ! ». Une autre phrase évoque la violence de la police dans les affrontements lorsqu'il est question des barricades faites de voitures renversées par les manifestants pour « arrêter les policiers qui les chargeaient ». Bien que formulée de façon discrète, la critique des interventions des forces de l'ordre est perceptible. Même subtilité du côté de la *Gazette*, dans une dépêche de UPI qui porte le titre suivant : « Anniversary strike paralyzes Spain's Basque region ». Quelques phrases ou mots semblent plutôt défavorables aux actions policières, comme le fait de souligner que la police soit lourdement armée. Même si les forces de l'ordre combattent les nationalistes basques, la *Gazette* ne voit pas d'un bon œil la violence qui s'abat sur les grévistes. Dans *Le Journal de Montréal*, une très courte dépêche de Reuter publiée sous le titre « Émeutes au Pays basque » mentionne l'anniversaire des exécutions de Basques. Se contentant de rappeler les informations, le journal ne porte pas de réels jugements ni même d'attention particulière, ce qui peut être surprenant venant de ce média à caractère sensationnaliste. Dans cette comparaison, nous pouvons voir que *Le Devoir* et la *Gazette* se rejoignent sensiblement, les textes laissant percevoir très légèrement les valeurs démocratiques des journaux, qui n'approuvent pas la répression policière.

Voici un exemple plus manifeste de la couleur que peuvent donner les quotidiens dans la publication de dépêches. Dans un texte de l'AFP publié le 14 mars 1977 par *Le Devoir*, il est question de la tension qui s'est aggravée après un attentat à Mondragon et des manifestations dans la province du Guipúzcoa. Les incidents ont été réprimés « très fermement par des brigades anti-émeutes », et des manifestants « ont été dispersés sans ménagement par les forces de l'ordre ». La vague de colère aurait atteint les milieux ouvriers qui ont été plus de 100 000 à arrêter le travail. La quête de l'amnistie générale se rend jusqu'à Barcelone et dans d'autres régions où l'on spécifie que des manifestations non violentes ont été réprimées par la police. À aucun moment dans cette dépêche la position de la police n'est présentée favorablement. Chaque phrase semble ajouter plus d'aplomb à la cause des manifestants basques. La comparaison est d'autant plus intéressante avec la publication d'une dépêche de UPI dans la *Gazette* qui titre plutôt : « Policeman killed in Basque protest ». On y apprend que deux jeunes, suspectés d'être des séparatistes basques, ont tué un policier dans une fusillade, alors que la voiture de police était arrêtée à une lumière rouge. Ces informations n'avaient pas été mentionnées dans le texte du *Devoir*. La *Gazette* souligne aussi que le gouvernement avait étendu l'amnistie quelques jours auparavant, rappelant ainsi la bonne

volonté du gouvernement espagnol. Le texte se termine sur la demande des manifestants de dissoudre la garde civile paramilitaire afin que cesse la répression. Il est difficile de croire que ces dépêches sont publiées à la même date. La *Gazette* semble vouloir montrer un peu plus les deux côtés de la médaille que *Le Devoir*, peut-être plus intéressé à la couverture du nationalisme. Bien qu'aucune réaction gouvernementale ne soit disponible, la *Gazette* rappelle les efforts du gouvernement en place, ce qui n'est pas le cas du *Devoir*.

Au mois d'août 1977, une situation semblable se reproduit alors que les grands journaux montréalais font état d'une immense marche. Environ 40 000 nationalistes basques ont manifesté pour marquer la fin de la marche de la liberté commencée il y a 50 jours dans le but de dénoncer la répression des gouvernements espagnols et français contre le peuple basque. *Le Devoir* nous informe, le 29 août, que des milliers de slogans étaient visibles sur des affiches revendiquant l'autonomie des Basques et une amnistie totale des prisonniers politiques. On note aussi une autre cause appuyée par les marcheurs, celle de l'ETA. Le texte souligne que la foule reprenait en chœur : « ETA : le peuple est avec vous ». Des drapeaux basques, mais aussi Catalans, Galiciens et Castellans étaient brandis par centaines. La dépêche de Reuter se termine en précisant que ce n'est pas tous les Basques qui veulent un État indépendant de l'Espagne. Dans ce texte publié par *Le Devoir*, aucun mauvais jugement n'est passé sur les nationalistes basques. Les objectifs de la marche sont bien expliqués et l'appui de la population au groupe ETA n'est pas caché. On fait aussi mention de la découverte d'une bombe de l'extrême-droite, du groupement Christ-Roi, qui visait les marcheurs, complot déjoué par la police. Sous le titre : « 40 000 nationalistes basques marchent "pour la liberté" ! », *Le Journal de Montréal* présente aussi les faits d'après le fil de presse de Reuter avec sensiblement les mêmes mots que ceux du *Devoir*. La différence dans la couverture se situe à la *Gazette* qui choisit plutôt l'agence UPI pour ses informations. Avec le titre « Police break up rally by Basques », le texte propose des informations quelque peu contradictoires. Alors que les deux autres journaux affirmaient que la manifestation s'était tenue sans accrochage, la *Gazette* écrit que la police a tiré des gaz lacrymogènes et des balles de caoutchouc pour disperser 10 000 nationalistes basques à Pampelune. On précise que la marche de la liberté a été appelée par la gauche et les séparatistes. Encore selon UPI, la police aurait arrêté plusieurs marcheurs qui faisaient la propagande du groupe révolutionnaire ETA.

La disparité entre les informations des journaux est plutôt étonnante. Il est difficile de dire qui a raison à ce moment. Dans ces lignes, la *Gazette* fait état du caractère répressif de la police. Toutefois, le but n'est pas de prendre les manifestants pour des victimes, puisque l'appui à la cause de l'ETA n'est pas perçu d'un bon œil. L'agence UPI, étant un peu plus sensationnaliste, a peut-être eu le réflexe de miser beaucoup sur les altercations mineures, alors que Reuter s'est plus longuement attardé à expliquer l'idée derrière cette marche. Cet événement nous permet encore de comprendre que le choix de la source d'information est primordial dans l'écriture des textes d'informations internationales. Il y a toujours une façon de rendre état d'une situation avec une source plus près du message que l'on veut véhiculer.

En mai, les journaux rapportent la mort d'un jeune homme de 15 ans, tué par une balle de caoutchouc de la police au cours d'une manifestation. Une dépêche de Reuter et AFP dans *Le Devoir* nous apprend qu'en plus de ce cas, la veille, un vieillard avait été tué par la police lors d'une manifestation en faveur de l'amnistie des prisonniers. De nombreux secteurs du Pays basque sont paralysés par un ordre de grève générale, tandis que les forces politiques appellent au boycottage des élections générales du 24 mai. Ce texte du 15 mai 1977 nous apprend aussi que l'ETA menace de prendre une offensive armée si le gouvernement n'accorde pas l'amnistie générale des prisonniers, puisque 33 des leurs sont encore en prison. Le texte du *Devoir* montre bien la radicalisation autant de la population, des secteurs industriels que des forces politiques basques au sujet de l'amnistie. Le ton est assez alarmiste avec la mention des deux morts, de la grève et des menaces de l'ETA. Cette dépêche n'offre toujours pas la version des groupes visés, soit la police et le gouvernement.

Le lendemain, *Le Journal de Montréal* fait part de la situation dans une très courte dépêche, peu visible. On y parle d'occupation d'églises et de mairies contre les forces de l'ordre. Malgré le fait que l'actualité donne beaucoup d'arguments contre la police qui abuse de la répression, le journal en fait peu de cas, contrairement au *Devoir* qui reparle de la situation alarmante le 17 mai dans une dépêche de Reuter et de l'AFP. Dans ces lignes, qui sont accompagnées du titre « Pays basque : la violence continue », le lecteur est informé d'une autre manifestation réglée « à coups de bombes et de balles de caoutchouc ». La grève générale toucherait 500 000 personnes dans les quatre provinces et quatre manifestants

auraient été tués. L'auteur précise qu'une messe s'est terminée par des arrestations et des blessés. Il utilise encore l'expression « dispersés sans ménagement » pour décrire l'intervention policière. Ce texte est donc en continuité avec les articles précédents qui dénoncent le traitement des manifestants basques par des forces policières répressives. Le positionnement du *Devoir* semble plus marqué lors de la couverture de ces événements. Contrairement aux autres nouvelles où il était question de manifestations, la mort d'hommes manifestant pour la défense de valeurs démocratiques touche la direction du journal.

Si les deux derniers textes publiés par *Le Journal de Montréal* étaient sobres, peu émotifs, un certain « retour à la normale » peut être remarqué dans une dépêche tirée de Reuter lors de cette même journée. Titrée « Patriotes basques dispersés à coups de balles de caoutchouc », elle reprend les mêmes chiffres que ceux publiés dans *Le Devoir*. On y parle de grève, de manifestations et de l'intervention de la police lors d'une messe à la mémoire d'un manifestant abattu par la police. Nouvelle plus imagée, les mots parlent d'eux-mêmes : la répression policière est visée, en continuité avec *Le Devoir*. Le titre choisi est attirant.

Plusieurs mois plus tard, soit le 12 juillet 1978, un autre Basque est tué, ce qui provoque des émeutes et des grèves. Les trois journaux montréalais rapportent la nouvelle. Du côté de la *Gazette*, le titre choisi est « Basques attack police headquarters ». Le texte de UPI débute en nous informant qu'un adolescent a été tué lors d'une attaque de 2 000 séparatistes basques contre le quartier général de la police. À la fin, on fait mention d'une autre mort quelques jours auparavant lors d'une manifestation contre la brutalité policière. Dans *Le Journal de Montréal*, un court texte de l'AP nous apprend sensiblement la même chose, en précisant seulement que les Basques tentaient d'investir une caserne. Le texte mise beaucoup plus sur la manifestation de Pampelune datant de 4 jours et qui a fait un mort et plus de 130 blessés. On affirme que le jeune homme a été tué « alors que 400 policiers tiraient des balles et des grenades ». Des cris « ETA : tuez-les » ont été entendus à l'encontre des policiers. *Le Journal de Montréal* rapporte la version du chef de police qui affirme que les policiers n'ont pas utilisé leurs armes à feu, mais que « des manifestants ont été vus avec des mitraillettes et pistolets ». Le jeune homme est mort d'une balle dans le cœur. Du côté du *Devoir*, les sources sont plus variées, soit AFP et AP. On annonce donc la mort du jeune

homme à San Sebastian. *Le Devoir* est le seul à donner le nom de la personne décédée, rendant cette mort plus concrète. Le texte revient rapidement à la manifestation de Pampelune et aux circonstances de la mort d'un autre manifestant. Le quotidien révèle d'autres incidents comme l'intervention de la police lors de la cérémonie en mémoire du jeune homme tué à Pampelune, ou des appels aux arrêts de travail lancés par les syndicats à la suite des affrontements qui tournent à la grève générale dans la province de Guipúzcoa. À propos du meurtre de San Sebastian, l'impression qui se dégage du texte est que la police tente de faire croire que le jeune homme aurait pu être tué par d'autres manifestants.

La comparaison de ces trois articles permet de constater que les informations du *Devoir* sont plus complètes que celles des deux autres journaux. Comme ses sources sont différentes, la *Gazette* présente souvent les faits d'une façon distincte. On y décèle rarement une approbation des gestes posés par les Basques. Du côté du *Journal de Montréal*, on sent un changement dans la couverture des événements comparativement à ceux analysés au chapitre précédent. Les articles semblaient beaucoup plus émotifs lors de la couverture des procès de militants par exemple. Est-ce le changement de fil de presse qui modifie les sensations véhiculées dans la couverture du journal ? Les textes de l'agence UPI semblaient plus colorés. Ou alors, ce sont les événements qui touchent moins le cœur de la salle de rédaction, et du lectorat par le fait même... Le sensationnalisme semble moins présent, le journal se contentant, la plupart du temps, de publier des dépêches qui se rapprochent de la neutralité.

Le 20 janvier, le texte du *Devoir* « Madrid satisfait en partie les revendications basques », basé sur le fil de presse de Reuter, apporte beaucoup d'éclairage sur la situation au Pays basque. Il est question de l'amnistie royale (touchant 160 prisonniers d'origine basque), d'enlèvement et de la légalisation du drapeau basque, l'Ikurrina. Il est aussi question de la demande d'un statut de la langue basque égal à celui du castillan et du rétablissement des droits régionaux supprimés par Franco en 1939. Cette dépêche apporte plusieurs éléments d'information montrant les efforts déployés par le gouvernement afin de remplir certaines exigences basques. En fin de texte, on précise par contre que certains Basques ne sont pas d'accord pour faire flotter le drapeau sur les bâtiments officiels, ce qui laisse entrevoir que

ces nouvelles mesures causeront quand même des tensions. La *Gazette* parle aussi de cette légalisation du drapeau basque. Le texte de Reuter, plus court que celui du *Devoir*, soulève plus longuement le désaccord de certains Basques sur l'affichage de l'Ikurrina, puisque ce drapeau représente le Parti nationaliste basque. La *Gazette* insiste un peu plus sur le désaccord entourant la légalisation du drapeau. Cette comparaison montre qu'avec sensiblement les mêmes informations, chaque journal est libre de mettre plus ou moins d'accent sur une information, selon son point de vue. Une même source peut engendrer des textes différents, confirmant ainsi que malgré le désir d'« objectivité journalistique », l'information d'une dépêche peut être sensiblement manipulée.

La dernière partie de cette section sera consacrée à la constitution. Ce sont les journaux du 7 décembre 1978 qui nous apprennent les résultats du référendum auquel étaient invités à voter les 25 millions d'Espagnols. La nouvelle constitution abolit la peine de mort et inclut la laïcisation de l'État, la reconnaissance des partis politiques, la légalisation du divorce, la co-officialité des langues régionales, l'objection de conscience et le droit de grève, tout comme elle garantit les libertés fondamentales communes. Surtout, dans le cas qui nous intéresse, la constitution donne droit à l'autonomie des régions dans des communautés autonomes qui pourront posséder leur tribunal supérieur de justice, leur parlement, leur président et leurs gouvernements propres sous certaines conditions. Clin d'œil aux Basques, l'article 8 envisage aussi la possibilité de créer des services de police locale⁴.

Pour rédiger le texte de cette nouvelle constitution, un comité avait été créé, composé de trois députés de l'UCD, un du PSOE, un du PCE, un de l'alliance populaire et un de la minorité catalane⁵. Aucun parti basque n'a été consulté. Témoinant de l'échec des aspirations basques, la constitution n'est approuvée que par 34.95% des habitants du Pays basque, comparativement à 61.47% dans l'autre région problématique qu'est la Catalogne⁶. Le bilan à l'échelle nationale se situe autour de 88% d'appui.

⁴ Jean-Louis Guerena, *Les nationalismes dans l'Espagne contemporaine. Idéologies, Mouvements, Symboles*, Paris, Éditions du Temps, 2001, p.281-283.

⁵ Maria Goulemot Maeso, *op. cit.*, p.31.

⁶ Francis Jauréguiberry, *op. cit.*, p.287.

Le portrait étant dressé, comparons maintenant ce qu'en disent les journaux montréalais. Le 7 décembre 1978, *Le Journal de Montréal* souligne la faible participation des Espagnols, mais précise que le vote s'est déroulé sans incident. Au Pays basque, trois policiers avaient été tués la veille. À la une du *Devoir*, on retrouve une dépêche de Reuter et d'AFP intitulée « Oui massif à la nouvelle constitution ». Dans le texte, on souligne que « cette victoire des forces démocratiques sur les nostalgiques du franquisme n'a fait qu'accentuer encore plus la grave division qui sépare le Pays basque du reste de l'Espagne ». On souligne le taux d'abstention dans les provinces basques. On apprend que la constitution sera effective le 21 décembre et le texte nous dit que « ce jour-là, le régime franquiste prendra officiellement fin ». Alors que le texte du *Journal de Montréal* n'était qu'une énumération de données, celui du *Devoir*, bien qu'il provienne d'agences de presse, se permet une flèche en direction du franquisme. Les deux journaux demeurent assez neutres dans leur couverture de l'événement. Il n'y a pas lieu de s'émouvoir.

Le lendemain, du côté du *Journal de Montréal*, c'est encore une courte dépêche qui donne des nouvelles du référendum à l'aide du fil de presse d'AP. L'abstention des électeurs est imputée « au terrorisme, au chômage et à l'inflation ». Pour expliquer le taux d'abstention, l'article évoque la remontée des organisations de droite et souligne que le pourcentage a été plus élevé au Pays basque. Aucune explication n'est donnée à ce sujet dans le texte, alors que dans les textes précédents publiés dans les différents journaux, il était clair que la consigne d'abstention provenait des mouvements nationalistes et des groupes de gauche. Enfin, la dépêche se termine avec la mention que 52 personnes ont été tuées depuis le début de l'année par des attentats revendiqués par l'ETA, remarque qui semble sortir de nulle part dans un texte sur le référendum. Le texte du *Devoir*, provenant de Reuter et de l'AFP, aborde l'après-référendum de façon beaucoup plus complète que celui du *Journal de Montréal*, notamment du point de vue basque. En analysant les chiffres sur le référendum, on explique le taux d'abstention par « le mauvais temps, la campagne intensive des régionalistes basques, la peur née des attentats de l'ETA, la lassitude de l'électorat et le sentiment que les résultats étaient déjà acquis ». Du côté du Pays basque, l'abstention est considérée, toujours selon le texte, comme un appui au Parti nationaliste basque. *Le Devoir* conclut ainsi : « Cette victoire abstentionniste pose au premier plan le problème de l'autonomie basque et le

terrorisme séparatiste ». C'est donc sous ce constat général que l'Espagne entre dans une nouvelle ère démocratique, qui ne sera pas épargnée par la violence.

Si *Le Devoir* et *Le Journal de Montréal* se contentent de textes d'agences de presse assez neutres, la *Gazette* aborde la question différemment. En fait, la *Gazette* publie un éditorial dans son édition du 6 décembre. L'auteur est Robert J. Jackson, professeur de sciences politiques à l'Université de Carleton, spécialisé dans la comparaison des politiques canadiennes et internationales. Le texte « Spain's constitutional referendum : The crunch comes today » aborde la transition entre la dictature et la démocratie. Jackson tombe rapidement dans la question basque qu'il compare avec la situation du Québec au sein du Canada : « Like French Quebecers, the Basques are worried about cultural extinction. » L'auteur relève que si le gouvernement québécois opte pour la souveraineté-association, les Basques représentés par le Parti nationaliste sont en faveur d'une confédération dans laquelle ils pourraient gérer certains champs politiques (éducation, économie, tourisme et pêches, taxation et système juridique). Il termine son parallèle avec le Québec en soulignant : « Quebec, of course, already has most of these rights. Unlike the Parti québécois, the Basque Nationalist Party has not shown any desire yet to have a separate foreign policy. » Jackson se penche ensuite sur l'ETA et affirme : « Hardiners want nothing less than for the Basque country to become an independant Marxist nation. They regard today's referendum as their last chance. » Il est convaincu que l'ETA a perdu un support considérable depuis la mort de Franco. Jackson clôt son article en exprimant son propre désir : « It is to be hoped that terrorist tactices will not interfere with the last stages in this transition. » L'auteur dresse un bon portrait de la situation à l'aube du vote constitutionnel et se permet un parallèle avec le Québec qui ne se retrouve pas dans les journaux francophones. L'idée qui émane du texte de Jackson est que les Québécois devraient se considérer chanceux de ce qu'ils possèdent comparativement à d'autres peuples nationalistes. Il est certain que cette ligne de pensée ne peut être partagée par des journalistes nationalistes alors que le Parti québécois de René Lévesque se bat pour maintenir, sinon augmenter les droits acquis du Québec face au gouvernement fédéral de Pierre Elliott Trudeau.

Le 8 décembre 1978, la *Gazette* publie un autre éditorial, cette fois signé par Joan Fraser, qui est alors rédactrice en chef du journal. Dans son texte intitulé « Spain says Adios Franco », l'éditorialiste énumère les changements sociaux que cette nouvelle constitution apporte pour les Espagnols. Elle affirme que si cet article de loi est né d'un consensus entre les partis politiques, la principale opposition vient de la hiérarchie catholique, des franquistes et plus sérieusement des Basques. Fraser dit que les Basques « have won limited autonomy and rights to their language and flag, but they will still lack many things Quebec already takes for granted – control of education policy and the power to raise taxes and run their own judicial system ». L'auteur souligne que, depuis la transition, il y a beaucoup plus de meurtres politiques en Espagne que partout ailleurs en Europe. Selon elle, la question basque demeure le premier des problèmes de la nouvelle démocratie. Cet éditorial se penche assez sérieusement sur le cas basque et tente même de faire des rapprochements entre le Pays basque et le Québec, comme l'a fait précédemment Robert J. Jackson. Son point de vue est d'ailleurs le même, soit que le Québec jouit d'une situation dans le Canada qui fait l'envie de certains autres nationalistes. Deux fois plutôt qu'une, la *Gazette* profite de la nouvelle constitution espagnole pour souligner les acquis du Québec. Cette même journée, le journal publie aussi une courte dépêche de UPI qui aborde les résultats du référendum et parle des élections à venir.

Visiblement, la *Gazette* s'intéresse plus au sort de l'Espagne lorsqu'il est question de démocratisation. Les derniers éditoriaux publiés par le journal anglophone avant ceux-ci portaient sur la mort de Franco. Auparavant, deux éditoriaux avaient été publiés dans la section sur la répression policière et un autre sur les procès des militants. Les éditoriaux touchent tous de près ou de loin aux valeurs démocratiques du journal. Notons qu'aucun autre texte d'opinion ne sera publié par la *Gazette* sur la suite des événements analysés dans le présent mémoire.

En somme, dans ce deuxième chapitre, nous sommes en mesure de constater que l'ensemble des journaux semble adopter un point de vue semblable sur les méthodes répressives de la police qui s'abattent sur une population qui se mobilise. Les dépêches contiennent souvent de petites allusions à la brutalité et la répression policière. Aucune prise

de position majeure n'est toutefois relevée. Outre les deux éditoriaux de la *Gazette*, aucune opinion directe n'est exprimée. C'est lorsqu'il est question de la mort de manifestants qu'une plus grande sympathie transparaît dans les dépêches. Les articles de cette section proposés par les différents journaux tendent à se ressembler si ce n'est la plus grande quantité d'informations publiées par *Le Devoir* et une préoccupation plus grande à l'endroit de la cause basque. Les événements étant humainement moins préoccupants que ceux rapportés dans le premier chapitre sur les procès de militants, les dépêches sélectionnées paraissent plus neutres, et ce, dans les trois grands quotidiens montréalais.

3.3 Une violence qui dérange

Les revendications de la population ayant été abordées, il est grand temps de se pencher sur l'offensive des groupes extrémistes, puisque dans cette période transitoire la violence n'est pas négligeable. Dans la plupart des cas, elle est utilisée afin de demander l'amnistie des prisonniers basques. Examinons comment sont présentées les actions prises par les groupes séparatistes d'extrême-gauche pour arriver à leurs fins.

Si la couverture des manifestations de la population était en majorité assurée par *Le Devoir*, 32 textes sur 57 comme on l'a constaté dans la section précédente, il est intéressant de constater que la proportion n'est plus la même lorsqu'il est question d'aborder la violence. Sur ce sujet, 70 textes ont été publiés dont 19 dans *Le Journal de Montréal*, 22 dans la *Gazette* et 29 dans *Le Devoir*. D'entrée de jeu, nous pouvons dire que la couverture d'événements terroristes intéresse beaucoup plus la *Gazette* que les revendications de la population réprimée. Dans la grande majorité des événements, plusieurs articles permettent de comparer la couverture médiatique entre les quotidiens.

Les journaux présentent les nouvelles de façon plus similaire lorsqu'il est question d'attentats terroristes. *Le Journal de Montréal* et *Le Devoir* du 17 novembre 1978 nous informent, à quelques semaines de l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution, que l'ETA s'est attaquée pour la première fois à un magistrat. Les deux textes en provenance de l'AFP disent sensiblement la même chose, si ce n'est que le texte du *Journal de Montréal* souligne

que le nombre de victimes d'actes de terrorisme depuis le début de l'année s'élève à 78. C'est donc dire qu'un des deux quotidiens a ajouté ou retiré l'information. Les dépêches précisent que l'homme abattu, Jose Francisco Mateu Canevas, était l'ancien président du tribunal franquiste de l'ordre public, tribunaux qui avaient été créés par Franco pour juger les délits politiques contre le régime. Une cible de choix pour l'ETA...

Le 6 décembre 1978, la veille du vote sur la constitution, *Le Devoir* publie une dépêche de l'AFP qui fait état du meurtre de deux inspecteurs de la direction générale de la sécurité et d'un policier tués dans un bar de San Sebastian. Ce nouvel attentat porte à 87, dont 38 policiers, le nombre de victimes du terrorisme cette année. Si le texte présenté dans *Le Devoir* se contente de relever l'attentat, celui dans la *Gazette* renchérit sur l'ETA. En provenance du fil de presse d'AP et de UPI, le texte rapporte que l'ETA serait le bras droit du Parti nationaliste basque (ce qui n'est pas le cas dans la réalité, puisque le parti dénonce à plusieurs reprises la violence de l'ETA). Somme toute, les deux quotidiens vont dans la même direction, soulignant le grand nombre d'attaques, mais demeurant assez neutres.

Dans les événements suivants, les articles de la *Gazette* et du *Devoir* présentent certains faits qui abondent aussi dans le même sens, critiquant les forces de l'ordre. Le meurtre, le 9 avril 1976, de Berazadi, un industriel enlevé par l'ETA au mois de mars, est vu comme un signal de guerre ouverte entre l'Espagne et les groupes terroristes. Le texte d'AP et UPI dans la *Gazette* nous apprend que le groupe réclamait une rançon équivalente à trois millions de dollars pour financer la lutte pour l'indépendance. L'article cite Iribarne, l'homme fort de Juan Carlos, selon qui la guérilla est « a fanatic minority of inhumans ». On parle aussi dans ces lignes des arrestations aléatoires qu'effectue la police au Pays basque et des interrogatoires violents que le peuple doit subir aux mains des forces de l'ordre. Il est intéressant de noter que la *Gazette* relève ces faits concernant la police dans ce texte où il est question d'un meurtre perpétré par l'ETA. La mention de telles informations a pour but de dénoncer la répression policière, mais contribue aussi à expliquer les raisons qui peuvent pousser le peuple à prendre les armes.

La dépêche de Reuter publiée dans *Le Devoir* est un peu plus étoffée, mais va dans le même sens : le groupe a déjà quelques prises d'otage à son actif au cours des cinq dernières années, mais Berazadi est le premier à être exécuté. On nous explique que, selon le gouverneur, il se peut que l'assassinat soit une mesure de représailles contre l'arrestation de militants cette semaine. Le texte se termine en abordant le cas de quatre femmes de dirigeants de l'opposition récemment arrêtés parce qu'ils réclamaient l'instauration de la démocratie et un référendum sur les institutions du pays. Les quatre hommes avaient tenu un point de presse afin de faire réaliser à la population que « le nombre des inculpations pour délits politiques en Espagne est environ supérieur de 35% à ce qu'il était sous le dernier gouvernement de Franco l'an dernier ». Loin de légitimer l'acte terroriste, *Le Devoir* prend toutefois la peine, comme l'a fait la *Gazette*, de mentionner certains éléments qui font en sorte d'attirer une certaine sympathie à l'égard du peuple basque qu'on sent persécuté par les institutions espagnoles. *Le Devoir* va un peu plus loin que le journal anglophone. C'est dire que même s'il est question de meurtre, les valeurs démocratiques de notre société prennent le dessus sur une couverture plus objective.

Toujours dans cette optique, le 25 janvier 1977, les trois journaux présentent l'enlèvement d'un général espagnol. Un autre événement est couvert en parallèle dans tous les quotidiens, soit l'attaque à Madrid d'un cabinet d'avocats spécialisés dans le syndicalisme par un mouvement d'extrême-droite. Le mouvement militant de gauche GRAPO est responsable de l'enlèvement et l'acte de l'extrême-droite mobilise aussi une bonne partie de l'attention médiatique. Dans les pages du *Devoir*, les deux nouvelles sont jumelées sur la une. Le titre, bien visible, inclut les deux événements : « Brusque flambée de violence à Madrid – Le général Villaescusa est enlevé par les GRAPO – Attentat contre un bureau d'avocats : trois morts ». Le texte basé sur le fil de presse de Reuter et d'AFP débute avec les renseignements sur l'enlèvement du général. La dépêche est très complète, citant à la fois le gouvernement dans son appel au calme et les raisons évoquées par le GRAPO pour justifier l'enlèvement. Il est aussi question de brutalité policière démesurée vis-à-vis les manifestants. Vers la fin de la dépêche, on nous informe de l'attaque revendiquée par les guérilleros du Christ-Roi. On comprend que la stabilité du pays est véritablement menacée. La dépêche demeure assez impartiale puisque la parole est offerte à tous les intervenants. Les seuls

groupes véritablement pointés du doigt demeurent les forces policières. L'ordre de la présentation des nouvelles démontre que la priorité est accordée au général enlevé et aux efforts du gouvernement, même si l'attaque du bureau d'avocat fait plusieurs morts.

Dans *Le Journal de Montréal*, les informations sont séparées en deux textes. L'attaque du bureau d'avocat est traitée dans un petit texte en page quatre avec d'autres nouvelles internationales. On précise dans le titre qu'il y a eu trois morts et cinq blessés. Les motivations du groupe terroriste sont citées dans la dépêche. Le deuxième article, aussi d'AP, nous informe des circonstances de l'enlèvement du général, président de la Cour suprême de justice militaire. Le texte en page 18 est plus long et accompagné d'une photo d'archives du général Villaescusa. Le titre est un peu plus sensationnaliste et prend beaucoup de place dans la page : « L'Espagne secouée par le rapt d'un général ». Les circonstances de l'enlèvement, ainsi que le climat politique sont décrits dans l'article. Ce dernier événement semble être un peu plus mis de l'avant. Dans la *Gazette*, il est seulement question de l'enlèvement du général et de la vague de violence qui déferle dans les rues. Le texte en provenance de Reuter et UPI est situé en page 2 et n'occupe qu'un espace restreint. On ne mentionne pas l'attaque contre le bureau d'avocat.

Les trois journaux couvrent donc les événements de façon similaire, si ce n'est la forme qui varie un peu. *Le Devoir* accorde une belle visibilité aux événements dans un long texte, très complet. *Le Journal de Montréal* aborde les deux événements en dramatisant un peu plus l'enlèvement du général. La *Gazette*, moins complète, n'abordant pas le deuxième événement qui s'est produit en soirée. Il est difficile de justifier ce choix, sinon peut-être par l'heure de tombée.

Dans les mois qui suivent, l'ETA, et d'autres groupes séparatistes comme le GRAPO, commettent quelques attentats. Les différentes couvertures qui suivent montrent une certaine uniformité, mais aussi un souci au *Devoir* de ne pas mettre tous les Basques dans le même bateau. Le 5 octobre 1976 un événement assez majeur est couvert par les journaux montréalais, soit l'assassinat d'un membre du Conseil du roi et de sa garde rapprochée. *Le Devoir* publie donc une dépêche de Reuter avec le titre : « Un membre du conseil du roi et

ses gardes tués à Saint-Sébastien ». On apprend que Araluce y Villar ainsi que son chauffeur et deux policiers qui l'accompagnaient, ont été tués par plusieurs hommes en se rendant déjeuner. Un quotidien espagnol affirme que l'attentat est revendiqué par l'ETA. Ce serait un jeune homme qui aurait tiré une rafale de mitraillette sur la voiture. Selon le texte du *Devoir*, la nouvelle est reçue avec stupeur, puisque l'organisation autonomiste basque de l'ETA venait d'annoncer l'arrêt de la lutte armée. Le texte suggère qu'il s'agirait de commandos dissidents de l'ETA. Pour conclure, on aborde les offensives de l'extrême-droite, notamment de l'Armée espagnole, qui tente de contrer les projets du gouvernement jugés trop rapides et libéraux. La *Gazette* présente la même nouvelle avec un texte de UPI : « Basque terrorists kill royal adviser, guards ». On affirme que cette action de l'ETA est la plus sérieuse depuis la mort de Blanco il y a trois ans. Le quotidien présente Araluce y Villar comme un politicien critiqué tant par les séparatistes basques que par la droite qui lui reprochait son support à l'autonomie modérée des Basques. Alors que *Le Devoir* mentionne l'annonce du cessez-le-feu de l'ETA, la *Gazette* se penche sur une description des idées politiques de l'homme assassiné. Comme il y a mort d'homme, les deux journaux demeurent assez neutres. Toutefois, on peut lire entre les lignes du *Devoir* que la mention de l'arrêt de la lutte armée est une façon de dire que ce n'est pas nécessairement tous les membres de l'ETA qui étaient sur le coup. L'idée qui en découle est qu'il ne veut pas généraliser à propos des Basques, le responsable du meurtre ne serait qu'un groupuscule dissident.

Lorsque l'ETA exécute l'industriel Javier Ybarra au délai de l'ultimatum demandant une rançon, les trois journaux québécois présentent la nouvelle. *Le Devoir* en parle dans son édition du 23 juin 1977, sur la première page du cahier deux, pigeant dans le fil de presse d'AP et de Reuter. Les informations présentées sont assez complètes : découverte du cadavre, montant de la rançon demandée et somme offerte par la famille, retour sur l'assassinat de Berazadi au mois d'avril 1976 et les nombreux appels des partis politiques basques à l'ETA afin de sauver la vie de l'industriel. Nous comprenons bien que l'événement est condamné par tous. Cependant, *Le Devoir* semble être le seul à se faire un point d'honneur d'exclure de la catégorie « terroriste » tous les mouvements nationalistes basques en mentionnant que le PNB n'est pas d'accord avec les techniques de l'ETA. En cette même journée du 23 juin 1977, la *Gazette* et *Le Journal de Montréal* publient des dépêches, UPI pour le premier et AP

pour le second, qui sont beaucoup moins étoffées que dans *Le Devoir*. Elles se contentent de rappeler la rançon et la découverte du cadavre.

Le souci de bien séparer les terroristes des autres militants basques semble assez présent dans plusieurs couvertures proposées par *Le Devoir*. Cette particularité fait parfois en sorte que ses articles se distinguent des deux autres journaux. Il nous faut attendre quelques mois avant d'entendre parler de nouveau d'assassinat et de voir une différence notable dans la couverture de l'événement. Le 28 novembre 1977, c'est le chef de police de Pampelune qui est la cible des Basques, selon la *Gazette*. Dans la dépêche de Reuter, nous pouvons lire que le meurtre « apparently was intended to sabotage a breakthrough in negotiations between the Spanish government and political parties on restoration of Basque autonomy. » On utilise une citation des séparatistes parvenue dans les journaux par voie de communiqué disant que les forces armées d'occupation constituaient un empêchement pour la démocratie et la stabilité politique. Le texte publié par *Le Devoir* est différent. Portant le titre « Chef de police tué au Pays basque – L'Église rompt son silence », le jumelage de dépêches de l'AFP et de Reuter mise d'abord sur l'offensive de l'Église catholique espagnole qui rompt le silence qu'elle s'était imposé depuis la mort de Franco. Le clergé s'oppose à la laïcisation de l'État dans la nouvelle constitution. Ce n'est qu'après que le texte aborde l'assassinat de Imaz. *Le Devoir* utilise la même citation de l'ETA que celle employée par la *Gazette*, mais en rajoute : « Nous poursuivrons notre campagne militaire au Pays basque contre ces forces qui soutiennent la dictature militaire espagnole jusqu'à ce qu'elles soient complètement éliminées de notre territoire. » Ce que les extrémistes veulent, précise *Le Devoir*, c'est la création d'une milice populaire basque véritablement au service du peuple. Le texte se termine sur les avancées dans le dossier de l'autonomie pour la région basque soumis au gouvernement. Nous sommes en présence d'un autre texte qui montre le désir du *Devoir* d'être le plus complet possible dans la présentation des événements. Le quotidien tient à séparer à maintes et maintes reprises les terroristes de l'ETA des nationalistes basques. Une grande attention est toujours portée afin de bien décrire les raisons qui poussent les extrémistes à agir de la sorte. Le quotidien ne prend pas parti pour le terrorisme, mais semble tenir à défendre l'intégrité des partis politiques basques et de la population.

Ainsi, à la fin décembre 1977, *Le Devoir* présente un texte différent de ceux qu'il publie habituellement. Il s'agit d'une dépêche de l'AFP sur la reprise des armes par la branche politico-militaire de l'ETA qui s'était accordé une trêve de six mois. Ce texte du 20 décembre fait état de la présence de deux factions au sein de l'ETA (politico-militaire et militaire) qui fait craindre le pire puisque l'ETA P-M a dévalisé un stock d'explosifs. Le texte fait un retour sur divers événements (attentats et assassinats récents) reliés à l'ETA militaire. Le journal en profite pour dresser un petit historique du groupe et explique qu'une partie des militants de l'ETA se sont regroupés sous la division militaire afin d'intensifier la lutte. Les militants restants ainsi que le leader José Echegaray croyaient aux chances d'obtenir plusieurs privilèges par la négociation avec le gouvernement. Malheureusement, les hésitations du gouvernement ont forcé le retour à la méthode violente pour l'ETA politico-militaire. Il est intéressant de noter que le retour de la violence pour cette branche de l'ETA est directement imputé à l'inaction du gouvernement. Cette dépêche ne défend pas la violence utilisée par le groupe, mais permet au lecteur de mieux saisir qui sont les hommes derrière les différentes factions de l'ETA. Il est certain que l'ETA politico-militaire est mieux perçue que l'ETA militaire. Après avoir tenté à plusieurs reprises de dissocier les différents groupes de militants nationalistes des actes violents posés par d'autres, ce texte tend à faire le point sur l'ETA politico-militaire qui semble habité par de meilleures volontés que l'ETA militaire.

Le prochain point important dans la couverture des actions terroristes est l'utilisation du sensationnalisme par *Le Journal de Montréal* lorsque la nouvelle s'y prête. Il est le seul à miser sur les faits plus sanglants ou plus « humains ». À la mi-décembre 1976, le 12 précisément, un texte informe de l'enlèvement du président du conseil d'État espagnol, Antonio Maria Oriol, événement qui retient l'attention des journaux pendant quelques jours. Dans *Le Journal de Montréal*, il s'agit d'une courte dépêche de Reuter qui nous apprend que les ravisseurs seraient de l'ETA, puisque l'homme avait reçu des menaces de la part du groupe. On termine le texte en précisant qu'Oriol avait été nommé par Franco à ce poste en 1973 et qu'il provient de l'une des plus riches familles du Pays basque. Le texte revient aussi sur l'assassinat de Araluce quelque temps auparavant. C'est le lendemain que la *Gazette* reprend la nouvelle en précisant que l'enlèvement a été revendiqué par le GRAPO, même si

la façon de procéder ressemble beaucoup à celle de l'ETA. Les ravisseurs exigent la libération de 15 prisonniers, incluant 6 membres de l'ETA. La dépêche d'AP et UPI affirme que la famille Oriol est l'équivalent des Rockefeller pour les États-Unis. Dans les deux cas, la nouvelle est traitée assez froidement, la seule information moins neutre est le lien soulevé par *Le Journal de Montréal* avec Franco, lien qui rend la victime un peu moins sympathique. C'est deux jours plus tard que le tabloïd rapporte l'envoi d'une lettre par Oriol à sa famille et titre : « Du repaire de ses ravisseurs, Oriol rassure sa famille et confie son âme à Dieu ». Du grand sensationnalisme à la sauce *Journal de Montréal*, l'information s'y prêtant, il faut le dire.

Dans la même veine plus sensationnaliste du *Journal de Montréal*, un texte présente un coup d'éclat des militants extrémistes du pays. Trois policiers sont tués dans trois régions différentes du pays en même temps : Barcelone, Mondragon et Compostelle. Dans *Le Journal de Montréal* du 29 août, à défaut de savoir qui sont les auteurs des attentats, la dépêche d'AP donne beaucoup de détails sur la situation familiale de chaque policier tué, relevant ainsi le nombre d'enfants de chacune des personnes tuées. Le journal donne des informations personnelles sur les victimes afin d'émouvoir le lectorat, ce que les autres journaux se gardent bien de faire.

Nous avons vu que les textes de cette section tendent à se ressembler, mais nous avons tout de même remarqué de petites distinctions. Attardons-nous maintenant aux comptes rendus d'événements qui présentent de façon évidente des angles différents selon le journal. Le 6 octobre 1976, les trois quotidiens de la métropole se penchent sur les effets du meurtre de Araluce y Villar sur la démocratisation espagnole. Le gouvernement souhaite agir fermement tout en continuant le processus politique. *Le Devoir* nous apprend, avec une dépêche de Reuter, que plusieurs mesures ont été prises pour surveiller le mouvement au Pays basque. Le titre mise sur le processus de démocratisation. Un condensé de UPI et AP dans la *Gazette* fait mention de la réaction de la droite qui demande que : « the assassins be put against the wall ». C'est cette partie de la nouvelle qui ouvre le texte, soit la réplique de la droite, de l'armée et de la police. On ajoute que plusieurs arrestations ont eu lieu. *Le Journal de Montréal* publie aussi quelques lignes sur le sujet, tirées de Reuter. Le texte s'interroge sur

la possibilité d'établir l'état d'exception au Pays basque. Il explique le renforcement des mesures contre les militants basques. Trois journaux, trois angles priorisés : la poursuite de la démocratisation pour *Le Devoir*, la réaction de la droite pour la *Gazette* et les mesures d'exception pour *Le Journal de Montréal*. En misant sur des informations spécifiques, il est aisé de constater où se situent les valeurs et les intérêts des différents journaux.

La différence dans la couverture des trois journaux se remarque également le 23 mars 1978 alors qu'un autre événement majeur secoue l'Espagne : l'assassinat du directeur des prisons espagnoles, Haddad Blanco, peut-être des mains du GRAPO. Du côté du *Devoir*, c'est Reuter qui est choisi pour présenter les faits dans un texte intitulé « Le directeur des prisons espagnoles assassiné à Madrid ». L'agence de presse expose son hypothèse sur le mobile du crime qui serait une « action de représailles à la suite de la mort en prison dans des circonstances troublantes d'un jeune anarchiste espagnol, Augustin Rueda Sievra ». Ce meurtre, perpétré par trois jeunes gens encore inconnus, expose le problème des mutineries dans plusieurs prisons. Le texte nous explique qu'en plus du prisonnier décédé il y a quelques jours, plusieurs détenus affirment avoir été frappés par des gardes qui les interrogeaient. Le directeur de la prison de Carabanchel a d'ailleurs été relevé de ses fonctions et d'autres fonctionnaires et gardes sont en attente du résultat de l'enquête sur la mort de Rueda Sievra. Après lecture de ces lignes, on peut constater qu'un réel problème se pose dans les prisons. Encore une fois, la précision des informations du *Devoir* amène le lecteur à mieux comprendre les raisons du meurtre. Le texte présenté par la *Gazette* en provenance de UPI tranche avec celui du *Devoir* comme nous l'annonce le titre : « Horrified wife sees spanish official killed ». Dans le choix de son titre, le quotidien mise sur le sensationnalisme. Les informations sur les circonstances sont les mêmes, relevant aussi rapidement la mort du prisonnier et la similitude avec le meurtre d'un policier le 10 mars dernier. Enfin, *Le Journal de Montréal* se base sur le fil de presse d'AP pour son compte rendu de l'événement. Il s'agit du texte le plus précis au chapitre de la description du meurtre. Une phrase, retirée du texte et en caractères gras, attire l'attention : « Trois terroristes ont attendu qu'il [Haddad Blanco] monte dans sa voiture à sa sortie de chez lui, ont maîtrisé son chauffeur et l'ont criblé de balles ». On rappelle aussi que sa femme a été témoin du meurtre de son mari. La mort du

prisonnier, les enquêtes sur des dirigeants de prisons ainsi que les manifestations de mécontentement face au système carcéral sont aussi mentionnées, mais en fin de texte.

La comparaison entre les trois quotidiens nous permet de constater que *Le Devoir* est celui qui traite le meurtre de façon moins détaillée, mais qui donne beaucoup d'informations sur le contexte dans lequel il s'inscrit. L'impression qui se dégage est que le texte du *Devoir* apparaît plus clément envers l'action posée, nous faisant bien comprendre que les dirigeants de prison sont à blâmer pour leur gestion des prisonniers. La *Gazette*, bien qu'elle use de sensationnalisme dans son titre, fait bien le tour de la question, de façon assez brève et neutre. Finalement, *Le Journal de Montréal* accorde plus de mots aux circonstances du meurtre qu'aux raisons qui pourraient expliquer une telle action, ce qui montre la perpétuelle attirance du journal envers les faits divers sanglants.

Si la plupart des textes relevés pour l'instant semblent plus près de la neutralité suggérée par les normes journalistiques, quelques exceptions mineures ont été soulevées. Ainsi certains textes, peu nombreux doit-on dire, sont un peu plus biaisés dans la couverture des nouvelles en provenance de l'Espagne. Il faut attendre au 26 janvier 1977 pour voir un article un peu plus subjectif dans *Le Journal de Montréal* qui fait alors un suivi des événements. Le texte basé sur AP et de Reuter, « Engourdie par ses extrémistes – L'Espagne vit des heures difficiles », nous apprend que certains journaux espagnols sont convaincus que le GRAPO serait un groupe d'extrême-droite, plutôt qu'une organisation maoïste, « qui aurait monté des provocations afin de susciter une violente réaction des milieux de droite franquistes ». L'article souligne que l'attentat contre le bureau d'avocats (dont il a été question précédemment) continue de susciter une émotion considérable dans le pays. Une photo de recueillement devant les bureaux attaqués accompagne la dépêche, histoire de bien transmettre les sentiments vécus par la population. Il est dit que même les journaux espagnols qui supportent habituellement le gouvernement, comme *El Pais*, s'insurgent contre l'impunité accordée aux militants d'extrême-droite. Cette dépêche nous permet de constater que l'opinion publique espagnole commence à se préoccuper davantage des groupes extrémistes de droite qui menacent la démocratie. Le texte se veut comme une condamnation

de l'extrême-droite, ce qui a pour effet d'atténuer les critiques habituellement portées sur les militants de gauche.

Comme *Le Journal de Montréal*, *Le Devoir* glisse certaines informations qui prennent un peu la défense des militants. Alors qu'un attentat à la centrale nucléaire de Lemoniz fait deux morts et plusieurs blessés, la dépêche de Reuter publiée dans *Le Devoir* du 18 mars 1978 affirme qu'un appel avait été placé à la radio nationale espagnole pour prévenir de l'explosion. Malheureusement, les ouvriers n'auraient pas tous pu être évacués. L'attentat est revendiqué par l'ETA. La dépêche d'AP publiée le lendemain dans *Le Journal de Montréal* précise de nouveaux éléments : des manifestants avaient demandé à l'ETA quelques jours plus tôt « de faire sauter la centrale avant que les deux réacteurs américains qui sont en cours d'installation commencent à fonctionner ». Ces informations aident à comprendre les raisons qui ont poussé le mouvement à s'attaquer à la centrale. *Le Devoir* et *Le Journal de Montréal* abondent alors dans le même sens en publiant des informations qui tendent à diminuer la portée de l'acte terroriste.

Le Devoir est aussi le seul à présenter des informations contextuelles plus poussées. Relevons un texte de l'AFP plutôt intéressant dans le journal *Le Devoir* du 26 juin 1978 alors qu'un journaliste de Bilbao est abattu par l'ETA-militaire. *Le Journal de Montréal* propose un texte court cette même journée, en provenance du même fil de presse. Attardons-nous simplement sur celui du *Devoir*, qui est plus complet. Après avoir expliqué les circonstances entourant l'assassinat du journaliste espagnol Jose Maria Portell, directeur du journal de Bilbao *Roja del Lunes*, l'article présente les allégeances de l'homme en question. Nous sommes donc informés que le journaliste s'était souvent penché sur les problèmes de l'ETA. Il avait déjà écrit un livre sur le mouvement, *Hombres-ETA*, qui avait été bien accueilli par les militants. Toutefois, plus récemment, il avait dénoncé le caractère marxiste-léniniste de l'organisation qui s'opposait à toute négociation. Quelques jours plus tôt, « son journal avait publié une lettre ouverte signée par 42 intellectuels basques condamnant l'attitude de l'organisation terroriste basque et affirmant qu'aucune négociation n'était possible avec eux ». Le journaliste avait aussi pris part à plusieurs tentatives de négociation entre le gouvernement et l'organisation, négociations qui avaient été condamnées par la branche

politico-militaire de l'ETA. Selon *Le Devoir*, ce meurtre, le premier touchant un journaliste, soulève dans le pays une émotion considérable et ouvre la porte à de nouvelles mesures gouvernementales dans le but d'attraper les extrémistes. On relève aussi la responsabilité de l'ETA dans quelques attaques récentes. Le texte du *Devoir* est le seul à apprendre à ses lecteurs que l'homme assassiné était le correspondant au Pays basque de l'agence américaine AP ! Ce journaliste contribuait probablement au fil de presse de l'agence, très utilisé par *Le Devoir*. Rappelons-nous qu'au cours du chapitre 2 de notre analyse, un sentiment de compréhension face à l'ETA a souvent été relevé dans les dépêches publiées par le quotidien montréalais, ce qui était un peu moins présent dans les récentes dépêches (coïncidant avec le changement d'attitude du journaliste assassiné). Car après tout, les textes des différents fils de presse, bien que soucieux des normes journalistiques, sont aussi écrits par des journalistes possédant leurs propres valeurs.

Aussi, le 26 juillet, *Le Devoir* publie un éditorial du journal *Le Monde* pour faire un bilan de la situation. En résumé, ce que nous disent ces quelques lignes, c'est que la plupart des partis politiques et groupes importants du pays sont derrière le gouvernement. Selon l'auteur, les attentats se manifestent généralement à l'aube de chaque étape importante du processus démocratique du pays. Celui-ci survient le jour où les députés devaient achever leur débat sur la future constitution du pays. Une certaine méthode de travail de l'ETA est donc déchiffrée. Il est aussi intéressant de constater que tous s'unissent contre la violence, incluant les nationalistes du PNB. Le texte tend à isoler les mouvements terroristes.

En somme, lorsqu'il est question des actions terroristes, les différences entre les journaux semblent moins prononcées. Les journaux conservent tout de même leur caractère propre, observé depuis le début de l'analyse : plus d'informations dans *Le Devoir*, plus de rigueur journalistique dans la *Gazette*, présence moins importante du *Journal de Montréal*, avec une tendance à rendre plus attirantes les nouvelles qui s'y prêtent. Lorsque les journaux font preuve d'un peu plus de compassion, c'est pour dénoncer la répression policière qui s'abat sur le Pays basque. Un effort supplémentaire est déployé par *Le Devoir* afin de ne pas mélanger les groupes terroristes séparatistes des partis politiques nationalistes.

Tout au long de cette période de 1976 à 1978 inclusivement, l'Espagne fait des progrès vers la démocratie. Cependant, beaucoup d'habitudes tardent à s'estomper, notamment dans la façon dont sont traités les Basques par les autorités. Ce qui est décrié par les journaux montréalais, c'est surtout cette persécution de la population toujours jugée suspecte par la police espagnole. Encore une fois, la morale démocrate de nos journaux fait en sorte que les manifestations organisées par la population pour obtenir l'amnistie des prisonniers politiques (de crimes non violents) sont bien perçues. Les journaux truffent alors leurs articles de petits indices qui traduisent leur point de vue sur la répression policière. La situation est particulièrement bien suivie par *Le Devoir*, qui est parfois le seul à couvrir certains événements. *Le Devoir* semble soucieux d'offrir le plus de contextualisation possible et de bien expliquer la différence entre les groupes terroristes et groupes nationalistes. Par la publication d'articles décrivant la situation du peuple basque, le quotidien semble être plus soucieux de la cause que les autres. Cet intérêt pour la lutte basque est toujours ressenti dans la période couverte par ce chapitre. La *Gazette* semble se faire un point d'honneur à présenter une couverture représentant toutes les parties impliquées. Les dépêches de *Journal de Montréal* semblent se rapprocher de celle du *Devoir* et de la *Gazette*. Inspiré par les événements sans grands coups d'éclat, c'est ce qui définit sa couverture des manifestations : textes plutôt courts et neutres. Certains incidents plus « dramatiques » le permettant, sa présentation des événements est un peu plus sensationnaliste que celle des deux autres quotidiens.

En général, une certaine baisse d'intérêt commence à se dessiner. Les articles présentés sont surtout des dépêches plutôt que des textes d'opinion. Les journalistes ressentent moins le besoin de s'exprimer sur la situation. *Le Journal de Montréal* semble moins émotif, *Le Devoir* un peu plus réservé dans sa présentation des événements et la *Gazette* se cantonne dans son rôle de journal d'information, partisan d'objectivité aussi souvent que possible. Il est certain que l'arrivée de la démocratie enlève un peu de l'intérêt à la cause des Basques qui étaient opprimés sous Franco, tel que remarqué dans le chapitre couvrant les années 1970 à 1975. Avec un gouvernement démocratique, il est un peu plus difficile pour les journaux de condamner quoi de ce soit. Une fois la démocratie réellement

installée grâce à l'adoption de la nouvelle constitution, gageons que la défense des intérêts basques risque d'être plus effacée...

CHAPITRE IV

SENSATIONALISME OCCASIONNEL ET JOURNALISME D'INFORMATION (1979-1981)

L'adoption de la constitution espagnole confirme le caractère démocratique de la nation espagnole. Toutefois, plusieurs dirigeants politiques sont issus du franquisme et l'armée qui a prêté serment au roi Juan Carlos est demeurée, en partie, assez conservatrice. La démocratie accordée, l'Espagne verra naître l'autonomie de certaines de ses régions. Le 25 octobre 1979, le Statut de Guernica est approuvé par le peuple basque, soit par 90% des votants, malgré un taux d'abstention de 40%¹. Tous ces changements politiques ne sont pas suffisants pour les militants de l'ETA qui ne souhaitent rien de moins que l'indépendance. La lutte armée de l'ETA militaire s'intensifie, alors que l'ETA politico-militaire reprend les armes de temps à autre. Si les violations des droits de l'homme demeuraient d'actualité sous la transition, les Basques, en particulier, en font toujours les frais². Une grande nouveauté de cette période réside dans l'entrée en scène d'un groupe de dissidents de l'armée espagnole qui occupera l'actualité pendant quelques jours.

Si les journalistes québécois s'étaient émus pour la cause basque comme nous l'avons vu au chapitre 2 et, dans une moindre mesure au chapitre 3, un plus grand détachement face à la situation basque est dorénavant perceptible. Est-ce que le fait d'être plongé dans la question nationale au Québec modifie l'intérêt porté à la cause basque ? La violence de l'ETA est telle qu'il serait difficile d'être sympathique à cette cause. Ce n'est pas tant la situation politique de la province basque qui défraye les manchettes, mais plutôt la violence de ses militants. Avant de nous pencher sur la couverture du terrorisme qui, précisons-le, s'intensifie de façon inquiétante, attardons-nous sur ce sentiment de

¹ José Luis de la Granja, *Le nationalisme basque*, Paris, Éditions Ellipses, 2002, p.96.

² Antonio Elorza et autres, *ETA une histoire*, Paris, Édition Denoël impacts, 2000, p.58.

détachement pour la cause basque perceptible dans une pratique journalistique généralement plus près de la neutralité que dans les autres périodes étudiés précédemment.

4.1 Une neutralité qui s'installe...

Dans l'histoire espagnole et basque, la période qui va de 1978 à 1981 est sûrement une des plus meurtrières : nombreux attentats, enlèvements et meurtres défraient les manchettes presque quotidiennement. Certaines attaques sont passées sous silence, tant leur nombre est élevé. Nous observons aussi un phénomène nouveau : une lutte entre les deux branches de l'ETA, soit l'ETA-militaire et l'ETA politico-militaire. Ces événements ont tendance à être relatés de façon plutôt neutre, détachée.

D'entrée de jeu, il est intéressant de soulever que tous les articles abordant la situation au Pays basque espagnol sont tirés des différents fils de presse. C'est dire que les journalistes québécois ou étrangers ne publient aucun article original sur la question. Revenons au tableau présenté dans le chapitre I, au point 1.2 (p. 25) qui présentait le nombre et genre d'articles publiés par les trois quotidiens selon les périodes. Il est ainsi aisé de constater que les textes originaux déclinent avec les années. Si les journalistes se contentent de ce qu'ils trouvent sur les fils de presse, c'est probablement parce que les événements les interpellent moins qu'avant.

Dans ce quatrième chapitre comme dans les parties précédentes, *Le Devoir* demeure le journal qui propose le plus grand nombre de textes, soit 57 sur un total de 97 dans toute cette section sur les actions de l'ETA (4.1 et 4.2). *La Gazette* suit avec 25 articles et *Le Journal de Montréal* n'aborde la question qu'à 15 reprises.

La plupart de ces articles de ce chapitre peuvent être classés dans la catégorie d'articles plutôt neutres. Souvent, la nouvelle est rendue de façon assez objective puisqu'elle propose un tour d'horizon assez complet de la situation, recueillant les informations des parties opposées, lorsque disponibles. La place accordée aux événements basques n'y est

généralement pas très grande. Voyons de plus près quelques exemples de dépêches couvrant le terrorisme basque qui entrent dans cette catégorie.

Malgré ce plus grand souci généralisé des règles du journalisme d'information, des différences sont encore perceptibles entre les différents journaux. Regardons cette couverture du meurtre de six policiers de la garde civile, le 2 février 1980. Dans *Le Journal de Montréal*, le texte « Six gardes civils abattus à Bilbao » rapporte que ce serait des terroristes basques qui auraient tiré sur les six hommes qui se rendaient sur un polygone de tir. On y décrit les circonstances du meurtre qui est, selon l'article, le plus meurtrier depuis la mort de Franco. La dépêche de l'agence AP se termine en soulignant la crainte de représailles de la part des groupes d'extrême-droite puisque ceux-ci menacent de tuer quatre militants basques pour chaque meurtre perpétré. Situé dans un encadré, l'article attire l'œil du lecteur. *Le Devoir* titre de façon presque identique (« Six gardes civils sont abattus au Pays basque »), mais apporte beaucoup plus d'explications que *Le Journal de Montréal*. En plus de rapporter les circonstances et la réaction des groupes d'extrême-droite, la dépêche de Reuter et de l'AFP aborde les mesures spéciales prises par le gouvernement pour lutter contre le terrorisme et la position de l'ETA sur l'autonomie basque jugée insuffisante. Du côté de la *Gazette*, alors que la confirmation des responsables des meurtres n'a pas été donnée, la direction du journal décide de titrer : « Six civil guards killed by separatists ». De plus, tandis que *Le Devoir* parlait du pire attentat depuis la mort de Franco, le texte d'AP dans la *Gazette* affirme plutôt que c'est la pire attaque sur la garde civile en 140 ans d'histoire. Concernant les détails des meurtres, l'article précise que plus d'une centaine de balles auraient été tirées. La dépêche se conclut sur le désir d'indépendance, et non d'autonomie, de l'ETA. Encore ici, les articles demeurent assez conformes à la pratique journalistique, mais notons que la *Gazette* ajoute quelques détails supplémentaires qui ont tendance à rendre l'article le plus attirant possible.

Si la plupart des attaques de l'ETA sont rapportées d'une façon assez semblable, la tendance se maintient dans la couverture de la première « guerre des plages » lancée par les militants de l'ETA du 30 juin au 5 juillet 1979. Cette nouvelle tactique a pour but d'affecter le tourisme en Espagne. *Le Devoir* et, dans une moindre mesure, la *Gazette* proposent une couverture assez complète des événements. *Le Journal de Montréal* est pratiquement absent,

silence qui pourrait être expliqué par la banalité des événements, soit le nombre peu élevé de victimes et l'absence de crainte chez les Espagnols eux-mêmes.

De façon générale, ces articles plutôt brefs n'occupent pas beaucoup de place dans les pages des journaux. Nous pouvons lire dans la *Gazette* du 30 juin 1979 que six bombes ont explosé dans des hôtels touristiques, attaque préparée en partie par l'ETA politico-militaire qui réclame la responsabilité de trois engins explosifs. L'article explique les événements ainsi que le contexte politique des attaques. Selon le texte de Reuter, « Spanish resort centers bombed », la « guerre des plages » aurait été lancée par l'ETA politico-militaire devant le refus du gouvernement de transférer une centaine de militants vers des prisons basques. L'impact des bombes serait mineur sur le tourisme qui, précise-t-on, est une source de revenus considérable pour l'Espagne. L'article publié par *Le Devoir* cette même journée, « L'ETA s'attaque aux stations touristiques de la Costa del Sol » est aussi tiré de Reuter et s'avère une traduction du même texte, avec une visibilité à peine un peu meilleure.

La situation est suivie par les deux quotidiens qui proposent des articles simples et concis sur le fil des événements. Les textes expliquent les dommages matériels causés par les bombes, les revendications de l'ETA concernant le grand nombre d'arrestations effectuées par la police chez les militants et les conditions de détention. De la première « guerre des plages », quelques articles seulement réussissent à récolter un peu plus d'attention, par exemple lorsqu'un membre du parlement est blessé par un tireur non identifié. À ce sujet, un article de Reuter, publié le 4 juillet 1979 dans la *Gazette*, est titré : « Prominent Spanish politician shot ». *Le Devoir* attend au 6 juillet pour en faire mention dans un texte tiré de l'AFP : « Trois autres bombes explosent en Espagne ». Les deux quotidiens abordent aussi les négociations autour du statut d'autonomie. *Le Devoir* offre un résumé assez complet de la situation autant sur les bombes et leur faible impact sur la population.

Dans la *Gazette*, plusieurs événements perdent de leur visibilité comparativement à ce qui se faisait comme couverture dans les autres périodes. Cet article du 6 mars 1981 en témoigne, alors que des tireurs de l'ETA sont suspectés d'avoir tué un inspecteur de police. L'article est pratiquement introuvable dans la page, prenant place dans le bas complètement

de la section des nouvelles brèves, ce qui est aussi le cas de quelques autres articles publiés les jours précédents.

En cette même journée du 6 mars, *Le Devoir* propose un article beaucoup plus complet et, surtout, plus visible étant situé dans un encadré en haut de page. Dans cet article de Reuter intitulé « Un commissaire de police tué à Bilbao », le nom de la victime est mentionné en début de texte, devenant la septième personne tuée dans la violence politique au Pays basque de l'année. Les quelques lignes se penchent sur l'impact du terrorisme sur la fragile démocratie. Cette différence entre les deux journaux porte à souligner l'importance des nouvelles internationales pour le journal indépendant de feu Henri Bourassa comparativement aux autres quotidiens.

Il arrive parfois que les événements soient plutôt spectaculaires, mais que la couverture demeure assez objective. Ainsi, le 5 janvier 1979, tous les journaux publient des articles qui annoncent l'arrestation de suspects dans le meurtre du général Ortín Gil et traitent des funérailles de ce dernier. Avec une dépêche de Reuter portant le titre plutôt simple « L'assassinat du général Gil: suspects arrêtés », *Le Journal de Montréal* donne quelques détails sur les arrestations pratiquées par la police avant de poursuivre sur le déroulement houleux des funérailles du général Gil. On y apprend que des manifestations de droite ont eu lieu, que les militaires ont ignoré les instructions officielles et ont décidé de transporter le cercueil sur leurs épaules pour se rendre au cimetière situé à trois kilomètres de l'église, et que des manifestants de droite et d'extrême-droite ont formé un cortège le long de la route, faisant le salut fasciste et scandant « Gouvernement assassin! » et « L'armée au pouvoir! ». Des manifestants ont aussi brûlé des drapeaux basques. Selon la dépêche retenue, l'assassinat du général a été unanimement condamné par la presse espagnole et par les deux principaux syndicats socialistes et communistes. L'ETA aurait l'intention de poursuivre l'offensive « si le gouvernement n'accepte pas de faire des concessions importantes sur l'autonomie basque ». Lors d'un discours à la télévision, le ministre de l'Intérieur, Martín Villa a refusé toute négociation et a affirmé que « les mains du gouvernement ne peuvent être souillées par le sang des assassins de l'ETA. Nous en finirons avec l'ETA ou l'ETA en finira avec nous et nos nouvelles libertés. » Assez complet, l'article du *Journal de Montréal* fait bien le tour de la

nouvelle, rapportant la vision de tous les groupes concernés, sans trop tomber dans le sensationnalisme.

Du côté de la *Gazette*, le titre choisi pour la dépêche d'AP est « Rightists burn Basque flags at Spanish general's funeral ». L'événement mis de l'avant n'est donc pas le même que celui du *Journal de Montréal*. Les informations sont présentées dans un ordre différent, avec des phrases plus directes. Le texte débute ainsi: « Shouting for the government to resign and the army to take power, angry rightists burned Basque flags in Madrid streets yesterday at the funeral of a Spanish general assassinated by Basque separatists. » Il se distingue aussi légèrement en donnant le nombre de personnes qui accompagnaient la dépouille et contredit *Le Journal de Montréal* en précisant que la marche avait duré cinq kilomètres plutôt que trois. On apprend aussi que des coups de feu ont été tirés par la police pour calmer la foule. Les dernières lignes de l'article concernent l'assassinat récent d'un policier qui a fait monter la grogne des médias de droite contre le gouvernement espagnol qui ne sait pas gérer toute cette violence. La visibilité de cette dépêche est moyennement bonne, se situant dans le haut d'une page de la section internationale. Tout comme le texte du *Journal de Montréal*, la nouvelle demeure somme toute neutre, compte tenu de la nature dramatique des événements. Quelques différences se glissent entre les deux articles, mais la lecture des événements reste somme toute la même. On peut même avancer que la *Gazette* relève un peu plus le côté sensationnaliste de la nouvelle que *Le Journal de Montréal*.

Le Devoir propose un titre un peu plus complet pour son article de Reuter et de l'AFP, soit : « Suspects arrêtés après le meurtre d'Ortín Gil - Des officiers en colère à Madrid ». Le texte donne un peu plus de détails sur les sept ou huit arrestations effectuées par la police, qui ne seraient pas reliées au meurtre du général. Selon toute vraisemblance, quelques-uns des suspects seraient de jeunes Basques venus célébrer la fête des Rois dans la capitale. L'article du *Devoir* relève aussi la déclaration du ministre Villa, mais de façon plus étoffée, en écrivant que la loi anti-terroriste qu'il souhaite appliquer autoriserait la détention des suspects pour plus de 72 heures, l'enregistrement de conversations téléphoniques et l'ouverture de courrier. On termine en abordant les agissements de l'armée durant les funérailles. On parle d'« un millier de manifestants de droite ou d'extrême-droite qui,

scandant *L'armée au pouvoir!*, ont brûlé des drapeaux basques puis brisé un cordon de police pour suivre le cortège funèbre ». Ce serait la plus grave manifestation jamais observée contre le gouvernement par des officiers en uniforme. Le titre de l'article est bien visible dans une page de la section internationale. *Le Devoir*, encore une fois, fait figure du journal le plus complet et précis sur l'événement. Cette couverture demeure neutre dans la mesure où les normes journalistiques d'objectivité semblent respectées même si le sujet tend à être assez « coloré ». Contrairement aux articles de la première période qui ne représentaient qu'une seule vision des événements, les textes de cette celle-ci semblent plus soucieux de véhiculer la version de tous les groupes concernés.

Quelques articles proposent une certaine mise en contexte qui permet au lecteur de bien mettre en relief la situation, sans affecter l'objectivité du texte. Par exemple, regardons l'article « Nouveaux attentats au Pays basque » publié dans *Le Devoir* du 3 janvier 1979. La dépêche de Reuter présente les deux premières victimes du terrorisme de l'année qui seraient peut-être imputables à l'ETA selon la police. Après avoir décrit le contexte des meurtres, le texte se lance dans une série de chiffres pour établir un bilan des violences : 91 victimes de la violence politique l'an dernier, nombre trois fois plus élevé que l'année précédente, les deux tiers sont décédés au Pays basque et la plupart des meurtres sont revendiqués par l'ETA. Ces données permettent seulement de bien faire comprendre au lecteur la tension qui règne au pays. Aucun jugement de la part du journal ne semble se dégager de ces informations.

Dans un autre texte, *Le Devoir* profite d'un attentat terroriste à Madrid pour dresser un bilan assez détaillé de la situation. Ainsi, la dépêche de l'AFP du 8 mai 1979 avance que l'attentat fait suite à une série d'actions qui ont fait 52 morts en Espagne depuis le début de l'année alors qu'en 1978, le bilan du terrorisme s'était élevé à 97. En 17 semaines, 29 policiers, 15 civils, 1 militaire, 1 juge, 2 membres de l'ETA et 1 des GRAPO ont trouvé la mort. En plus de ces chiffres, le texte est suivi d'une description de l'organisation GRAPO qui serait le bras armé du Parti communiste reconstitué. Dans un souci d'équité, la dépêche relève aussi la recrudescence des actions des groupes d'extrême-droite et néo-nazis qui se sont manifestés ces derniers jours. Ce texte, bien visible en pages internationales, se termine sur la note suivante : « Depuis le début de l'année, il y a environ trois attentats mortels par

semaine. » Tout en demeurant soucieuse de montrer la vision de chaque groupe, cette formulation a pour effet de bien « imager » les propos, sans sous-entendre un jugement quelconque du journal.

Malgré la démocratisation de l'Espagne, les attentats de l'ETA se font très nombreux au cours de cette dernière période. La couverture proposée par les journaux de Montréal tend à refléter le point de vue de tous : les militants, le gouvernement au pouvoir, l'armée espagnole, les partis politiques basques et espagnols, de même que les mouvements sociaux et syndicaux. En général, les événements ne font pas les manchettes et la situation est similaire dans les trois journaux. Les exemples de cette relative neutralité sont donc très nombreux. En feuilletant les articles à la base de ce chapitre, la neutralité et le détachement face à la cause basque sont vraiment l'élément le plus marquant de la couverture. Il est certain qu'il est difficile d'approuver les actes terroristes, mais une plus grande attention était portée, comme on l'a vu dans le chapitre couvrant les années 1969 à 1975, aux raisons qui motivaient ces actes d'une grande violence. Dans cette dernière période, cette explication est souvent absente, ou moins élaborée. Malgré, ou peut-être à cause de l'effervescence nationaliste des années 1978 à 1981, la cause basque ne semble pas, dans l'ensemble, rejoindre les intérêts des journalistes québécois.

4.2 Malgré quelques timides interventions

À cette neutralité soulignée précédemment, il y a quelques exceptions auxquelles nous allons nous attarder. Certains textes témoignent d'un effort pour attirer l'attention du lecteur en misant par exemple sur le sensationnalisme, soit dans la mise en page de l'article, soit dans le contenu. La couverture d'autres événements laisse transparaître une certaine subjectivité dans le texte. Bref, les prochains articles présentés font preuve d'un certain intérêt face aux faits qui sont relatés. Si nous pouvons parler d'intérêt journalistique, c'est que la part de subjectivité qui se glisse dans les lignes du journal a pour but de transmettre cet intérêt au lectorat.

Dans la comparaison des textes publiés par *Le Devoir* et la *Gazette* le 9 avril 1979, il est possible de mettre en lumière une certaine modification de la « dépêche source » de la part de l'un des deux journaux. Cet exemple permet simplement d'insister encore une fois sur le fait que même si les journaux se basent sur le fil de presse des agences, il est possible pour les journalistes de transformer un texte. Alors que les deux médias parlent d'une manifestation de 100 000 personnes dans les rues de Bilbao pour réclamer la libération de détenus politiques basques, les deux articles soulignent aussi l'assassinat par l'ETA quelques jours auparavant de trois policiers. Ce meurtre est placé dans la première phrase du texte dans *Le Devoir* et vers la fin dans la *Gazette*. Le choix de placer cette information en avant plan demeure discutable puisqu'il s'agit d'une plus vieille nouvelle que celle des manifestations. Est-ce la formulation du texte original qui propose un tel classement ? Impossible de le dire. Ce qui est aussi intéressant à souligner est le fait que la *Gazette* ajoute que l'ETA a réclaté la responsabilité de la mort de 24 des 37 victimes de violences politiques en Espagne cette année, ce que ne mentionne pas *Le Devoir*. Comme les deux textes proviennent de l'agence Reuter, il est facile ici de constater que les journaux peuvent déplacer, arranger ou ajouter à leur guise les informations dans la publication des dépêches. Reste à savoir lequel des deux journaux s'est le plus éloigné du texte initial.

Témoignant d'un certain intérêt porté à la cause, quelques articles décrivent l'organisation de l'ETA dans *Le Devoir*, qui est le seul à proposer des articles de contextualisation de ce genre. Dans son édition du 31 juillet 1979, il est question de la rivalité entre les factions du groupe basque dans une dépêche de l'AFP. En 48 heures, le terrorisme a fait neuf victimes et une centaine de blessés dans sept attentats, souligne-t-on. Le texte rappelle que l'accord du 17 juillet sur le statut d'autonomie laissait espérer un retour au calme et un isolement de la branche militaire radicale de l'ETA. Toutefois, même l'ETA politico-militaire reprend du service. Les autorités se retrouvent devant un problème fastidieux : « d'une part l'ETA militaire qui ne reconnaît pas le statut et qui continue sa guérilla contre les forces de l'ordre au Pays basque et, d'autre part, l'ETA P-M qui a reconnu le statut d'autonomie, mais qui reparle des prisonniers avant la solution de pacification ». Un autre texte abonde dans le même sens le 3 août, recueillant aussi une belle visibilité dans *Le Devoir*. L'AFP nous apprend la fin de la campagne d'attentats de l'ETA P-M qui a fait cinq

morts et 95 blessés à Madrid le week-end précédent. Le texte explique que le but de cette branche est de « faire alliance avec le peuple espagnol contre l'ennemi commun : l'oligarchie centraliste de l'État espagnol ». Ce groupe est favorable au statut d'autonomie pour le Pays basque, mis au point par le gouvernement et par des dirigeants basques modérés. Toutefois, « l'ETA militaire a encore radicalisé sa position, continuant la lutte armée jusqu'à l'indépendance et au retrait des forces policières des provinces basques ». Le tourisme est maintenant à l'abri, les actions de l'ETA militaires étant surtout localisées au Pays basque. Ces exemples montrent l'intérêt momentané que porte *Le Devoir* aux motivations des militants. *Le Journal de Montréal* et la *Gazette* n'ont pas retenu cette dépêche pour leur lectorat.

Deux ans plus tard, le même genre de texte est publié, toujours dans *Le Devoir*, alors que la violence de l'ETA militaire persiste. On peut lire que l'aile politico-militaire soutient qu'elle n'aurait recours aux armes qu'en cas de coup d'État ou de menace au statut d'autonomie. L'article basé sur les fils de presse d'AP, Reuter et AFP énumère quelques données : 110 assassinats politiques en 1980 dont la plupart imputés à l'ETA militaire, cinq depuis le début de l'année. On tente aussi d'expliquer la division de l'ETA qui remonte à plus d'une dizaine d'années, « alors que les Eterras étaient des héros de la lutte nationaliste de la région contre la dictature de Franco. L'aile militaire devenait trop vers la gauche, les *polimilis* s'en éloignent. » Le texte souligne aussi que leurs positions sont plus tranchées depuis le retour de la démocratie. L'ETA militaire rejette le statut d'autonomie contrairement à l'ETA P-M qui lui accorde un soutien modéré, mais qui n'hésite pas à reprendre les armes pour en demander plus. Les actions de ces derniers sont plus spectaculaires que meurtrières. Cet article, très intéressant et qui permet au lecteur de bien comprendre la situation, est situé en première moitié de page dans la section internationale. *Le Devoir* prend la peine de bien expliquer les différences entre les factions de l'ETA, démontrant ainsi un intérêt non négligeable pour la situation basque.

Nous avons vu dans la section précédente, qui se penchait sur la neutralité de la couverture journalistique, que le traitement de la « guerre des plages » révélait le peu d'intérêt des journalistes. La deuxième « guerre des plages », du 24 juin au 2 juillet 1980,

prend plus d'ampleur dans les quotidiens montréalais, mais la raison de cette différence réside dans le fait que lors de ce deuxième épisode, le président américain Jimmy Carter est en visite en sol espagnol. La *Gazette* présente son premier texte sur la reprise de la « Guerre des plages » sur la une de son édition du 26 juin 1980. Le titre choisi explique de lui-même sa présence sur la couverture du journal : « Basques bomb kill as Carter visit starts ». L'article signé par *Gazette news services* explique le contexte des attaques contre le tourisme de même que la visite du président américain. Les demandes de l'aile politico-militaire de l'ETA ne sont mentionnées que dans un deuxième article de UPI situé dans la section des nouvelles brèves. Il est donc assez facile dans ce cas d'affirmer que l'intérêt apporté à la nouvelle est expressément lié à la présence du président en Espagne, et non à la cause basque.

Un autre point qui peut démontrer que c'est la présence du président Carter qui contribue au regain d'intérêt pour la situation en Espagne réside dans la présence d'articles dans *Le Journal de Montréal*. Alors que la première « guerre des plages » n'était pas soulignée dans le tabloïd, voilà qu'elle fait son apparition dans l'analyse de la deuxième phase. En cette même journée du 26 juin, le journal consacre donc une page entière à la visite du président américain, le tout accompagné de trois photos de la visite de Jimmy Carter. Dans cet article, il n'est même pas question de la « guerre des plages ». C'est plutôt vers la fin du journal qu'un texte fait mention de quatre bombes. Le titre, sur deux lignes, est assez visible : « Quatre bombes explosent dans des centres touristiques en Espagne ». Le texte qui fait mention des appels effectués par l'ETA pour prévenir les hôteliers des explosions demeure assez neutre. Bien que la dépêche d'AP n'occupe pas un endroit privilégié dans le quotidien, il s'agit quand même d'une certaine présence comparativement au premier épisode de la « guerre des plages ».

Du côté du *Devoir*, la situation est différente puisque l'intérêt pour la première « guerre des plages » était bien présent, de sorte que la visite du président ne modifie pas vraiment la couverture des événements. Un texte explique, le 24 juin 1980, que l'ETA politico-militaire réclame la « libération de 19 prisonniers basques de la prison de Soria, la destitution du directeur de ce centre et l'annonce d'un référendum pour intégrer la Navarre dans la région autonome basque ». La même stratégie est lancée par les militants, soit la pose

d'engins explosifs près d'hôtels, suivie d'un appel pour avertir les autorités. Le gouvernement annonce qu'il ne cèdera pas au chantage. Le texte de l'AFP, auquel on a ajouté le titre « Les terroristes basques menacent de faire sauter les plages espagnoles », jouit d'une bonne visibilité en pages internationales.

Le Devoir accorde aussi une place à la une de son édition du 26 juin à un article signé Reuter et AFP qui fait le point sur la situation. Le texte « Quatre bombes explosent autour d'Alicante - L'ETA déclenche la guerre des plages », situé juste en dessous du nom du journal, cite un dirigeant du parti Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire, qui juge la campagne entreprise par les militaires d'« absurde et nocive pour les intérêts du Pays basque et de la gauche basque indépendantiste ». Afin de faire le tour de la question, le texte fait mention de la menace du Bataillon basque espagnol (extrême-droite) de faire exploser des bombes dans les zones touristiques basques, en signe de contestation. Bien que non mentionnée dans le titre de l'article, la visite du président Carter est évoquée rapidement. Pour compléter son article, *Le Devoir* présente la réplique du gouvernement face au terrorisme dans un autre texte de l'AFP, « Madrid déclare la guerre à l'ETA », en pages internationales. Les autorités y annoncent des mesures répressives accrues. En somme, nous pouvons dire que dans le cas du *Devoir*, la présence de Carter est certainement plus secondaire dans le récit des événements.

La *Gazette* se fait discrète au cours des jours suivants, mais *Le Devoir* tient le phare. Les textes publiés demeurent neutres, mais une visibilité considérable leur est accordée. Tous les protagonistes sont représentés dans les textes en provenance de Reuter et de l'AFP et l'amplification de la situation est bien transmise. Nous pouvons voir que *Le Journal de Montréal* suit aussi l'affaire tout en proposant, lorsque les nouvelles sont plus faibles, des textes plus neutres comme celui de l'AFP du 30 juin sur la poursuite de la campagne anti-touristique de l'ETA. Dans ces moments, nous ne pouvons repérer aucun éclat du côté de la forme et une neutralité presque irréprochable du côté du contenu.

D'autres nouvelles sont mises de l'avant dans cette période, comme la couverture de l'enlèvement de trois consuls. Cette nouvelle mérite notre attention, puisque les articles sont

placés à la une du *Devoir* et de la *Gazette* du 21 février 1981. *Le Journal de Montréal* place un article sur le sujet dans ses premières pages et non dans la section habituellement consacrée aux nouvelles internationales. Le texte publié par *Le Devoir* d'après Reuter, AFP et AP, est assez long et nous apprend qu'une semaine après la mort d'un militant basque, des « Eterras » de la branche politico-militaire ont enlevé trois consuls honoraires au Pays basque, soit ceux de l'Autriche, du Salvador et de l'Uruguay. Dans un communiqué cité dans le texte, l'ETA précise que le sort des consuls dépend des réponses que donnera le gouvernement central à ses exigences : amnistie de prisonniers, épuration de la police, démission du ministre de l'Intérieur et référendum pour l'intégration de la Navarre dans le Pays basque. Le journal se consacre ensuite à la description des enlèvements et à la situation politique incertaine entourant le premier ministre Sotelo. Le titre de l'article, en plein centre de la une, est assez clair : « Calvo Sotelo n'obtient pas la majorité – Les terroristes basques enlèvent trois consuls ». C'est la deuxième partie de la phrase qui est mise de l'avant avec ses caractères gras. Du côté de la *Gazette*, la présence du texte sur la une est plus discrète. Le titre « Basque separatists grab three consuls » n'occupe qu'un petit espace dans le coin inférieur de la page principale, mais se trouve tout de même en une. Le texte, assez court, explique bien les événements, tout en suivant les pratiques journalistiques habituelles d'objectivité. Du côté du tabloïd, une dépêche d'AP de longueur moyenne est située dans un encadré pour augmenter sa visibilité. Une photo d'un consul enlevé accompagne le texte qui décrit les événements de façon assez neutre et complète, sans tomber dans le sensationnalisme.

Toutefois, si *Le Devoir* faisait référence à un communiqué des terroristes et expliquait leurs buts, le journal anglophone explique ces objectifs avec des citations de la police. Le groupe terroriste n'est donc pas directement cité, ce sont plutôt les déclarations de la police qui ponctuent le texte. Cette comparaison se montre donc très intéressante du point de vue des différences dans la présentation d'une nouvelle. *Le Devoir* n'hésite donc pas à citer les militants basques, ce qui n'est pas le cas de la *Gazette* qui passe plutôt par les autorités policières, une façon manifeste de ne pas accorder trop d'intérêt au groupe terroriste.

Relevons quelques autres exemples dans lesquels des citations de leaders de l'ETA sont reprises dans des dépêches. Le 21 février 1981, *Le Devoir* publie un texte de AFP-Reuter-AP dans lequel une place est accordée à la transmission de l'opinion de l'ETA militaire qui traite les militants de l'ETA PM de traîtres envers le peuple pour « avoir abandonné la lutte à l'indépendance et envisagé des négociations avec l'État espagnol ». On leur laisse aussi le soin de préciser, dans leurs propres mots, que l'enlèvement est utilisé pour démontrer leur capacité de lutte et que « leur action [un enlèvement dans ce cas-ci] ne visait qu'à faire pression en faveur des prisonniers basques ».

Le 16 janvier 1979, dans un texte de Reuter du *Devoir*, divers troubles sont abordés dans le dossier de l'installation de centrales nucléaires au Pays basque. Le point de vue de tous les acteurs semble être défendu. On rapporte qu'un ancien dirigeant de l'organisation séparatiste « a estimé que l'on se trouvait désormais au stade de guerre ouverte entre l'ETA et le gouvernement ». On cite Juan Jose Echave qui a déclaré en France que « la lutte à mort pour l'indépendance et la souveraineté du Pays basque était engagée ». Souvent, lors de troubles semblables (attentats, manifestations, enlèvements, etc.), les organisations séparatistes s'expriment par communiqués de presse qui sont publiés dans les journaux.

Lors des « guerres des plages », les militants de l'ETA reçoivent aussi une certaine tribune pour s'expliquer. Le 29 juin 1979, un communiqué de l'ETA est utilisé à plusieurs reprises afin d'expliquer le lancement d'une vague d'attentats à la bombe contre les stations balnéaires espagnoles. On y lit que « l'ETA cessera ses actions si le gouvernement, dans un délai de 24h, transfère dans des prisons basques la centaine de membres de l'organisation détenus à la prison de Soria au nord-est de la capitale ».

Finalement, un article publié dans *Le Devoir* du 19 juillet 1980, portant le titre « L'ETA PM se radicalise », est dédié entièrement à l'organisation. Dans un communiqué, l'ETA politico-militaire annonce « qu'elle utilisera les armes pour obtenir une plus large autonomie que celle en vigueur actuellement au Pays basque ». Le groupe accuse la coalition gouvernementale d'être responsable de la situation de l'Euzkadi. La dépêche de l'AFP énumère les objectifs du groupe extrémiste soit : « l'incorporation de la Navarre dans le statut

basque, le retrait des forces de l'ordre, l'amnistie des prisonniers et la création d'une police autonome ». On termine en relevant que, selon l'organisation, « la solution au problème basque n'est pas une plus grande répression, mais une plus grande autonomie ». La visibilité de l'article dans le journal est passablement bonne, et *Le Devoir* est le seul quotidien montréalais à accorder cette grande vitrine au groupe séparatiste.

Tous ces exemples proviennent du quotidien *Le Devoir*. Il est le seul à accorder autant de place à la réplique des militants. Il est difficile d'analyser les raisons qui poussent *Le Devoir* à citer allègrement l'organisation séparatiste basque alors que la *Gazette* évite ces propos. Est-ce par souci de défendre la cause des opprimés ? Est-ce par souci de citer toutes les sources disponibles ? Ou encore peut-être dans le but d'offrir une couverture journalistique la plus complète possible ? Dans ce cas, comment expliquer que la *Gazette* ne procède pas de la même façon ? Il est fort probable que le quotidien anglophone hésite à accorder de la visibilité à un groupe terroriste. Le résultat est que le lecteur anglophone n'entend pas parler, tandis que celui du *Devoir* dispose d'informations supplémentaires.

Les prochains textes sur lesquels nous allons nous pencher témoignent d'un désir de sensationnalisme de la part du tabloïd montréalais. Quelques fois, la mise en forme de l'article peut aussi être suggestive, notamment par l'ajout de photographies. Dans *Le Journal de Montréal* du 29 janvier 1981, un titre attire l'attention en milieu de page : « Espagne : un capucin séparatiste arrêté ». Bien que la dépêche d'AP soit très courte, le titre est imprimé sur quatre lignes, occupant ainsi plus de place que le texte lui-même. Le texte se contente de nous apprendre que 14 membres présumés de l'ETA ont été arrêtés, que la police a saisi des armes et des munitions et qu'un homme d'Église était en possession de munitions et de documents de propagande de l'ETA. C'est sans doute le fait qu'un homme d'Église soit arrêté pour propagande qui fait en sorte que le titre de l'article soit si immense et accrocheur.

Le Journal de Montréal attire aussi le lecteur avec deux photographies, le 4 février 1980. Un guérillero basque s'est suicidé dans sa voiture plutôt que de se laisser arrêter, tandis que l'ambassadeur espagnol au Guatemala quittait l'hôpital, survivant à une violente explosion. Les images de UPI sont situées dans un grand cadrage et sont accompagnées d'une

très courte description des événements, l'attention étant vraiment placée sur les photos assez poignantes. Une très belle visibilité est ainsi accordée à l'événement, sans doute à cause de son caractère plutôt original, un tel suicide étant assez rare.

Les prochains exemples concernent surtout des assassinats de personnalités importantes. Ces informations sont traitées avec plus d'intérêt que les autres actions terroristes des militants vues jusqu'à maintenant. Regardons d'un peu plus près comment chacun des journaux procède pour attirer le lecteur sur la nouvelle.

La journée du 4 janvier 1979 nous permet de comparer l'attitude des trois quotidiens montréalais face à une nouvelle tragique, soit le meurtre du gouverneur militaire de Madrid. *Le Devoir* se sert des agences AFP, Reuter et AP pour son texte intitulé « L'ETA assassine le gouverneur de Madrid ». On nous dit qu'il aurait été assassiné alors qu'il rentrait déjeuner chez lui à bord de sa voiture officielle. L'article rappelle aussi la mort d'un lieutenant quelques jours plus tôt dans le cadre d'une campagne lancée ouvertement contre l'armée par l'organisation séparatiste basque. C'est la branche militaire de l'organisation qui a revendiqué l'attentat commis peu de jours après une annonce d'élections législatives. Le texte souligne la corrélation entre le meurtre et le nouveau tournant du processus démocratique, qui a déjà été évoquée dans quelques articles du corpus. Il est aussi précisé que tous les partis politiques condamnent cet acte qu'ils qualifient de « nouvelle provocation contre la démocratie ». Certains éléments du texte accroissent sa visibilité : texte dans le haut de la page, titre en gros caractères et choix de mots assez directs et accusateurs, ainsi que la publication d'une photo du général pour accompagner l'article, ce qui est plutôt rare dans l'habituelle couverture des événements basques proposée par *Le Devoir*.

Le Journal de Montréal pousse un peu plus loin dans la présentation de la nouvelle avec un texte de l'agence AP intitulé « Général abattu à Madrid ». Les détails sur le crime sont un peu plus nombreux. L'homme avait été nommé à son poste en décembre, après l'assassinat d'un autre général et de son aide de camp. Le gouverneur militaire aurait été touché à la tête par quatre balles, provenant des fusils de deux inconnus. Il était âgé de 63 ans. Le texte occupe la moitié d'une page du journal et est accompagné d'une très grande

photo de trois ambulanciers qui transportent la civière de Constantino Ortin Gil. Le titre de l'article est bien visible, le tout étant présenté dans un encadré. Assurément, la nouvelle attire l'œil du lecteur avec sa mise en page et est susceptible d'intéresser les lecteurs friands de faits divers avec les détails du meurtre et la photographie.

L'article de la *Gazette* diffère des autres textes. Basé sur AP, il indique plutôt que le général a reçu trois balles à la tête alors qu'il allait dîner avec sa femme. Le texte présente la victime comme « the highest ranking active military man slain so far by terrorists ». La lecture de la dépêche nous apprend aussi que le ministre de l'Intérieur avait interdit la publication de communiqués des assassins pour ne pas faire l'apologie du terrorisme et ainsi offenser les forces armées. Finalement, l'article se termine en indiquant le nombre de victimes du terrorisme en 1978, soit 99, les deux tiers des attaques se situant au Pays basque. La *Gazette* offre donc quelques informations qui distinguent cette couverture de celle des autres quotidiens, intégrant quelques données pour condamner encore plus le terrorisme. Malgré le ton accusateur du texte, il n'occupe qu'une petite place à côté d'une immense publicité. Aucune photographie n'y est ajoutée. Pourtant, les informations condamnent de façon très directe le terrorisme.

L'assassinat d'un général à la retraite, Luis Gomez Hortiguela, et de son adjoint est suivi les 26, 27 et 28 mai 1979 dans *Le Devoir* et *Le Journal de Montréal*. Le tabloïd en profite pour illustrer l'événement avec une photo de l'explosion de la voiture officielle dans laquelle prenaient place les trois militaires. Le texte de AP du 26 mai donne quelques détails sur l'attentat (abattu à coups de feu devant son domicile) et sur l'homme (ancien capitaine général de Valence sous Franco âgé de 69 ans). On précise aussi que depuis le début de l'année, le terrorisme a fait 52 victimes en Espagne et que Hortiguela est le militaire de rang le plus élevé tué en Espagne depuis le meurtre de Carrero Blanco en 1973. La dépêche est placée dans un encadré en haut d'une page, accentuée par une photo prise sur les lieux de l'assassinat. Du côté du *Devoir*, c'est plutôt un gros titre sur deux lignes qui fait de la dépêche de Reuter-AFP la plus importante de la page, mais sans illustration. Le journal publie les mêmes informations, tout en ajoutant quelques détails sur la situation générale du

Pays basque (autres événements récents, résolution d'intensification de la lutte contre le terrorisme, jour des Forces armées, etc.). L'intérêt porté à la nouvelle est évident.

Dans des périodes où la violence est amplement présente, les nouvelles ont tendance à être mises en valeur par divers procédés dans les journaux montréalais. Ainsi, un article publié le 24 mai 1979 dans la *Gazette* démontre un certain intérêt pour les événements, avec un titre plutôt sensationnaliste : « 17 die in weekend terror – King braves Spain's violence ». La dépêche de AP et UPI débute en vantant le courage du roi qui assiste à la *Journée des Forces armées* malgré le terrorisme des derniers jours. Le défilé regroupait 12 000 militaires et aurait été vu par 250 000 personnes, nous apprend l'article. Finalement, il est question des attentats de vendredi et de la bombe de samedi. On précise qu'il y avait 300 personnes dans la cafétéria au moment de l'appel à la bombe, qualifié de pire attentat depuis celui du premier ministre Carrero Blanco, ce qui porte le bilan à 250 personnes tuées depuis la mort du Caudillo Francisco Franco. Le titre, les premières lignes de l'article accompagné d'une image de Juan Carlos, de même que les précisions sur le terrorisme contribuent à rendre l'article plus saisissant pour le lecteur. Il en résulte alors un sentiment de sympathie pour le brave roi et un véritable dégoût du terrorisme.

Le Journal de Montréal poursuit sa couverture de la flambée de violence avec des très gros titres assez sensationnalistes, comme « Des attentats ont fait au moins 16 morts en Espagne ». Beaucoup de détails sont disponibles dans le texte. Le titre retenu pour l'article de l'AFP du 28 mai 1979 est « En Espagne: 17 morts en 48 heures ! », alors que le texte ne parle que de la présence de Juan Carlos aux célébrations du Jour des Forces armées. Du côté du *Devoir*, le titre de l'article de Reuter-AFP ressemble à celui du *Journal de Montréal* : « Espagne : la pire vague de terrorisme a fait 17 morts en 48 heures ». Toutefois, dans ce cas, l'article publié est un peu plus étoffé, relevant que l'extrême-droite réclame la démission du gouvernement, tandis que des personnalités espagnoles lancent des appels au calme. On revient sur l'attentat dans un café fréquenté par l'extrême-droite madrilène, qui a fait huit morts et 39 blessés, et sur la présence du roi au défilé militaire. Avec un choix de titre comme celui-ci et la visibilité qu'il donne à la nouvelle, le texte apparaît comme l'événement international le plus important de la page.

Si les articles précédents mettent l'accent sur une mise en page qui veut augmenter l'impact d'une nouvelle, d'autres articles peuvent être perçus comme plus « partisans ». C'est dire qu'une version d'un événement favorise directement un camp plutôt que l'autre. En lisant ce type d'articles, le lecteur est porté à se faire une idée partielle de l'événement. Évidemment, tout journaliste est d'abord humain et il est certain que des actes terroristes ne peuvent pas être couverts de la même façon que le serait la torture sur des prisonniers par exemple. Dans l'article qui suit, c'est certainement le sujet qui influence le texte. À la lecture de ces lignes, il est évident que nous ne pouvons qu'être d'accord avec la démarche des prêtres qui dénoncent la torture. Basé sur Reuter, *Le Devoir* nous informe, le 31 janvier 1980, de la lettre adressée au Pape pour accuser la police espagnole de torturer les prisonniers basques. Des témoignages de torture de détenus accompagnent cet envoi. Corroborant la version basque sur l'existence de la torture à leur endroit, cet article n'occupe toutefois que très peu de place. Cette même journée, le texte présenté par la *Gazette* parle plutôt de la première attaque de l'année sur une voiture officielle de l'armée. Aucune mention de ce positionnement de l'Église basque n'est soulignée.

Si le terrorisme de l'ETA est généralement la cible des manifestations durant cette période, un événement renverse la vapeur. Un scandale éclate lorsqu'un prisonnier basque meurt des mains de la police espagnole. Le sujet l'impose, un parti pris envers les opprimés est proposé au lecteur, influencé par quelques phrases teintées et certains aspects de la mise en page. Comparons la couverture des trois journaux montréalais.

Le premier quotidien à nous informer de la mort du détenu basque, le 12 février 1981, est *Le Devoir* à travers un article intitulé, tout simplement, « Enquête sur la mort d'un détenu basque ». L'AFP affirme que le gouvernement a exigé une enquête sur les circonstances qui ont mené à la mort du militant Joe Arrequi Izaguirre lors de son transfert de la prison vers l'hôpital. On parle de plusieurs hématomes, de douleur abdominale et broncho-pneumonie à l'issue de neuf jours de garde. Bien que les résultats de l'autopsie ne soient pas encore connus, le ministre de l'Intérieur a affirmé que les responsables ne seraient pas protégés. La visibilité de l'article n'est toutefois pas très grande.

Le 16 février, chacun des quotidiens se penche sur la situation. *Le Journal de Montréal* choisit une dépêche de l'AFP pour informer les lecteurs d'une nouvelle veillée d'armes avant la grève générale et les manifestations en protestation contre la mort du militant. Le Pays basque suit l'appel des partis politiques de débrayer et de descendre dans les rues. On explique que si l'assassinat de l'ingénieur Ryan avait mobilisé toute la population contre l'ETA, la mort du militant fait tourner le vent, la police remplaçant l'ETA au banc des accusés. On précise dans la dépêche que « même le chef de l'extrême-droite, Blas Pinar, a affirmé que la police postfranquiste continuait à pratiquer la torture ». On termine avec l'hypothèse soulevée par le secrétaire du Parti communiste qui croit que certains responsables de la police ne veulent pas que cesse le terrorisme, parce qu'ils souhaitent la fin de la démocratie. Cette fois, ce long texte est placé tôt dans le journal et situé dans un encadré. *Le Devoir* publie la même dépêche de l'AFP, mais sur la une de son édition du jour. Les deux quotidiens accordent donc une place assez importante à la nouvelle qui diffère de celles publiées dans les derniers mois. Il est certain qu'un tel événement suscite des réactions, démontrant que la démocratie récente n'est pas encore tout à fait à point. La répression policière est visiblement un sujet qui touche ces deux journaux. Les faits semblent parler d'eux-mêmes, mais que la version des autorités policières ne soit pas exprimée contribue à faire voir leur culpabilité. Le texte semble déséquilibré, en faveur de la victime et de la condamnation de la répression policière.

Du côté de la *Gazette*, c'est l'agence AP qui est choisie, accompagnée du titre « Unrest rocks Spain ». Le texte nous apprend que des jeunes ont bombardé deux autobus à Bilbao et que 100 prisonniers font la grève de la faim au troisième jour des protestations. On dit aussi que 6000 personnes ont affronté la police dans une manifestation à San Sebastian. Un prêtre catholique a même fait une lettre pastorale pour dénoncer la torture. Après tous ces exemples de contestation, l'article croit bon de souligner que l'organisation de l'ETA est tenue responsable de 95 morts politiques l'année dernière. Cette précision vient modérer les propos contenus dans l'article. La *Gazette* est le seul quotidien à apporter une telle donnée, qui paraît hors contexte.

Si ce texte n'obtient pas une place de choix dans le journal, un autre article est mis un peu plus de l'avant, texte en provenance du *New York Times*. L'article, « Basque's torture death may revive cause of separatism », se penche sur le cas Arregui en expliquant les circonstances de son décès. On précise que ces abus tendent à confirmer le rapport d'Amnesty International qui avait déjà évoqué la torture policière. L'article nous apprend que le ministre de l'Intérieur a congédié l'officier qui supervisait le militant et cinq policiers sont en attente d'être interrogés. Dans un rapport sur la mort du militant, on avance la cause de la pneumonie. Des politiciens croient que la mort du jeune homme serait plutôt de la propagande pour l'ETA qui se trouvait isolée depuis les protestations contre la mort de l'ingénieur. S'il est question de séparatisme dans le titre, ce n'est pas le sujet central de l'article. Le texte demeure somme toute assez conforme aux règles journalistiques, puisque tous les points de vue semblent soulevés. La publication de deux articles autour du même sujet ne fait que démontrer l'intérêt du journal pour les événements qui soulèvent des questions tant sur les droits et libertés des individus, la répression policière et la torture. C'est sans doute pour cette raison que tous les journaux accordent à ces faits de longs articles situés dans des pages importantes.

La suite fait l'objet d'un article d'AP dans *Le Journal de Montréal* et dans *Le Devoir*, texte assez long recueillant dans les deux cas une belle visibilité. Le 17 février, il est question des funérailles du militant, suivies par 10 000 personnes. La grève générale, qui a paralysé les provinces basques à l'appel des nationalistes et des formations de gauche, est aussi évoquée. Les résultats de l'autopsie attribuent la mort à une broncho-pneumonie. Le rapport énumère toutes les marques de violence sur Arregui, sans donner de conclusion précise. Le blâme ne semble pas être attribué à qui que ce soit, l'article s'avère réservé. La conclusion de cette histoire demeure nébuleuse dans tous les quotidiens. Pour ce qui est des titres de ces textes, les deux quotidiens demeurent prudents : « Grève totale au Pays basque » pour *Le Journal de Montréal* et « Une grève générale paralyse presque totalement le Pays basque » pour *Le Devoir*. Ce dernier poursuit avec un texte de Reuter-AFP qui concerne la vague de démissions dans la police espagnole. L'article nous apprend que sept hauts fonctionnaires ont démissionné après l'incarcération de cinq inspecteurs impliqués dans les mauvais traitements subis par le militant basque décédé quelques jours plus tôt. On reparle aussi des

manifestations de protestation contre la torture un peu partout en Espagne. Certains manifestants en ont profité pour lancer des slogans en faveur de l'indépendance et de l'organisation séparatiste ETA. Ce texte est placé en haut complètement de la une de cette édition du *Devoir* du 18 février. Sans réel jugement, il ne fait pas de doute toutefois que la police et la torture qu'elle inflige aux prisonniers sont une fois de plus pointées du doigt.

Visiblement, la mort de manifestants semble rallier la population espagnole contre les autorités policières. Le 4 septembre 1979, c'est un jeune homme de 16 ans, grièvement blessé par les forces de l'ordre, qui fait les manchettes. *Le Devoir* et la *Gazette* abordent l'événement qui discrédite les forces policières. Au *Devoir*, la dépêche d'AFP porte le titre : « Troisième jour d'affrontements au Pays basque ». On peut lire qu'Ignacio Quijera a été tué par la police lors d'une manifestation contre les mesures prises par la France à l'encontre de certains réfugiés basques. Des incidents violents ont eu lieu durant les funérailles du jeune homme. On apprend que neuf partis politiques ont exigé la démission du gouverneur civil du Guipúzcoa et ont demandé au gouvernement de reconnaître ses responsabilités dans l'intervention brutale de la police à San Sebastian. Outre la gauche indépendantiste, les modérés comme le PNB, le PSOE et les communistes ont cosigné le communiqué. Une commission mixte est exigée, qui permettrait à Madrid et aux autorités régionales basques de partager la responsabilité de l'ordre public. Le texte souligne « l'indignation générale du peuple basque face à la conduite des forces de l'ordre » et il est très clair que c'est ce que le lecteur est amené à penser en le lisant.

C'est le même sentiment de compréhension, voire de sympathie, qui se dégage du texte publié par la *Gazette*. On y apprend que des milliers de manifestants pro-Basques, furieux contre le meurtre d'un manifestant par la police, ont monté des barricades et incendié autobus et voitures. On précise que le jeune homme de 16 ans a été tué par une balle lors d'affrontements avec la police après les funérailles d'un jeune homme de 18 ans, mort par un projectile dans les mêmes conditions. L'article souligne que la police affirme n'avoir utilisé que des balles de caoutchouc. La dénonciation de la police par le maire de San Sebastian est aussi mentionnée. Les événements décrits dans le texte incitent le lecteur à se positionner. C'est avec le titre que la *Gazette* joue la carte de la prudence, choisissant « Basques burn

buses and cars as strike spreads » pour la dépêche de AP. En ne lisant que ce titre, le lecteur pourrait se faire une mauvaise idée de la nouvelle qui s'y rapporte. Pourtant, les faits rapportés sont sans équivoque. La *Gazette* ne peut qu'être d'accord avec ces événements dénonçant la torture.

Bref, nous pouvons souligner que dans cette section sur les actions de l'ETA, une grande partie des textes publiés tendent à respecter les pratiques du journalisme d'information, à moins d'être en présence d'un sujet favorisant une prise de position, comme la torture par exemple. Ces articles qui abordent la répression policière ne contiennent pas nécessairement de commentaires, ils se contentent de mettre un peu plus de l'avant une certaine version des faits. Puisque les actes terroristes sont nombreux en cette période, *Le Journal de Montréal* tente parfois d'attirer le lecteur sur certains événements dans une mise en page plus colorée. En règle générale, les textes présentés par le tabloïd dans cette dernière période ressemblent plus à ceux publiés par les deux autres quotidiens.

4.3 Pour la démocratie et contre la rébellion militaire

L'exaspération de l'armée face à l'incapacité des différents gouvernements démocratiques à contenir le terrorisme basque était perceptible depuis plusieurs années. Quelques dépêches, ici et là dans les journaux de la métropole, annonçaient une crise importante. Le 23 février 1981, des militaires aidés de quelques gardes civils se lancent à l'assaut du Parlement espagnol afin d'instaurer un régime militaire dans le pays qui a vécu si longtemps sous le franquisme. Cet acte prouve le caractère désespéré de certains hauts dirigeants militaires, mais aussi le sérieux du roi Juan Carlos dans sa tentative de maintenir la démocratie en Espagne, malgré toutes les difficultés rencontrées.

Les 32 articles qui sont la base de cette section abordent les signes avant-coureurs de la crise, le coup d'État militaire et ses suites puis, finalement, l'engagement de l'armée dans la lutte contre le terrorisme. Si *Le Devoir* a l'habitude d'être le quotidien qui présente le plus grand nombre de textes en provenance de l'Espagne et du Pays basque (13 textes), la *Gazette*

le talonne dans cette section sur l'armée avec 12 articles, alors que *Le Journal de Montréal* en propose sept.

Débutons d'abord avec deux textes publiés par *Le Devoir* qui font bien sentir l'état dans lequel se trouve l'armée au début de la troisième période étudiée. Le 6 janvier 1979, une dépêche de Reuter et AFP à laquelle le journal a ajouté le titre : « Malaise en Espagne au sein de l'armée » apprend aux lecteurs que des sanctions disciplinaires pourraient être prises contre les militaires qui ont participé aux graves incidents survenus aux obsèques d'un général assassiné par des militants. On parle ici de militaires qui ont insulté leur ministre et exigé la démission du cabinet Suarez. Le texte cite l'extrême-droite qui dit : « le gouvernement doit démissionner, car il manque d'autorité, de force morale et a dédaigné le respect dû aux hommes en uniforme ». Il est toutefois précisé que ce sentiment n'est pas partagé par la majorité des militaires. Cet article n'est toutefois pas très bien placé dans le journal. Un autre texte daté du 24 septembre 1979, toujours de Reuter et d'AFP, est intitulé « L'armée gronde après l'assassinat d'un autre général au Pays basque ». On peut y lire que l'assassinat d'un général de brigade marque une nouvelle escalade de la violence dans la campagne référendaire. Le mécontentement de certains secteurs de l'Armée espagnole est souligné alors que l'ETA militaire a lancé « une offensive de grande envergure contre l'armée dans le but de discréditer le statut d'autonomie élaboré à Guernica auquel elle s'est opposée ». Il est aussi écrit noir sur blanc dans l'article que des généraux souhaitent intervenir. Cette fois, l'article est bien placé et occupe plusieurs lignes. Jusqu'à maintenant, les textes sont plutôt neutres et sans grands éclats. Il est certain que le coup d'État militaire qui arrive occupera une grande place dans les médias.

Ce sont donc les journaux du 24 février 1981 qui apprennent aux lecteurs québécois la partie qui s'est jouée entre les murs du Parlement espagnol. Chez les trois quotidiens, la nouvelle est jouée de façon assez importante : dépêche sur la une avec gros titres, accompagnée d'une image des putschistes ! Il est assez rare qu'une nouvelle en provenance de l'Espagne ait une mise en page si semblable dans les trois quotidiens. Dans un texte en provenance de l'AFP, Reuter et AP, *Le Devoir* propose « Un groupe de putschistes prend d'assaut le Parlement espagnol », la *Gazette* opte pour le titre « Gun-wielding Spanish

rightists seize assembly in coup attempt » pour illustrer la dépêche attribuée à la *Gazette news services*, tandis que la dépêche de l'AFP du *Journal de Montréal* porte le titre suivant : « 350 députés pris en otage à Madrid - une tentative de putsch de l'extrême-droite avorte ». En plus du texte sur la une, *Le Journal de Montréal* publie quatre photos et un deuxième article dans ses pages, en provenance d'AP : « Le roi donne l'ordre à l'Armée de mater les gardes civils rebelles ». En somme, les informations transmises par les trois quotidiens expliquent que le colonel Terejo et quelque 150 gardes civils ont pris d'assaut le Parlement espagnol alors que les 350 députés procédaient au deuxième tour du scrutin d'investiture de Sotelo. Les députés sont demeurés en otage pendant de nombreuses heures avant d'être relâchés, l'ensemble des Forces armées espagnoles ayant réaffirmé leur fidélité au roi Juan Carlos. Les textes des différents quotidiens diffèrent par contre sur quelques éléments plutôt mineurs. *Le Devoir* prend bien le temps d'expliquer non seulement les événements, mais surtout leurs causes et répercussions. Bref, il présente un contexte beaucoup plus large que *Le Journal de Montréal* qui ne s'attarde qu'à la description des événements. La *Gazette* explique bien les événements avec le même ton que les autres quotidiens, mais ajoute, vers la fin du texte, que les actions violentes des séparatistes basques dans les dernières semaines ont ravivé la tension avec l'armée. On souligne à nouveau que l'ETA est responsable de 95 morts l'an dernier. Ce n'est pas la première fois que le quotidien pimente un texte de cette façon.

La journée suivante, le 25 février, est aussi très fertile en information chez les trois grands quotidiens montréalais. *Le Journal de Montréal* publie deux articles qui font le suivi des événements. Le premier en provenance de l'AFP occupe une bonne partie de la page dédiée à la nouvelle. Les deux images qui accompagnent le texte montrent les députés heureux d'être libérés et offre une vue sur le boulevard largement occupé par des véhicules militaires attendant la libération des otages. Après avoir décrit minutieusement les événements, l'article « Reddition des putschistes » montre Tejero comme un « inconditionnel du franquisme qui a toujours contesté le retour à la démocratie et qui a déjà tenté de renverser le régime mis en place à la mort du caudillo ». On poursuit en disant que le célibataire de 49 ans est un ultra-nationaliste, opposé à la légalisation du drapeau basque, et convaincu que la faiblesse du gouvernement montre que la démocratie n'est pas possible en Espagne. Une phrase de l'article est mise en évidence, expliquant le changement de cap d'un militaire qui

affirme sa loyauté au roi alors que le coup de force a avorté. Le deuxième texte, de l'agence AP, intitulé « Tejero, un franquiste impénitent » dresse un portrait de l'homme qui reprend quelques phrases du texte précédent. Deux photos accompagnent le texte, la première montrant une jeune députée se faisant reconforter après sa libération, la deuxième, des membres de la garde civile qui ont abandonné le colonel Tejero en quittant le parlement par les fenêtres.

Du côté du *Devoir*, le titre choisi est « Plusieurs officiers sont arrêtés après le putsch raté de Madrid ». L'article aborde l'arrestation de plusieurs officiers de la garde civile et de l'armée espagnole, dont le colonel Terejo. Il est aussi question de la réaction en Espagne à la suite du putsch raté : arrêts de travail en Catalogne et appel à la manifestation par le Herri Batasuna et autres partis d'extrême-gauche. Recueillant une belle visibilité, cet article conclut en disant que le roi Juan Carlos a sauvé l'Espagne. Finalement, dans la *Gazette*, ce sont trois textes qui abordent le coup d'État militaire. Le premier texte, en provenance de la *Gazette news services*, se trouve sur la une. « Spanish MPs freed coup boss gives up » clôt le chapitre du coup d'État avec les plus récents détails. L'article de la une se terminant à la page 24 permet de découvrir deux autres textes sur les événements. De l'agence UPI, l'article « Army friendships king's trump card » aborde le fait que Juan Carlos a été ébranlé dans sa certitude que l'armée lui serait toujours fidèle. Finalement, le dernier article, « What it all means - at a glance » (UPI) est présenté sous forme de questions-réponses sur l'armée, le putsch raté et le roi Juan Carlos.

Les 26, 27 et 28 février 1981, les quotidiens montréalais suivent les dernières nouvelles : arrestations d'officiers, destitution de généraux d'armée impliqués dans le putsch, formation du cabinet civil du premier ministre Sotelo (interrompu par la prise d'otage du Parlement espagnol), manifestation de deux millions d'Espagnols pour appuyer la démocratie, ovation pour le roi Juan Carlos, etc. Dans ces trois journées, huit articles abordent ces différents points, dont quatre dans la *Gazette* accompagnés de photographies du coup d'État raté, deux dans *Le Journal de Montréal* qui remplissent une page complète, ainsi que deux longs articles dans *Le Devoir* qui offre à la nouvelle une place sur la une. Nous devons conclure que la couverture de l'événement est assez semblable de part et d'autre et souligner l'intérêt que porte la *Gazette* au sujet comparativement à bien d'autres nouvelles en

provenance d'Espagne traitée dans les chapitres précédents. Le coup d'État portant directement atteinte à la démocratie, il n'est pas surprenant que la nouvelle obtienne une place importante dans les trois quotidiens. Le traitement de l'information demeure conforme à la pratique du journalisme d'information.

Un mois après le putsch mené par Terejo, soit le 24 mars 1981, *Le Devoir* apprend à son lectorat que l'armée participera désormais à la lutte antiterroriste au Pays basque. Les forces de sécurité seront donc augmentées. L'article de l'AFP souligne que, selon les observateurs, « l'arsenal répressif actuel est plus important que celui découlant des mesures prévues par l'état d'exception de l'époque franquiste ». C'est tout dire ! Ce texte jouit d'une belle visibilité. Cette nouvelle n'est rapportée que par *Le Devoir*, qui juge cette information pertinente pour son lectorat. Quelques jours plus tard, le 26, un second texte de l'AFP fait référence à l'ère franquiste en affirmant que « l'armée retrouve le pouvoir qu'elle avait perdu à la mort de Franco ». Avec les récents événements, le gouvernement semble être à l'écoute des militaires, notamment au sujet de certains partis séparatistes basques que l'armée souhaite voir interdits depuis longtemps. L'impression qui se dégage des deux textes du *Devoir* est que le gouvernement tente d'amadouer les militaires après avoir vu ce qu'ils pouvaient faire... Entre les lignes, nous pouvons comprendre que ce pouvoir retombé sous l'influence de l'armée espagnole n'augure rien de bon pour le Pays basque. D'ailleurs, *Le Devoir* récidive le lendemain (27 mars) en précisant sa pensée à partir d'une autre dépêche de l'AFP intitulée « L'armée cherche à isoler les séparatistes basques ». Le texte nous apprend qu'à la frontière française, les Basques reçoivent l'appui de leurs compatriotes. Du côté du gouvernement basque, on craint que les mesures antiterroristes retardent le transfert des compétences (Statut d'autonomie) et que la situation ne s'envenime. L'article se termine avec la vision de l'ETA militaire pour qui le régime de Madrid continue à être dominé par l'idéologie fasciste. Selon eux, les sentiments séparatistes ne seront qu'augmentés, tout comme l'aura de héros des Etxarras. Bref, *Le Devoir*, comme toujours, propose un bon portrait de la situation découlant du putsch raté des militaires espagnols, et ce, avec de longs textes et une belle visibilité. À leur lecture, il est facile de voir que *Le Devoir* perd un peu de son objectivité en faisant pencher la balance du côté des Basques, ce peuple une fois de plus

opprimé. Il maintient donc son intérêt pour la cause basque, comportement remarqué depuis la toute première période étudiée.

Ce dernier chapitre confirme bien ce qui commençait à se dessiner au fil des chapitres, soit la baisse d'intérêt des journaux montréalais à la cause basque. La grande majorité des articles de cette dernière section sont plutôt neutres, ce qui montre un changement de couverture important si l'on compare avec les textes publiés dans la première période. La plupart des articles publiés ne se questionnent plus beaucoup sur ce qui se cache derrière, sur l'origine et les causes de la lutte. Comme la violence est au plus haut niveau, il est certain que le récit de tous ces attentats meurtriers ne peut faire la une à chaque fois. De l'autre côté, les événements moins sanglants ont tendance à être ignorés par certains journaux. La récente démocratie du pays fait en sorte que le recours à la violence se défend moins bien dans nos journaux démocrates. Il a toutefois été facile de faire ressortir quelques nouvelles spécifiques qui permettaient une couverture journalistique différente, tant dans la forme que dans le contenu. Plus que les aspirations nationalistes, ce sont tous les exemples d'oppression ou d'injustice qui ont atteint un peu plus le cœur des trois quotidiens, les journalistes québécois étant souvent enclins à défendre la démocratie et la justice. C'est dire qu'ils enfreignent les règles journalistiques lorsque les événements contreviennent à leurs valeurs personnelles. Ce qui nous permet d'appuyer encore une fois l'idée que la défense des Basques observée dans cette analyse des pratiques journalistiques est plutôt d'ordre socio-politique, s'objectant au non-respect de la démocratie dans le traitement accordé aux Basques.

L'épisode référendaire québécois ne semble pas changer la façon dont est faite la couverture des événements basques. Les mêmes façons de procéder semblent se prolonger après le refus par la population québécoise de l'option souverainiste. Au cours de la période, le nombre d'articles par année sur la situation de l'Espagne demeure assez stable, sinon pour l'année 1981 où les articles sont un peu plus nombreux vu la tentative de renversement du régime démocratique. Lors de cet épisode, aucun signe d'approbation n'est perçu dans les trois quotidiens.

CONCLUSION

Nous avons vu en début d'analyse qu'entre 1970 et 1975 les procès de militants injustes, les arrestations massives de suspects basques et de membres de l'Église, tout comme la grande répression policière étaient chose courante. Au Québec, ces années coïncident avec une nette avancée des sentiments nationalistes qui se concrétise par la prise de pouvoir du Parti québécois de René Lévesque en 1976. Est-il possible que les aspirations politiques au Québec rendent plus sympathique la cause basque qui partage l'idéal de l'indépendance ? Peut-être, mais il faut aussi tenir compte du caractère dictatorial et du climat qui règne en Espagne sous le franquisme. Vivant au sein d'une nation démocratique, une majorité de Québécois est alors choquée par les événements qui se déroulent au Pays basque. À la lumière de la situation, nous pouvons croire que la défense par les journaux de la cause basque est liée au nationalisme dans une certaine mesure, mais il ne faut pas négliger l'impact de la situation sociopolitique dans laquelle se trouve l'Espagne à l'époque.

Les articles présentés lors de ces années sont constitués en majorité de dépêches internationales, mais aussi d'éditoriaux et de lettres, et ce, dans les trois quotidiens. Si les articles signés par les journalistes locaux défendent la cause basque lors des procès de militants ou de la répression, les dépêches traitées par les journalistes sont souvent teintées d'informations favorables au peuple basque opprimé. Nous pouvons rappeler par exemple le souci de toujours soulever les irrégularités judiciaires lors du procès de Burgos, tous les détails offerts qui humanisent les détenus basques, les phrases qui tournent au ridicule les faits reprochés à l'homme d'Église Anoveros, ainsi que le caractère exagéré des mesures franquistes prises contre les Basques oppressant leurs libertés. Des trois grands quotidiens, nous avons remarqué que *Le Devoir* joue un rôle plus important dans la défense des Basques. Un souci de la cause basque transparaît de façon plus évidente par la présence de nombreux articles expliquant leur situation.

Après la mort de Franco en novembre 1975, la cause basque perd un peu de sa légitimité avec la transition vers la démocratie entre 1976 et 1978. Mais le franquisme ne disparaît pas d'un seul coup. Le terrorisme basque, toujours présent, est sévèrement réprimé par le gouvernement de transition. L'acharnement policier est toujours d'actualité au Pays basque, situation qui est relevée dans la presse québécoise avec un œil favorable aux opprimés. Ce sont surtout les démarches de la population qui attirent la sympathie des journaux, sentiment qui est perceptible à travers les dépêches choisies. Si la période précédente faisait l'objet d'articles signés par des journalistes québécois, nous ne pouvons relever que deux éditoriaux sur la constitution publiés par la *Gazette* ainsi qu'un article contextuel écrit par Denise Bombardier dans *Le Devoir*. Cette différence dans la couverture des événements porte à penser que l'intérêt pour la situation basque est certainement en baisse. En fait, un certain changement commence à s'opérer et la pratique journalistique apparaît nettement moins « militante ».

Toujours dans cette deuxième période, nous remarquons donc que les actions terroristes sont rapportées exclusivement par les agences de presse internationales. Les articles sont alors plus similaires dans l'ensemble des journaux, soit généralement assez neutres, malgré quelques petits détails qui transmettent encore une pointe de sympathie à l'égard de la lutte des Basques, selon les événements. Les normes journalistiques de chacun des trois journaux sont respectées, c'est-à-dire que *Le Devoir* s'attarde à donner le plus d'informations possible, le meilleur suivi des événements et explique les raisons qui se cachent derrière les actes. La *Gazette* propose une couverture plus objective de la situation en présentant toutes les versions des faits, tandis que *Le Journal de Montréal* se contente de courts textes d'agence à moins d'un événement plus spectaculaire ou sanglant qui mérite une plus grande attention, comme l'enlèvement de l'industriel Oriol ou le meurtre de hauts dirigeants militaires. L'écart entre le nombre d'articles publiés par chacun des journaux est le plus petit dans cette section d'analyse. Pour dresser le portrait de la situation basque, les dépêches semblent suffisantes.

À partir de 1978, la façon de couvrir les événements démontre un désir encore plus marqué de respecter les normes journalistiques dites objectives. Comme la démocratie a été

votée par l'ensemble des Espagnols, le contexte politique change la donne. Les seules occasions où une opinion se glisse dans les dépêches, c'est lorsqu'il est question de répression policière extrême ou de torture sur des prisonniers. La « Guerre des plagés » lancée à deux reprises par la branche plus modérée de l'ETA offre aussi une vision moins négative de la lutte basque. Le fait que ces événements ne fassent pas de morts contribue à cette couverture modérée. Lorsque les militants de l'ETA procèdent à un acte terroriste de grande envergure, la visibilité qui est accordée aux événements est alors plus importante. En fait, c'est souvent l'impact de l'événement qui influence sa visibilité. Une certaine attention est portée à la description des événements qui sont assez sensationnalistes de nature.

Au Québec, ces années sont marquées par la montée en force du sentiment national et le désir partagé par plusieurs de faire de la province canadienne un pays à part entière. Le référendum sur la souveraineté du Québec qui se tient le 20 mai 1980 se solde par une victoire de l'option fédéraliste dans une proportion d'environ 59%. Cette défaite référendaire n'empêche pas les Québécois de réélire le Parti québécois de René Lévesque à la tête de la province en 1981. Il n'est donc pas surprenant de constater que la cause basque puisse soulever à quelques reprises un peu de sympathie, d'autant plus que la démocratie espagnole ne semble pas être tout à fait au point. Cette oppression politique et surtout policière, cumulée aux aspirations nationalistes des Basques font en sorte que certains articles offrent une perception avantageuse de la cause, surtout dans *Le Devoir*. Outre ces quelques événements, il est évident que dans l'ensemble, les normes journalistiques qui prêchent l'objectivité semblent de plus en plus présentes dans la présentation des dépêches.

Dans nos questions de départ, nous voulions savoir si la presse québécoise témoignerait d'un certain parti pris en faveur d'un mouvement indépendantiste étranger, soit celui du Pays basque espagnol. L'analyse terminée, des réponses nous apparaissent évidentes. Nous voulions voir comment se comportait la presse, qu'elle soit nationaliste ou non, fédéraliste ou souverainiste, francophone ou anglophone, face aux événements qui surviennent au Pays basque espagnol et si cette attitude se modifierait à travers le temps.

Nous sommes en mesure d'établir certains constats, mais débutons d'abord par l'impact de la question nationale québécoise sur la couverture des événements. L'analyse des articles présentés dans les trois périodes nous pousse à affirmer que la question nationale n'a pas une grande incidence sur le journalisme. Il est vrai que *Le Devoir* accorde un certain intérêt à la situation politique du Pays basque autant dans les dépêches qu'il choisit de publier que dans les éditoriaux rédigés par ses journalistes. Quelques-uns de ces textes expliquent de long en large les aspirations politiques des Basques, articles qui peuvent être perçus comme étant sympathiques à la cause. *Le Devoir* souligne à plusieurs reprises des déclarations des militants indépendantistes qui expliquent les raisons qui les poussent à agir. Le tout est présenté de façon plutôt favorable. Au travers des trois époques présentées dans le mémoire, le journal fondé par Henri Bourassa est le seul qui maintient un certain intérêt pour la cause basque. Très apparent dans la première période, il est encore possible de remarquer l'importance de bien rendre compte de la lutte des Basques. Même lorsque la plupart des dépêches se contentent d'établir les faits, *Le Devoir* publie aussi certains textes qui font état des aspirations des militants et des problèmes au sein des différents groupes. Il est le seul quotidien à le faire. C'est dire que la couverture journalistique des événements proposés par le journal nationaliste ne peut s'empêcher de laisser transparaître son intérêt à la cause basque, tant dans le choix de ses dépêches que dans ses éditoriaux.

Le Journal de Montréal utilise aussi parfois des citations de militants basques et présente, par moments, des faits qui leur sont plutôt favorables. Par leur histoire respective, ces deux journaux ont, il est vrai, un certain préjugé favorable à la défense d'une nation distincte. Toutefois, aucun des deux journaux ne prend directement position pour la cause nationaliste ou indépendantiste du Pays basque. Les textes se contentent d'expliquer la situation et de transmettre les idées véhiculées par les différents mouvements nationalistes basques. Aucun de ces textes ne réclame l'indépendance du Pays basque. C'est pourquoi il serait inapproprié de prétendre que ce sont simplement les aspirations nationalistes qui incitent les journaux à transgresser les conventions journalistiques. Alors que la violence prend beaucoup d'ampleur, particulièrement dans la dernière période, la question nationale est laissée de côté par la plupart des articles. Elle est secondaire dans le compte rendu des

événements tragiques qui se déroulent en Espagne. Les avancées du Parti nationaliste basque n'ont que peu d'échos dans les articles de nos trois quotidiens.

À la lecture des comportements journalistiques des quotidiens tout au long des trois périodes distinctes traitées, nous sommes frappée par une certaine évidence. Alors que l'actualité québécoise est mobilisée par la question nationale, particulièrement dans les années 1980, il ne semble pas y avoir de répercussion dans la couverture des événements basques. C'est dire que les journalistes, dans la période nationaliste, sont peut-être trop préoccupés par la situation au Québec pour s'intéresser aux questions similaires internationales. La question nationale québécoise ne semble pas contribuer à la visibilité de la cause basque, au contraire. Dans les trois périodes étudiées, la couverture journalistique correspondant aux années 1980 est celle qui semble la moins impliquée vis-à-vis la cause basque, la plus distante face aux événements traités.

En fait, lorsque les journalistes s'écartent de l'objectivité, ce n'est pas tant pour défendre le nationalisme basque, mais plutôt pour défendre les valeurs démocratiques et le respect des droits humains. Tout au long de l'analyse, quelques événements particuliers retiennent l'attention. Dans la plupart des cas, il s'agit soit de procès injustes, de répression excessive ou même de torture. Ces nouvelles touchent directement les valeurs démocratiques de notre société. Lorsque ces événements se produisent au sein d'un régime autoritaire et franquiste, il est certain qu'ils heurtent la sensibilité des journalistes québécois. Il devient évident que le contexte sociopolitique contribue à alimenter la levée de boucliers. Lorsque la répression s'abat sur la population en période de transition politique plus ou moins légitime, la situation reste préoccupante pour les médias québécois. Les injustices sont encore très nombreuses. Avec l'approbation de la constitution espagnole qui jette les bases de la nouvelle démocratie espagnole, le contexte change. Mais la démocratie ne s'installe pas si facilement dans ce pays qui a longtemps été dirigé par les franquistes. Les principes fondamentaux de droits et libertés ne concordent pas toujours avec ceux du Québec. C'est pourquoi des nouvelles, traitant de torture par exemple, viennent encore bousculer les valeurs de la société québécoise et de ses journalistes par le fait même. En somme, ce que l'étude démontre, c'est que les événements qui vont contre nos valeurs en tant que société ont tendance à être traités

avec plus de subjectivité par nos journaux. Les pratiques journalistiques sont alors modifiées dans le choix des dépêches et dans leur mise en page.

Nous nous demandions aussi si des différences seraient perceptibles selon le type de journal. Ainsi, nous pouvons affirmer que les journalistes ont tendance, habituellement, à suivre les normes journalistiques générales. C'est le respect de ces règles qui fait en sorte que les trois quotidiens peuvent s'inscrire dans le même système de journaux, soit le journal d'information. Outre certaines différences sur le plan du contenu et d'une certaine mise en page, *Le Devoir*, la *Gazette* et *Le Journal de Montréal* demeurent soucieux d'informer la population en présentant des articles de nouvelles tant locales qu'internationales, sportives ou culturelles.

La concurrence fait en sorte que chacun d'eux cherche à se démarquer des autres en développant un comportement particulier susceptible de plaire au lectorat visé. C'est donc ce qui fait en sorte que certaines différences sont perceptibles lors de l'analyse des textes. Car, tout au long de l'étude, plusieurs comportements ont été observés au sein des trois journaux. Des différences dans la façon de présenter les nouvelles sont bel et bien réelles. Nous avons souligné quelques prises de position plus ou moins directes dans certains dossiers, motivées par la défense des valeurs de la société québécoise. Il n'en demeure pas moins que ces différences observées en comparant les trois quotidiens s'expliquent par la personnalité de chacun d'eux. C'est dire que chacun des journaux respecte sa propre identité et sa manière de faire habituelle.

Nous avons pu remarquer que *Le Journal de Montréal* reste la plupart du temps fidèle à son image de journal de masse. Il présente ainsi presque en totalité des articles en provenance des différents fils de presse qui demeurent assez neutres dans le compte rendu des événements. Ce en quoi le tabloïd se distingue, c'est par son désir d'attirer l'attention de ses lecteurs sur certains détails plus intéressants, surprenants, sanglants, etc. La mise en page des articles devient sa façon de personnaliser les nouvelles avec des titres accrocheurs et provocateurs très visibles, beaucoup d'images ou même des encadrés. De son côté, le quotidien anglophone se distingue par son souci d'objectivité, de neutralité pratiquement

inébranlable. Sa mission dans sa section des nouvelles est d'informer le lecteur, non pas de le divertir. Les dépêches qu'il publie montrent un désir de présenter le plus fidèlement tous les points de vue impliqués. Fervent défenseur du libéralisme, tout en étant plutôt conservateur et anti-nationaliste, il est plus attiré par les nouvelles sur les avancées politiques du nouveau gouvernement espagnol que par la mission indépendantiste des militants basques. Finalement, *Le Devoir* se fait un point d'honneur de tenir son lectorat le plus informé possible. La mise en page des articles demeure secondaire. À travers sa section éditoriale, le journal d'élite laisse une place importante à l'opinion. Défenseur des opprimés, sa mission semble respectée puisque ceux-ci sont souvent bien représentés dans les dépêches publiées par le quotidien montréalais. Les articles qu'il publie sont, la plupart du temps, beaucoup plus longs et complets que ceux de ses concurrents.

Une telle recherche montre bien que les règles journalistiques attribuées au modèle de journal d'information peuvent être, par moments, transgressées par les journaux. Bien que dans les théories de Jean de Bonville, par exemple, le modèle de journal d'information semble assez rigide, dans la pratique, il en est autrement. L'analyse de la couverture journalistique des trois grands quotidiens montréalais démontre bien que certaines valeurs de la société québécoise prennent le dessus sur le souci d'« objectivité » dicté par les normes journalistiques de l'époque. Cette étude contribue donc à apporter certaines nuances quant à la pratique du journalisme tel que présentée par les ouvrages plutôt théoriques jusqu'à maintenant publiés.

BIBLIOGRAPHIE

- Beaulieu, André, et Jean Hamelin. 1966. « Aperçu du journalisme québécois d'expression française ». *Recherches sociographiques*, vol. 7, no 3 (septembre-décembre), p. 305-346.
- Bouchard, Gérard. 2000. *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 503 p.
- Bouchard, Gérard. 1999. *La nation au futur et au passé*. Montréal : vlb éditeur, coll. Balises, 157 p.
- Brin, Colette, Jean Charron et Jean de Bonville. 2004. *Nature et transformation du journalisme : théorie et recherches empiriques*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 454 p.
- Campuzano Carnajal, Francisco (dir.). 2002. *Les nationalismes en Espagne; De l'État libéral à l'État des autonomies (1876-1978)*. Montpellier : Université de Montpellier II, coll. Espagne contemporaine, 390 p.
- Cardin, Jean-François. 1990. *Comprendre octobre 1970 : le FLQ, la crise et le syndicalisme*. Montréal : Éditions du Méridien, 226 p.
- Charron, Jean, et Jean de Bonville. 2002. « Le journalisme ». In *Traité de la culture*, sous la dir. De Denise Lemieux, p. 889-907. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture.
- Comeau, Robert, et coll. 1990. *FLQ : un projet révolutionnaire*. Montréal : vlb éditeur, coll. Études québécoises, 275 p.
- Comeau, Robert, et Luc Desrochers. 1996. *Le Devoir : un journal indépendant 1910-1995*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 368 p.
- Dagenais, Bernard. 1990. *La crise d'octobre et les médias : le miroir à dix faces*. Outremont : vlb éditeur, Études québécoises, 272 p.
- Davant, Jean-Louis. 2006. *Le problème basque en 20 questions*. San Sebastian : Éditions Elkar, 115 p.
- De Bonville, Jean. 1988. *La presse québécoise de 1884 à 1914 : Genèse d'un média de masse*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 415 p.

- De Bonville, Jean. 1995. *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985 : morphologie et contenu*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 223 p.
- De la Granja, José Luis. 2002. *Le nationalisme basque*. Paris : Éditions Ellipses, coll. Les essentiels de la civilisation espagnole, 123 p.
- Dicken-Garcia, Hazel. 1989. *Journalistic Standards in Nineteenth-Century America*. Minneapolis: University of Wisconsin Press, 343 p.
- Dieckhoff, Alain. 2000. *La nation dans tous ses États. Les identités nationales en mouvements*. Paris : Flammarion, 354 p.
- Elorza, Antonio, et coll. 2000. *ETA une histoire*. Paris : Édition Denoël impacts, 472 p.
- Galarneau, Claude. 1984. « La presse périodique au Québec de 1764 à 1859 ». *Mémoires de la Société royale du Canada*, 4^e série, vol. XXII, p.143-166.
- Godin, Pierre. 1981. *La lutte pour l'information – histoire de la presse écrite au Québec*. Montréal : Le Jour éditeur, division de Sogides Ltée, 317 p.
- Goulemot Maeso, Maria. 1986. *L'Espagne, de la mort de Franco à l'Europe des Douze*. Paris : Minerve, coll. Voies de l'histoire, 238 p.
- Guerena, Jean-Louis (dir.). 2001. *Les nationalismes dans l'Espagne contemporaine, Idéologies, Mouvements, Symboles*. Paris : Éditions du Temps, 383 p.
- Izquierdo, Jean-Marie. 2000. *La question basque*. Bruxelles : Complexe, 191 p.
- Jauréguiberry, Francis. 2007. *Question nationale et mouvement sociaux en Pays basque*. Paris : L'Harmattan, Questions contemporaines, 383 p.
- Lachappelle, Guy. 2005. *Claude Ryan et la violence du pouvoir, Le Devoir et la Crise d'octobre 1970 ou le combat de journalistes démocrates*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 192 p.
- Lacoursière, Jacques. 2002. *Une histoire du Québec racontée par Jacques Lacoursière*. Sillery : Septentrion, 193 p.
- Lagrange, Jean-Paul de. 1985. *Fleury Mesplet (1734-1794) : diffuseur des Lumières au Québec*. Montréal : Patenaude éditeur, 503 p.
- Lahaise, Robert (dir.). 1994. *Le Devoir reflet du Québec au 20^e siècle*. Ville Lasalle : Éditions Hurtibise HMH Ltée, Cahiers du Québec coll. communications, 304 p.
- Le Cam, Florence. 2009. *Le journalisme imaginé. Histoire d'un projet professionnel au Québec*. Montréal : Leméac, 255 p.

- Loyer, Barbara. 1997. *Géopolitique du Pays basque; Nation et nationalismes en Espagne*. Paris : L'Harmattan, coll. Horizons Espagne, 415 p.
- Marquis, Dominique. 2004. *Un quotidien pour l'Église : L'Action catholique, 1910-1940*. Montréal : Leméac, 220 p.
- Monière, Denis. 2001. *Pour comprendre le nationalisme au Québec et ailleurs*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 148 p.
- Paquin, Stéphane. 2001. *La revanche des petites nations*. Montréal : vlb éditeur, 219 p.
- Provencher, Jean. 1997. *Chronologie du Québec 1534-1995*. Montréal : Bibliothèque nationale du Québec, 365 p.
- Roy, Fernande. 1993. *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*. Montréal : Les Éditions du Boréal, coll. Boréal express, 127 p.
- Roy, Fernande, et Jean de Bonville. 2001. « La recherche sur l'histoire de la presse québécoise : bilan et perspectives ». *Recherches sociographiques*, vol. XL1, no. 1, p. 15-51.
- Roy, Fernande. 2009. « Recent Trends in Research on the History of the Press in Quebec : Towards a Cultural History ». In *Communicating in Canada's Past. Essays in Media History* sous la direction de Gene Allen et Daniel J. Robinson, p. 257-270. Toronto : University of Totonto Press.
- Saint-Jean, Armande. 1960. *Éthique de l'information : fondements et pratiques au Québec depuis 1960*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 299 p.
- Sauvageau, Forian, Gilles Lesage et Jean de Bonville (dir.). 1980. *Les journalistes dans les coulisses de l'information*. Montréal : Québec/Amérique, 421 p.
- Vienne, Michel (dir.). 2000. *Penser la nation québécoise*. Montréal : Édition Québec Amérique, « Débats », 309 p.
- Vilar, Pierre. 2004. *Histoire de l'Espagne*. Paris : Presses universitaires de France, coll. Que sais-je ?, 127 p.
- Zomecki, Francois. 2008. « La perception de la fête internationale des travailleurs dans les journaux canadiens entre 1906 et 1945 », Maîtrise en histoire. Montréal : Université du Québec à Montréal, 115 p.